

N° 67-202-X au catalogue

Bilan des investissements internationaux du Canada



Deuxième trimestre 2011



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 67-202-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de la balance des paiements

Système de comptabilité nationale

Bilan des investissements internationaux du Canada

Deuxième trimestre 2011

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2011

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division de la gestion de l'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Septembre 2011

N° 67-202-X au catalogue, vol. 9, n° 2

ISSN 1708-0711

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

Remerciements

Cette publication a été préparée par Christian Lajule, Komal Bobal, John Foley et Patrick O'Hagan.

Le Système de comptabilité nationale

Au Canada, les comptes nationaux ont fait l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de toute une série de publications portant sur leurs éléments constitutifs propres. Ils ont connu une telle évolution qu'on peut maintenant les qualifier de « Système de comptabilité nationale ». Aux fins d'identification, toutes les publications qui font partie du système (elles contiennent des tableaux statistiques, la description du cadre théorique et l'explication des sources et des méthodes) portent le titre général de « Système de comptabilité nationale ».

Le Système de comptabilité nationale du Canada se divise en plusieurs catégories de comptes. Les comptes annuels et trimestriels des revenus et des dépenses (paraissant dans les publications dont le numéro de catalogue commence par 13) ont constitué le premier ensemble de statistiques à être connu sous le titre de « Comptes nationaux » (Comptes nationaux des revenus et dépenses). Les données sur la balance canadienne des paiements internationaux (numéro de catalogue commençant par 67) font également partie du Système de comptabilité nationale; elles ont même existé avant les comptes des revenus et dépenses.

Une nomenclature beaucoup plus détaillée d'industries et de biens et services figure dans les tableaux d'entrées-sorties du système (numéro de catalogue commençant par 15). Les publications dont le numéro de catalogue commence par 15 comprennent aussi les mesures de l'apport de chaque branche d'activité au total du produit intérieur brut au coût des facteurs ainsi que les mesures de productivité.

L'établissement est l'unité primaire de production industrielle tant dans les tableaux d'entrées-sorties que dans les estimations du produit intérieur brut par activité économique. Les comptes de flux financiers (publications dont le numéro de catalogue commence par 13) mesurent les opérations financières. Les catégories de prêteurs et d'instruments financiers forment les éléments de base de ces statistiques et l'entité juridique est le point de départ du classement des agents économiques. Les comptes du bilan des actifs et passifs en cours sont disponibles annuellement.

Le Système de comptabilité nationale constitue un ensemble conceptuellement intégré dans lequel les diverses catégories de comptes peuvent être considérées comme des sous-systèmes étroitement liés entre eux. Au stade actuel de développement, on ne peut faire de comparaison directe entre les éléments basés sur l'établissement et ceux qui sont basés sur l'entité juridique que lorsque les données sont groupées dans des catégories très générales. Toutefois, Statistique Canada poursuit ses recherches sur les relations entre l'entreprise, la société et l'établissement. Il sera peut-être possible un jour de reclasser les données établies sur une certaine base (l'établissement par exemple) de manière à les faire correspondre aux données établies sur une autre base (société ou entreprise).

Dans ses grandes lignes, le Système de comptabilité nationale du Canada suit de très près la norme internationale présentée dans le **Système de comptabilité nationale de 1993**, lequel est produit conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Guide des tableaux

Tableau explicatif A Guide des tableaux

	Actif			Passif		
	Trimestriel		Annuel	Trimestriel		Annuel
	2004 à 2009	1996 à 2009	1996 à 2008	2002 à 2009	1996 à 2009	1996 à 2008
	numéro de tableau					
Total						
Tous les pays	1			1		
Région géographique		21-1 et 22-1	23-1 à 27-1		21-2 et 22-2	23-2 à 27-2
Investissements directs						
Région géographique			2			10
Industrie			3			11
Bénéfices		4-1	4-2		12-1	12-2
Investissements de portefeuille						
Obligations						
Secteur					14 et 19	
Région géographique			5		13	
Actions						
Secteur					19-10	
Région géographique			6			15
Marché monétaire						
Secteur					19	17
Région géographique			7		16	
Autres investissements						
Réserves officielles			8			
Autres instruments			9			18
Emprunts, dépôts, autres secteur					19	
Dette extérieure brute par secteur				20		

Note(s) : Les cellules vides expliquent qu'il n'y a aucune référence pour cette catégorie.

Tableau explicatif B
Correspondance avec les tableaux CANSIM

Titre de tableaux (CANSIM)	Numéro de tableau CANSIM		Numéro de tableaux catalogue #67-202	
	Annuel	Trimestriel	Annuel	Trimestriel
Bilan des investissements internationaux		376-0055	1	
Bilan des investissements internationaux par région	376-0037		23 to 27	
Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur	376-0040	376-0056		19
Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur	376-0041	376-0057		14
Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien par secteur	376-0039			
Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique	376-0063	376-0042, 376-0058*		
Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur		376-0059		20
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C)	376-0038		3,11	
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays	376-0051		2,10	
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C)	376-0053			
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région	376-0052			
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi	376-0054			

* mensuel

Note(s) : Les cellules vides expliquent qu'il n'y a aucune référence pour cette catégorie.

Table des matières

Faits saillants	9
Analyse — Deuxième trimestre 2011	10
L'actif net en investissements directs du Canada continue à diminuer	11
Le passif net du Canada en valeurs mobilières atteint un nouveau sommet	11
Les baisses sur les marchés boursiers sont en partie compensées par l'augmentation de la dette	12
Produits connexes	13
Tableaux statistiques	
1 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays	19
1-1 2010 à 2011	19
1-2 2008 à 2009	20
1-3 2006 à 2007	21
2 Investissements directs canadiens à l'étranger, par région géographique	22
3 Investissements directs canadiens à l'étranger, par industrie	22
4 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger	23
4-1 Trimestriel	23
4-2 Annuel	24
5 Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique	24
6 Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique	25
7 Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique	25
8 Réserves officielles internationales du Canada	26
9 Autres actifs	26
10 Investissements directs étrangers au Canada, par région géographique	27
11 Investissements directs étrangers au Canada, par industrie	27
12 Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada	28
12-1 Trimestriel	28
12-2 Annuel	29
13 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, par région géographique	30

Table des matières – suite

14	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché	31
14-1	Gouvernements	31
14-2	Entreprises publiques	32
14-3	Autres secteurs	33
15	Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique	34
16	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique	35
17	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur	36
18	Autres passifs	36
19	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada	37
19-1	Administration publique fédérale	37
19-2	Administrations publiques provinciales	38
19-3	Administrations publiques municipales	39
19-4	Administrations publiques	40
19-5	Entreprises publiques fédérales	41
19-6	Entreprises publiques provinciales	42
19-7	Entreprises publiques municipales	43
19-8	Entreprises publiques	44
19-9	Administrations et entreprises publiques	45
19-10	Sociétés	46
19-11	Total, tous les secteurs	47
20	Dette extérieure brute, position	48
20-1	Total, tous les secteurs	48
20-2	Administrations publiques	49
20-3	Autorités monétaires	50
20-4	Banques	51
20-5	Autres secteurs	52
21	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis	53
21-1	Actif	53
21-2	Passif	54
22	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis	55
22-1	Actif	55
22-2	Passif	56

Table des matières – suite

23	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni	57
23-1	Actif	57
23-2	Passif	57
24	Bilan des investissements internationaux avec le Japon	58
24-1	Actif	58
24-2	Passif	58
25	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne	59
25-1	Actif	59
25-2	Passif	59
26	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE	60
26-1	Actif	60
26-2	Passif	60
27	Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays	61
27-1	Actif	61
27-2	Passif	61

Qualité des données, concepts et méthodologie

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle	62
Notes statistiques	64
Renvois	77

Appendice

I	Glossaire	85
II	Tableaux de références	93

Graphiques

1.	Bilan des investissements internationaux du Canada	10
2.	Bilan international du Canada en valeurs mobilières	12

Faits saillants

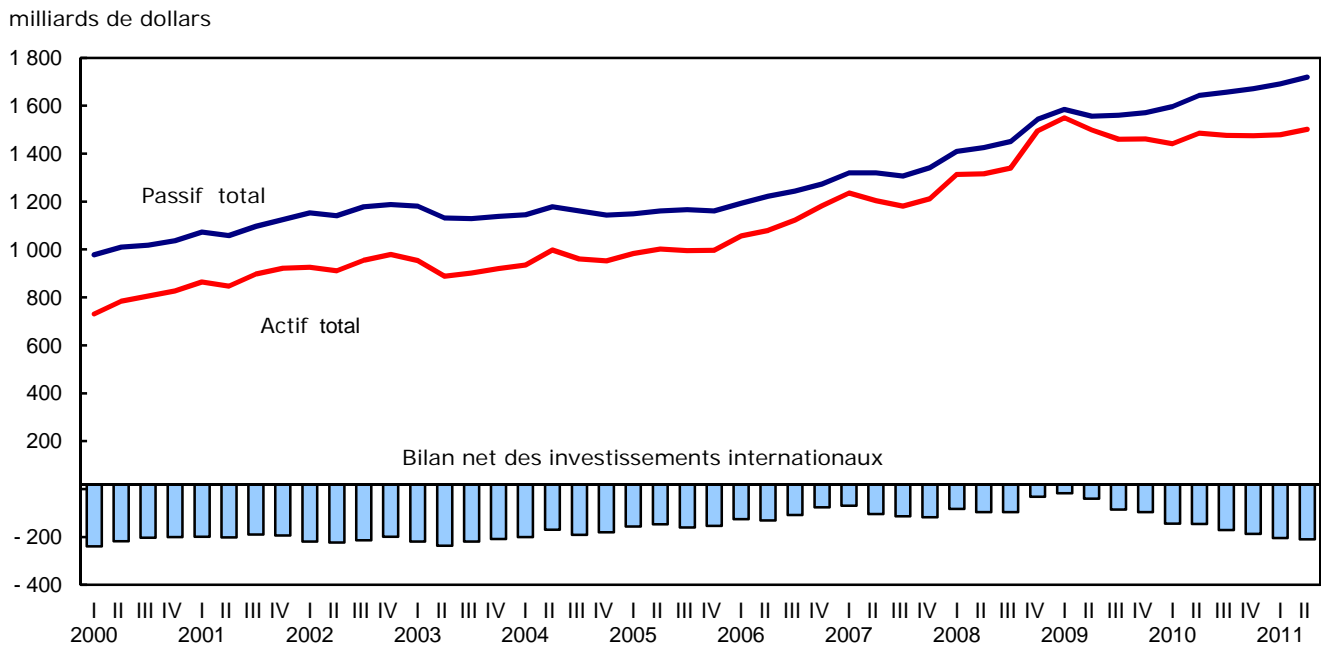
- La dette internationale nette du Canada a augmenté d'un montant supplémentaire de 5,1 milliards de dollars pour atteindre 217,8 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Il s'agit d'une neuvième augmentation trimestrielle consécutive de la dette extérieure nette, reflétant des entrées importantes de capitaux dans l'économie canadienne au cours de cette période.

Analyse — Deuxième trimestre 2011

La dette internationale nette du Canada a augmenté d'un montant supplémentaire de 5,1 milliards de dollars pour atteindre 217,8 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Il s'agit d'une neuvième augmentation trimestrielle consécutive de la dette extérieure nette, reflétant des entrées importantes de capitaux dans l'économie canadienne au cours de cette période.

Le passif international du Canada a progressé de 27,3 milliards de dollars au deuxième trimestre, sous l'effet, encore une fois, des investissements par les non-résidents dans des titres canadiens et, dans une moindre mesure, des investissements directs étrangers au Canada.

Graphique 1
Bilan des investissements internationaux du Canada



Note aux lecteurs

Le bilan des investissements internationaux présente la valeur et la composition de l'actif et du passif du Canada envers le reste du monde. Le bilan net des investissements internationaux du Canada est la différence entre cet actif étranger et ce passif. L'excédent du passif international sur l'actif se traduit par une position d'endettement international net du Canada. L'excédent de l'actif international sur le passif est appelé actif international net du Canada. On mesure l'actif et le passif au bilan des investissements internationaux à la valeur comptable sauf avis contraire. Cette valeur est celle de l'actif et du passif dans les livres d'une entreprise connaissant un investissement.

Évaluation monétaire

On convertit en dollars canadiens la valeur de l'actif et du passif exprimée en devises étrangères à la fin de chaque période de calcul du bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié du passif international du pays est exprimée en devises étrangères. Si le dollar canadien s'apprécie, la réévaluation de l'actif et du passif en dollars canadiens dégage une valeur moindre. Le contraire se vérifie si le dollar canadien est en dévalorisation.

Les investisseurs étrangers ont ajouté 19,4 milliards de dollars de titres canadiens à leurs portefeuilles, marquant ainsi un 10^e trimestre consécutif de tels investissements. Les acquisitions de titres canadiens par des non-résidents se sont chiffrées à 270,2 milliards de dollars au cours de cette période, plus des trois quarts des acquisitions ayant été faites sur le marché obligataire canadien.

L'actif international a augmenté de 22,2 milliards de dollars au deuxième trimestre, alimenté par l'investissement direct canadien à l'étranger, les prêts et les dépôts placés à l'étranger ainsi que les placements dans les titres.

Le dollar canadien est resté stable par rapport aux grandes devises étrangères. Cependant, il a entraîné une réévaluation à la hausse de 1,1 milliard de dollars de l'actif international, s'étant apprécié de 0,5 % par rapport au dollar américain et à la livre sterling, mais perdant 2,8 % par rapport au yen japonais et 1,7 % par rapport à l'euro.

L'actif net en investissements directs du Canada continue à diminuer

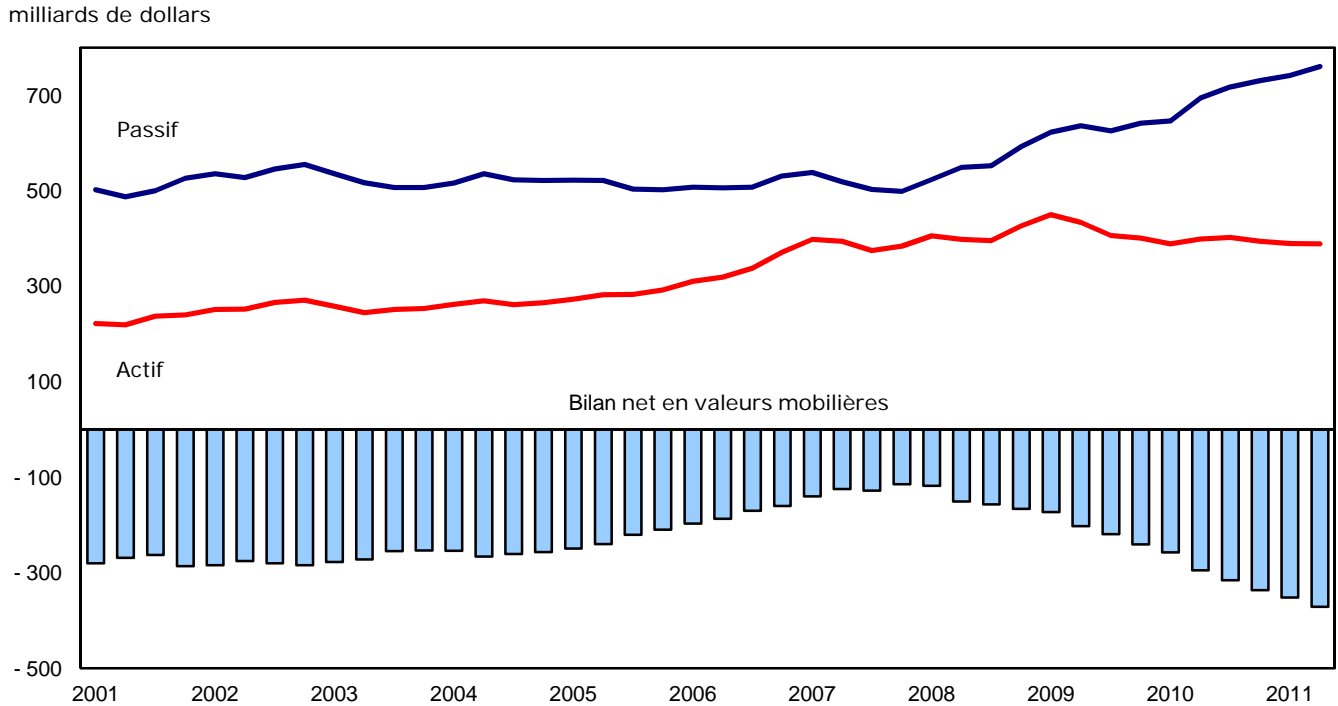
L'augmentation des fusions et des acquisitions a renforcé les investissements directs étrangers au Canada au deuxième trimestre, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger ralentissaient. Par conséquent, la position d'actif net des investissements directs canadiens à l'étranger a diminué pour se fixer à 44,3 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre.

Le passif net du Canada en valeurs mobilières atteint un nouveau sommet

Au deuxième trimestre, les investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes se sont de nouveau concentrés dans les obligations, les acquisitions s'y chiffrant à 11,9 milliards de dollars. Les acquisitions par les investisseurs non résidents en instruments du marché monétaire canadien, surtout des bons du Trésor fédéral, ont aussi augmenté au cours du trimestre.

Parallèlement, les investissements canadiens en titres étrangers ont ralenti, les acquisitions d'actions étrangères ayant été principalement neutralisées par une diminution des avoirs en instruments d'emprunt étrangers à court et à long termes. Par conséquent, le passif net des investissements en valeurs mobilières (l'écart entre les titres étrangers détenus par les investisseurs canadiens et les titres canadiens détenus par les investisseurs étrangers) a augmenté pour atteindre 371,3 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Il s'agit du 14^e trimestre d'augmentation d'affilée de ce passif net, reflétant dans une large mesure les investissements continus des non-résidents dans les valeurs mobilières canadiennes.

Graphique 2
Bilan international du Canada en valeurs mobilières



Les baisses sur les marchés boursiers sont en partie compensées par l’augmentation de la dette

Le bilan global net des investissements internationaux du Canada peut aussi être calculé en fonction des titres échangeables évalués au prix du marché. Selon cette mesure, la dette extérieure nette du Canada a augmenté de 4,0 milliards de dollars pour s’établir à 213,5 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre, les pertes sur les marchés boursiers canadiens ayant été légèrement plus prononcées que sur un certain nombre de marchés boursiers étrangers.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

11-010-X	L'Observateur économique canadien
13-010-X	Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens
13-214-X	Comptes du bilan national : estimations trimestrielles
13-605-X	Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens
67-001-X	Balance des paiements internationaux du Canada
67-002-X	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières
67-203-X	Le commerce international de services du Canada
67-506-X	La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : concepts, sources, méthodes et produits
67F0001M	Division de la balance des paiements : documents de recherche

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

11-621-M2004013	Les acquisitions transfrontalières : une perspective canadienne
67F0001M1997001	Investissements étrangers, autres que les sociétés, dans l'immobilier au Canada
67F0001M1997002	Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978 à 1990
67F0001M1997003	Les caractéristiques des firmes canadiennes importatrices, 1978 à 1986
67F0001M1997004	La divergence statistique dans la balance des paiements du Canada, 1962 à 1991
67F0001M1997005	La dette publique du Canada détenue par les non-résidents : perspectives historiques, 1926 à 1992
67F0001M1997006	La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada, 1950 à 1992
67F0001M1997007	Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie, 1970 à 1992
67F0001M1997008	Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger : l'essor des multinationales canadiennes, 1969 à 1992
67F0001M1997009	Les bénéficiaires au titre des investissements directs, au Canada et à l'étranger, 1983 à 1993

67F0001M1997010	Le développement de la nomenclature de la balance des paiements
67F0001M1997011	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1994 et 1995
67F0001M1997012	La mesure des placements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes
67F0001M1997013	L'application au Canada des normes internationales régissant les données du commerce international en services, cinquième édition : le coup d'envoi
67F0001M1997014	Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents
67F0001M1997015	Services juridiques au niveau international, 1995-1996
67F0001M1997016	Services de conseil en gestion au niveau international, 1990 à 1996
67F0001M1997017	La mise en place au Canada du BPM-5, 1997
67F0001M1999018	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1996 et 1997
67F0001M1999019	Enjeux de la provincialisation des investissements directs étrangers
67F0001M2001020	L'investissement direct étranger : un élément moteur de la mondialisation de l'économie
67F0001M2001021	Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger : mesure de la mondialisation économique

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

376-0001	Balance des paiements internationaux, compte courant, annuel
376-0002	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier, annuel
376-0003	Balance des paiements internationaux, compte courant, trimestriel
376-0004	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier, trimestriel
376-0005	Balance des paiements internationaux, compte courant, désaisonnalisé, trimestriel
376-0006	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens, annuel
376-0007	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens, trimestriel
376-0008	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes, annuel
376-0009	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions, annuel
376-0010	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes, trimestriel

376-0011	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions, trimestriel
376-0012	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur, annuel
376-0013	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur, trimestriel
376-0014	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par industrie et catégorie de transactions, annuel
376-0015	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par catégorie de transactions, annuel
376-0016	Balance des paiements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, acquisitions, ventes et autres flux, annuel
376-0017	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, trimestriel
376-0018	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur, annuel
376-0019	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur, trimestriel
376-0020	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur, mensuel
376-0021	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, annuel
376-0022	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, annuel
376-0023	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, avec les non-résidents, par catégorie, annuel
376-0024	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, trimestriel
376-0025	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, trimestriel
376-0026	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille avec les non-résidents en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie, trimestriel
376-0027	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, mensuel

376-0028	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, mensuel
376-0029	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie, mensuel
376-0031	Transactions internationales de services, voyages par catégorie et zone géographique, annuel
376-0032	Les transactions internationales de services, transports par catégorie, annuel
376-0033	Les transactions internationales de services, services commerciaux par catégorie, annuel
376-0035	Transactions internationales de services, par catégorie, trimestriel
376-0036	Transactions internationales de services, par certains pays, annuel
376-0037	Bilan des investissements internationaux, annuel
376-0038	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C), annuel
376-0039	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien, par secteur, annuel
376-0040	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur, annuel
376-0041	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur, annuel
376-0042	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique, trimestriel
376-0051	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays, annuel
376-0052	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région, annuel
376-0053	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C), annuel
376-0054	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi, annuel
376-0055	Bilan des investissements internationaux, trimestriel
376-0056	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur, trimestriel

376-0057	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, selon le valeur comptable et valeur au marché, par secteur, trimestriel
376-0058	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique, mensuel
376-0059	Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur, trimestriel
376-0062	Les transactions internationales de services, services commerciaux , selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
376-0063	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique, annuel
376-0064	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille canadiens à l'étranger à la valeur au marché, selon les pays, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1534	Balance des paiements internationaux du Canada
1536	Les transactions internationales de services du Canada
1537	Bilan des investissements internationaux du Canada

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Canada : Données économiques et financières*
- *Balance des paiements internationaux du Canada*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Bilan des investissements internationaux du Canada*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2010 à 2011

	Vecteurs annuel	Vecteurs trimestriel	2010				2011	
			I	II	III	IV	I	II
millions de dollars								
Actif :								
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	589 124	613 981	611 541	616 689	616 067	619 871
Investissements de portefeuille :								
Obligations étrangères	v235398	v20862968	128 803	129 570	127 691	128 782	125 939	120 170
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	136 779	141 112	141 739	138 450	134 133	127 445
Actions étrangères	v235399	v20862971	254 554	264 216	267 056	258 766	256 910	262 927
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	501 509	462 878	513 259	535 716	549 974	555 346
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	5 638	5 109	7 288	6 725	6 825	5 954
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	5 639	5 108	7 287	6 726	6 825	5 956
Total	v235423	v20862965	388 995	398 895	402 035	394 272	389 674	389 051
Autres investissements :								
Prêts ³	v235406	v20862977	113 066	109 541	106 251	109 560	110 199	115 532
Provisions ⁴	v235397	v20862980	..	..	..	..	..	..
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	229 299	238 418	230 744	225 765	233 741	246 514
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	56 161	56 600	58 194	55 248	57 687	58 649
Réserves officielles internationales à valeur au marché		v30615511	57 564	58 971	61 273	56 842	58 764	60 270
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	64 592	67 889	67 324	73 105	71 546	71 524
Total	v235424	v20862974	463 119	472 448	462 512	463 679	473 174	492 220
Total de l'actif :								
À valeur comptable	v235395	v20862959	1 441 238	1 485 324	1 476 088	1 474 640	1 478 914	1 501 142
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 697 572	1 697 898	1 739 418	1 762 853	1 781 249	1 802 458
Passif :								
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	560 417	572 332	567 556	561 616	569 724	575 541
Investissements de portefeuille :								
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	502 989	545 839	567 820	575 122	581 102	593 394
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	530 670	579 634	613 658	613 250	615 852	636 599
Actions canadiennes	v235414	v20863004	110 626	114 820	116 359	120 233	124 533	125 538
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	302 192	291 458	322 088	357 896	388 738	379 177
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	32 526	33 382	33 481	35 559	36 111	41 411
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	32 563	33 401	33 523	35 628	36 198	41 526
Total	v235425	v20862998	646 141	694 041	717 660	730 914	741 747	760 342
Autres investissements :								
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	73 429	76 307	73 833	78 586	72 208	69 558
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	284 918	268 105	265 885	268 392	276 022	281 571
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	31 967	32 183	31 974	31 343	31 952	31 943
Total	v235426	v20863010	390 314	376 595	371 693	378 321	380 181	383 072
Total du passif :								
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 596 872	1 642 968	1 656 908	1 670 852	1 691 652	1 718 955
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 816 156	1 853 420	1 908 518	1 946 711	1 990 693	2 015 915
Bilan net des investissements internationaux du Canada :								
À valeur comptable	v235422	v20863022	-155 634	-157 644	-180 820	-196 212	-212 738	-217 813
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			-118 584	-155 522	-169 100	-183 858	-209 444	-213 457

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois. Les cellules vides expliquent qu'il n'y a aucune référence pour cette catégorie.

Tableau 1-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2008 à 2009

	Vecteurs annuel	Vecteurs trimestriel	2008				2009			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	557 200	555 522	571 243	642 026	664 979	642 899	622 032	621 181
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	153 039	147 741	143 678	144 981	151 182	145 505	134 140	134 958
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	157 262	151 237	143 593	142 416	146 980	145 732	139 828	141 315
Actions étrangères	v235399	v20862971	244 854	243 837	245 470	277 837	292 821	283 404	267 954	261 214
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	569 445	550 934	493 523	437 282	407 099	451 648	489 322	499 040
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	7 637	7 071	6 621	3 488	5 752	5 046	4 368	4 629
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	7 671	7 089	6 637	3 501	5 756	5 056	4 374	4 631
Total	v235423	v20862965	405 530	398 649	395 769	426 306	449 755	433 955	406 462	400 802
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	86 037	87 186	82 339	93 509	97 089	98 685	100 158	103 480
Provisions ⁴	v235397	v20862980	..	..	..	..	..	..	..	..
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	177 536	185 357	198 387	226 773	230 145	217 734	216 668	225 020
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	43 589	45 027	45 500	51 364	53 149	50 763	60 731	56 012
Réserves officielles internationales à valeur au marché		v30615511	44 198	44 719	45 739	53 436	54 897	51 942	62 274	57 129
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	42 932	44 290	47 278	54 663	54 471	54 854	54 289	54 627
Total	v235424	v20862974	350 095	361 859	373 503	426 309	434 853	422 035	431 845	439 139
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	1 312 825	1 316 030	1 340 515	1 494 641	1 549 586	1 498 889	1 460 339	1 461 121
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 642 281	1 626 334	1 588 739	1 653 606	1 661 416	1 668 550	1 688 945	1 706 423
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	519 435	526 454	536 547	542 732	540 391	538 412	547 120	547 578
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	409 503	429 109	430 983	458 873	478 631	489 494	478 787	497 823
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	432 920	440 917	443 285	473 074	478 109	502 183	506 031	528 026
Actions canadiennes	v235414	v20863004	95 115	98 759	97 921	98 782	99 394	101 999	110 915	110 872
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	347 430	378 694	297 194	219 660	210 662	253 103	288 925	295 341
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	18 772	21 388	23 653	34 899	44 827	44 776	36 213	32 887
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	18 939	21 545	23 746	35 028	44 988	44 912	36 297	32 923
Total	v235425	v20862998	523 390	549 256	552 557	592 554	622 852	636 268	625 916	641 582
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	69 134	68 913	72 871	81 688	83 737	71 301	69 026	67 832
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	269 925	253 305	261 181	301 616	313 711	286 324	286 187	282 450
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	27 661	27 656	27 370	24 337	24 164	23 479	32 386	32 109
Total	v235426	v20863010	366 721	349 875	361 423	407 640	421 613	381 104	387 599	382 390
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 409 546	1 425 585	1 450 527	1 542 927	1 584 855	1 555 784	1 560 634	1 571 551
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 685 445	1 717 485	1 662 195	1 678 134	1 695 763	1 719 714	1 765 972	1 786 258
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-96 720	-109 555	-110 011	-48 285	-35 269	-56 895	-100 295	-110 429
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			-43 164	-91 151	-73 456	-24 528	-34 347	-51 164	-77 027	-79 835

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois. Les cellules vides expliquent qu'il n'y a aucune référence pour cette catégorie.

Tableau 1-3
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2006 à 2007

	Vecteurs annuel	Vecteurs trimestriel	2006				2007			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	462 086	462 966	475 157	518 839	534 775	510 470	498 018	513 140
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	92 186	100 541	109 705	124 029	144 104	151 715	147 519	150 275
Obligations étrangères à valeur au marché	v28257655	v20862971	98 157	106 446	118 323	133 660	151 683	159 919	152 671	153 466
Actions étrangères	v235399	v20862971	204 511	206 058	210 260	227 364	234 030	222 713	218 227	226 427
Actions étrangères à valeur au marché	v28257658	v20862971	487 872	474 477	508 303	582 241	609 165	616 446	600 713	603 164
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	14 122	12 916	17 870	19 966	20 128	19 774	8 997	7 511
Marché monétaire étranger à valeur au marché	v30615508	v30615508	14 166	12 964	17 942	20 062	20 195	19 825	9 044	7 548
Total	v235423	v20862965	310 819	319 516	337 835	371 358	398 261	394 202	374 743	384 214
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	61 492	64 860	71 769	72 823	78 864	74 591	79 391	77 825
Provisions ⁴	v235397	v20862980	..	..	..	..	..	..	..	..
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	135 203	147 845	152 119	132 220	136 995	141 442	151 480	157 894
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	42 149	40 301	40 131	40 959	45 507	42 534	40 887	40 593
Réserves officielles internationales à valeur au marché	v30615511	v30615511	42 088	40 089	40 256	40 862	45 386	41 991	40 769	40 724
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	44 400	44 225	45 210	45 505	41 435	39 955	36 111	38 209
Total	v235424	v20862974	283 244	297 231	309 229	291 507	302 801	298 522	307 870	314 521
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	1 056 149	1 079 712	1 122 220	1 181 703	1 235 837	1 203 194	1 180 631	1 211 875
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 345 464	1 353 872	1 429 079	1 546 212	1 618 498	1 604 639	1 568 197	1 591 970
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	407 782	411 931	423 966	437 171	449 104	462 379	481 740	510 139
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	388 785	379 854	383 145	410 020	415 451	393 203	379 348	384 694
Obligations canadiennes à valeur au marché	v28257661	v28257661	409 331	392 290	406 438	432 511	435 176	402 741	394 358	399 726
Actions canadiennes	v235414	v20863004	96 113	99 286	98 782	96 705	99 202	101 571	101 125	92 119
Actions canadiennes à valeur au marché	v28257664	v28257664	298 305	293 804	295 277	317 908	339 010	371 634	383 128	360 032
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	22 868	27 059	25 931	24 515	23 730	24 089	22 383	21 999
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹	v30615512	v30615512	22 996	27 242	26 135	24 716	23 952	24 279	22 598	22 211
Total	v235425	v20862998	507 766	506 200	507 857	531 240	538 383	518 864	502 855	498 813
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	41 807	47 634	54 173	55 708	59 710	60 439	55 199	61 825
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	213 699	234 571	235 692	226 781	247 017	251 673	239 189	243 518
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	22 503	22 114	22 062	21 687	25 791	26 920	28 013	27 380
Total	v235426	v20863010	278 009	304 319	311 927	304 177	332 518	339 032	322 400	332 722
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 193 556	1 222 450	1 243 750	1 272 587	1 320 005	1 320 275	1 306 996	1 341 673
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 416 423	1 429 586	1 463 743	1 516 483	1 579 760	1 600 065	1 604 224	1 624 830
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-137 407	-142 737	-121 529	-90 884	-84 168	-117 081	-126 365	-129 799
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			-70 959	-75 714	-34 664	29 729	38 738	4 574	-36 027	-32 860

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois. Les cellules vides expliquent qu'il n'y a aucune référence pour cette catégorie.

Tableau 2
Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ²	Japon	Autres pays de l'OCDE ³	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235428	v235450	v235494	v235516	v235538	v235560	v235472	v235396
millions de dollars								
1998	133 267	24 956	29 149	3 268	11 579	60 691	104 686	262 909
1999	151 775	25 686	28 384	3 853	12 381	68 651	113 270	290 730
2000	177 943	35 170	39 998	5 613	17 600	80 182	143 394	356 506
2001	188 481	39 682	42 783	7 026	26 449	94 832	171 089	399 253
2002	199 992	40 749	49 515	9 708	31 077	104 455	194 754	435 494
2003	169 605	43 902	63 251	8 444	28 986	98 028	198 710	412 217
2004	198 460	44 358	77 017	8 367	21 089	99 256	205 728	448 546
2005	202 398	46 410	67 585	6 559	21 998	107 247	203 388	452 195
2006	224 020	58 518	74 390	3 780	23 264	134 867	236 301	518 839
2007	226 453	59 762	72 829	2 625	24 997	126 474	226 925	513 140
2008	288 900	65 070	92 726	4 242	26 197	164 890	288 055	642 026
2009	252 387	73 402	90 703	6 603	29 981	168 105	295 392	621 181
2010 P	249 910	70 160	75 564	7 324	37 430	176 299	296 619	616 689

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 3
Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie des services et commerce de détail ²	Toutes les autres industries ³	Toutes les industries
millions de dollars							
1998	7 053	58 700	11 752	85 562	31 643	68 199	262 909
1999	7 636	60 444	10 036	104 111	30 130	78 373	290 730
2000	7 050	67 625	21 064	120 483	48 259	92 027	356 506
2001	8 814	76 743	25 603	150 258	56 989	80 845	399 253
2002	9 597	83 627	24 610	188 448	59 773	69 439	435 494
2003	8 490	85 273	23 774	179 236	53 178	62 267	412 217
2004	10 787	99 836	27 252	194 456	51 372	64 843	448 546
2005	9 562	113 165	20 955	205 067	49 018	54 429	452 195
2006	10 736	125 866	23 295	235 087	63 251	60 603	518 839
2007	10 230	128 700	21 124	238 295	57 242	57 549	513 140
2008	9 152	166 844	20 365	319 782	62 482	63 401	642 026
2009	8 796	144 746	23 098	315 153	65 088	64 300	621 181
2010 P	10 486	145 290	22 620	319 493	59 813	58 987	616 689

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-1
Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Trimestriel

Trimestre	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
Vecteurs annuel	v235396	v112549	v112550	v112555
Vecteurs trimestriel	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1998				
II	235 469	1 897	1 344	3 241
III	257 241	1 306	1 114	2 421
IV	262 909	2 085	1 472	3 557
1999				
I	264 868	1 430	1 741	3 171
II	266 940	1 774	1 415	3 189
III	284 510	1 414	2 203	3 617
IV	290 730	1 593	2 404	3 998
2000				
I	302 414	1 545	1 970	3 516
II	330 561	1 888	1 838	3 726
III	338 552	1 527	2 184	3 711
IV	356 506	1 791	1 763	3 554
2001				
I	374 452	791	1 436	2 227
II	372 556	1 133	1 734	2 867
III	399 455	857	-142	715
IV	399 253	1 009	-773	236
2002				
I	397 684	1 133	1 646	2 779
II	392 220	1 652	1 390	3 042
III	419 450	1 348	1 891	3 239
IV	435 494	2 032	2 179	4 211
2003				
I	415 869	969	692	1 661
II	386 545	1 131	2 044	3 175
III	396 658	1 191	2 776	3 967
IV	412 217	1 604	2 958	4 563
2004				
I	423 484	1 045	3 385	4 430
II	460 105	2 139	3 260	5 399
III	449 696	1 413	3 532	4 945
IV	448 546	1 482	4 170	5 651
2005				
I	451 940	2 303	3 658	5 961
II	458 159	2 506	3 999	6 505
III	449 003	2 418	4 083	6 502
IV	452 195	3 079	4 485	7 564
2006				
I	462 086	3 820	4 479	8 299
II	462 966	3 823	5 091	8 915
III	475 157	3 663	4 738	8 401
IV	518 839	5 211	4 582	9 793
2007				
I	534 775	3 274	5 908	9 181
II	510 470	3 505	6 662	10 167
III	498 018	4 622	5 902	10 524
IV	513 140	5 279	5 166	10 446
2008				
I	557 200	4 489	5 334	9 823
II	555 522	4 389	5 786	10 175
III	571 243	4 160	3 629	7 789
IV	642 026	3 955	3 090	7 046
2009				
I	664 979	2 189	2 877	5 066
II	642 899	2 583	4 662	7 245
III	622 032	2 867	3 794	6 661
IV	621 181	3 496	3 668	7 164
2010 P				
I	589 124	3 801	4 511	8 312
II	613 981	3 549	4 203	7 752
III	611 541	2 917	5 907	8 824
IV	616 689	4 224	6 408	10 632
2011 P				
I	616 067	3 836	5 733	9 569
II	619 871	3 967	6 039	10 006

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-2
Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Annuel

Année	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfiques réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfiques, recettes
Vecteurs annuel	v235396	v112549	v112550	v112555
Vecteurs trimestriel	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1998	262 909	7 653	5 084	12 737
1999	290 730	6 212	7 763	13 975
2000	356 506	6 751	7 755	14 506
2001	399 253	3 790	2 254	6 044
2002	435 494	6 165	7 106	13 271
2003	412 217	4 895	8 470	13 365
2004	448 546	6 078	14 346	20 425
2005	452 195	10 306	16 226	26 532
2006	518 839	16 517	18 890	35 407
2007	513 140	16 680	23 638	40 318
2008	642 026	16 993	17 840	34 832
2009	621 181	11 134	15 001	26 135
2010 P	616 689	14 490	21 030	35 520

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 5
Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235430	v235452	v235496	v235518	v235540	v235562	v235474	v235398
millions de dollars								
1998	20 964	1 204	3 484	467	2 493	4 642	11 086	33 254
1999	17 702	1 461	3 222	642	1 852	5 855	11 571	30 734
2000	21 538	1 301	5 050	334	1 749	5 666	12 801	35 640
2001	23 813	1 910	4 598	713	2 134	5 702	13 148	38 870
2002	29 779	1 824	4 971	382	2 292	6 143	13 789	45 392
2003	32 213	1 786	5 434	659	2 302	3 416	11 811	45 809
2004	40 050	2 006	7 363	1 154	4 049	3 939	16 504	58 560
2005	56 048	3 600	10 676	1 509	5 408	5 092	22 684	82 332
2006	79 611	5 951	21 186	1 563	7 832	7 885	38 466	124 029
2007	90 267	7 736	28 019	2 570	10 187	11 496	52 273	150 275
2008	98 903	6 254	22 481	2 444	5 447	9 451	39 824	144 981
2009	90 986	6 020	20 381	1 852	5 669	10 050	37 952	134 958
2010 P	84 548	5 833	20 274	2 027	5 889	10 211	38 400	128 782

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 6
Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235431	v235453	v235497	v235519	v235541	v235563	v235475	v235399
millions de dollars								
1998	65 102	14 641	21 255	8 166	6 939	8 048	44 408	124 151
1999	71 355	16 691	26 738	16 104	7 860	10 291	60 994	149 040
2000	90 714	19 209	31 205	13 129	9 004	10 311	63 649	173 572
2001	108 374	22 239	32 815	14 133	10 972	12 358	70 279	200 892
2002	118 008	24 948	35 594	13 645	13 446	10 666	73 350	216 307
2003	97 223	24 237	35 141	14 602	12 477	13 345	75 565	197 025
2004	92 150	25 430	35 134	15 998	12 041	15 019	78 193	195 773
2005	98 410	23 835	31 253	14 999	11 069	17 259	74 581	196 825
2006	108 220	26 242	37 457	21 264	12 849	21 332	92 902	227 364
2007	103 342	26 620	38 743	21 819	13 210	22 694	96 466	226 427
2008	110 705	29 078	52 824	31 046	21 638	32 547	138 055	277 837
2009	112 124	24 750	50 605	20 408	19 649	33 678	124 340	261 214
2010 P	110 439	22 957	48 040	22 506	20 820	34 004	125 370	258 766

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 7
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs	v30615498	v30615499	v30615501	v30615502	v30615503	v30615504	v30615500	v30615497
millions de dollars								
1998	..	..	..	..	..	..	..	..
1999	..	..	..	..	..	..	..	..
2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2001	..	..	..	..	..	..	..	..
2002	7 119	226	113	0	155	1 464	1 731	9 076
2003	7 111	2 092	106	0	218	1 428	1 751	10 953
2004	5 528	4 714	285	0	42	510	837	11 079
2005	5 301	6 110	1 573	0	72	0	1 645	13 055
2006	8 655	7 906	3 220	0	127	58	3 405	19 966
2007	4 004	1 389	2 056	0	57	4	2 118	7 511
2008	3 065	154	251	0	0	18	269	3 488
2009	4 062	225	176	0	165	2	342	4 629
2010 P	5 077	252	149	2	1 237	7	1 396	6 725

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 8
Réserves officielles internationales du Canada

Année	Dollars des États-Unis	Autres devises	Or	Droits de tirages spéciaux	Position de réserve au Fond monétaire international	Réserves officielles internationales
Vecteurs	v235401	v235402	v235403	v235404	v235405	v235400
millions de dollars						
1998	24 427	6 102	188	1 681	3 522	35 921
1999	27 829	8 183	125	759	4 567	41 463
2000	32 154	10 944	81	861	3 761	47 801
2001	30 768	16 953	74	978	4 554	53 327
2002	27 287	22 146	45	1 124	5 628	56 230
2003	19 694	19 914	7	1 086	4 988	45 690
2004	17 171	18 026	7	1 111	3 999	40 315
2005	19 670	15 681	6	1 043	1 629	38 030
2006	18 236	20 624	7	1 123	970	40 959
2007	18 819	20 107	6	1 006	655	40 593
2008	26 499	22 129	7	1 207	1 522	51 364
2009	24 721	19 055	6	9 681	2 548	56 012
2010	25 691	17 507	6	9 005	3 039	55 248

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 9
Autres actifs

Année	Créances à court terme auprès des non-résidents	Actifs autre que les créances à court terme	Autres actifs ¹
Vecteurs	v235409	v235410	v235408
millions de dollars			
1998	7 707	54 299	62 006
1999	7 911	50 723	58 634
2000	10 839	52 221	63 060
2001	11 658	52 496	64 155
2002	11 867	45 949	57 817
2003	10 778	44 396	55 174
2004	11 110	28 497	39 607
2005	11 421	35 815	47 236
2006	12 442	33 063	45 505
2007	11 006	27 203	38 209
2008	10 567	44 096	54 663
2009	10 173	44 454	54 627
2010	9 867	63 238	73 105

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 10
Investissements directs étrangers au Canada¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ²	Japon	Autres pays de l'OCDE ³	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235437	v235459	v235503	v235525	v235547	v235569	v235481	v235412
millions de dollars								
1998	146 893	17 042	31 126	8 393	8 958	6 978	55 454	219 389
1999	176 045	15 279	36 341	8 270	10 115	6 514	61 239	252 563
2000	193 651	23 955	72 008	8 041	13 280	8 181	101 511	319 116
2001	219 927	26 913	65 144	7 864	11 039	9 542	93 590	340 429
2002	231 566	27 552	66 687	9 305	11 337	10 371	97 700	356 819
2003	238 057	26 002	76 156	9 892	11 735	11 842	109 625	373 685
2004	243 328	25 318	74 962	9 939	12 526	13 377	110 804	379 450
2005	251 477	29 499	71 998	10 523	17 642	16 688	116 851	397 828
2006	265 096	39 409	68 792	13 439	19 923	30 512	132 665	437 171
2007	290 983	56 649	81 769	13 625	24 281	42 832	162 506	510 139
2008	295 400	51 275	103 065	12 411	27 800	52 780	196 057	542 732
2009	291 369	44 758	103 578	14 407	31 286	62 180	211 452	547 578
2010 P	306 141	42 178	106 626	15 995	27 229	63 447	213 297	561 616

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 11
Investissements directs étrangers au Canada¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie des services et commerce de détail ²	Toutes les autres industries ³	Toutes les industries
millions de dollars							
1998	13 487	38 651	30 029	40 787	21 642	74 793	219 389
1999	15 345	42 884	30 563	52 755	23 462	87 555	252 563
2000	16 384	56 305	43 647	53 965	25 367	123 447	319 116
2001	14 898	75 402	46 460	67 725	25 245	110 698	340 429
2002	15 066	83 821	49 825	65 318	28 873	113 917	356 819
2003	15 113	85 367	47 498	89 756	32 557	103 393	373 685
2004	13 095	85 097	47 926	90 870	36 280	106 182	379 450
2005	14 122	98 504	43 497	92 045	38 458	111 202	397 828
2006	15 371	120 513	51 164	89 708	41 925	118 490	437 171
2007	15 577	168 052	56 716	99 920	47 863	122 012	510 139
2008	10 237	190 575	51 065	116 851	46 005	128 000	542 732
2009	14 217	187 592	45 239	130 328	44 939	125 263	547 578
2010 P	14 383	192 851	46 162	134 791	47 401	126 028	561 616

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-1
Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Trimestriel

Trimestre	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
Vecteurs annuel	v235412	v112570	v112571	v112586
Vecteurs trimestriel	v20862995	v112626	v112627	v112642
millions de dollars				
1998				
II	202 188	2 227	1 502	3 729
III	211 075	2 445	1 072	3 517
IV	219 389	2 486	905	3 391
1999				
I	225 061	2 080	2 500	4 580
II	233 678	2 081	3 198	5 278
III	246 857	2 113	3 232	5 345
IV	252 563	4 987	-204	4 783
2000				
I	266 405	2 483	2 293	4 777
II	289 603	2 398	3 580	5 978
III	301 246	2 068	3 668	5 736
IV	319 116	2 070	3 970	6 040
2001				
I	326 341	1 896	4 657	6 554
II	335 953	2 002	4 706	6 707
III	338 368	1 939	1 834	3 773
IV	340 429	3 128	-195	2 933
2002				
I	348 565	2 012	2 228	4 241
II	354 292	1 736	2 114	3 850
III	355 208	2 029	3 039	5 068
IV	356 819	4 260	1 959	6 219
2003				
I	364 227	2 087	4 244	6 331
II	370 618	3 375	1 826	5 201
III	371 076	2 740	2 683	5 423
IV	373 685	2 993	1 881	4 874
2004				
I	378 006	2 222	3 682	5 904
II	374 124	3 544	4 519	8 063
III	384 807	2 475	4 026	6 501
IV	379 450	4 166	965	5 131
2005				
I	379 449	4 363	3 782	8 145
II	382 391	3 367	4 534	7 901
III	395 098	4 111	4 558	8 669
IV	397 828	7 039	1 370	8 408
2006				
I	407 782	5 535	3 004	8 539
II	411 931	4 482	3 953	8 436
III	423 966	4 352	3 794	8 146
IV	437 171	6 255	2 046	8 301
2007				
I	449 104	5 778	5 050	10 828
II	462 379	4 108	6 356	10 465
III	481 740	4 963	4 600	9 563
IV	510 139	5 294	2 954	8 248
2008				
I	519 435	3 880	4 262	8 143
II	526 454	4 711	6 879	11 590
III	536 547	5 540	4 260	9 800
IV	542 732	6 437	392	6 828
2009				
I	540 391	2 859	224	3 083
II	538 412	3 892	2 679	6 571
III	547 120	5 604	3 119	8 723
IV	547 578	5 892	1 990	7 882
2010 P				
I	560 417	5 911	1 616	7 526
II	572 332	5 893	2 428	8 322
III	567 556	5 282	3 102	8 384
IV	561 616	5 889	3 338	9 227
2011 P				
I	569 724	6 163	3 800	9 963
II	575 541	5 918	3 984	9 902

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-2
Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Annuel

Année	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
Vecteurs annuel	v235412	v112570	v112571	v112586
Vecteurs trimestriel	v20862995	v112626	v112627	v112642
		millions de dollars		
1998	219 389	9 490	5 185	14 674
1999	252 563	11 260	8 726	19 986
2000	319 116	9 020	13 511	22 531
2001	340 429	8 965	11 002	19 968
2002	356 819	10 038	9 340	19 378
2003	373 685	11 194	10 635	21 829
2004	379 450	12 406	13 193	25 599
2005	397 828	18 879	14 244	33 123
2006	437 171	20 625	12 797	33 422
2007	510 139	20 143	18 960	39 104
2008	542 732	20 568	15 793	36 361
2009	547 578	18 247	8 011	26 258
2010 P	561 616	22 975	10 484	33 459

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 13
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ²	Japon	Autres pays de l'OCDE ³	Tous les autres pays		
Vecteurs annuel	v235438	v235460	v235504	v235526	v235548	v235570	v235413	
Vecteurs trimestriel	v236556	v236557	v236558	v236559	v236560	v236561	v236555	
millions de dollars								
1998								
II	186 785	34 302	51 738	42 909	32 385	32 713	159 745	380 833
III	190 558	35 738	57 735	42 696	34 050	33 656	168 137	394 433
IV	195 133	37 705	59 655	45 021	34 194	34 063	172 933	405 772
1999								
I	195 738	37 055	56 962	42 616	31 883	32 759	164 220	397 012
II	195 064	36 214	55 753	41 307	31 453	32 339	160 852	392 132
III	194 819	37 285	56 513	42 205	32 218	31 491	162 427	394 531
IV	194 794	37 024	54 559	41 313	31 141	30 561	157 574	389 392
2000								
I	192 205	36 336	51 428	40 355	30 388	29 870	152 041	380 581
II	191 954	41 187	48 668	40 054	29 291	28 631	146 644	379 786
III	195 429	39 115	48 761	38 369	27 853	27 700	142 683	377 228
IV	194 720	39 033	48 504	35 892	26 782	27 509	138 687	372 440
2001								
I	215 400	41 935	47 499	35 207	25 746	25 482	133 934	391 270
II	216 783	40 029	47 010	34 578	23 838	23 977	129 403	386 215
III	224 422	42 108	51 155	36 762	24 596	23 712	136 225	402 756
IV	248 872	44 595	52 023	34 269	23 892	23 576	133 760	427 228
2002								
I	257 667	44 772	51 685	32 867	23 268	23 529	131 349	433 788
II	249 479	47 034	52 710	30 538	22 033	22 333	127 614	424 127
III	263 918	49 562	54 731	30 769	22 403	23 036	130 939	444 419
IV	264 933	51 086	55 082	31 937	22 693	23 341	133 053	449 072
2003								
I	250 124	56 392	52 712	28 998	21 270	22 656	125 636	432 151
II	233 176	53 066	52 878	31 308	20 419	22 126	126 731	412 974
III	223 146	53 699	52 677	31 902	18 787	22 704	126 070	402 915
IV	224 696	51 729	53 666	31 444	18 336	21 179	124 625	401 050
2004								
I	233 626	54 505	53 132	28 735	18 546	21 900	122 313	410 444
II	241 685	56 185	52 666	28 450	17 698	22 871	121 685	419 556
III	233 099	56 350	51 811	26 211	17 214	22 496	117 732	407 183
IV	227 035	55 443	53 050	25 938	15 931	24 839	119 758	402 236
2005								
I	224 320	57 129	55 476	25 985	15 259	25 889	122 609	404 058
II	231 359	52 283	54 489	26 474	14 325	27 238	122 526	406 169
III	219 217	50 640	52 121	25 871	14 716	27 062	119 770	389 627
IV	211 905	57 193	51 098	26 200	13 960	27 573	118 831	387 928
2006								
I	212 467	57 370	51 001	27 822	13 687	26 438	118 948	388 785
II	204 535	58 894	51 063	26 593	13 794	24 976	116 426	379 854
III	212 192	55 931	49 296	26 889	13 290	25 547	115 022	383 145
IV	222 641	66 590	50 890	28 358	14 196	27 346	120 790	410 020
2007								
I	224 257	68 357	50 565	29 005	13 828	29 439	122 837	415 451
II	209 859	65 636	46 319	28 536	12 351	30 502	117 708	393 203
III	200 821	66 097	44 232	28 568	11 786	27 845	112 431	379 348
IV	201 596	66 652	44 173	30 574	12 177	29 522	116 446	384 694
2008								
I	211 226	72 103	47 133	34 750	13 107	31 184	126 174	409 503
II	224 252	78 108	44 056	38 050	13 213	31 430	126 749	429 110
III	235 100	75 011	38 637	39 764	11 953	30 518	120 872	430 983
IV	255 941	81 424	38 423	40 482	12 550	30 052	121 507	458 873
2009								
I	272 550	85 562	35 928	41 039	12 224	31 328	120 519	478 631
II	275 521	92 464	33 902	41 362	11 396	34 849	121 509	489 494
III	274 464	89 176	31 040	38 908	11 476	33 723	115 147	478 787
IV	284 511	94 548	31 191	39 847	11 533	36 194	118 765	497 823
2010								
I	290 846	90 910	29 875	40 967	13 690	36 701	121 233	502 989
II	318 870	98 964	27 283	44 691	14 785	41 247	128 006	545 839
III	327 302	103 338	27 835	45 643	20 271	43 431	137 180	567 820
IV	334 759	104 655	26 000	44 416	20 131	45 161	135 708	575 122
2011								
I	341 656	103 168	27 434	44 373	20 261	44 211	136 279	581 102
II	347 021	103 642	25 805	46 953	20 818	49 155	142 731	593 394

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-1

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Gouvernements

Année	Administration publique fédérale		Administrations publiques provinciales		Administrations publiques municipales		Total des administrations publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
Vecteurs annuel	v236511	v236522	v236514	v236523	v235614	v236524	v236438	v236521
Vecteurs trimestriel	v20863099	v20863100	v20863101	v20863102	v20863103	v20863104	v20863097	v20863098
	millions de dollars							
1998								
II	90 595	97 736	113 656	135 174	5 725	6 251	209 977	239 161
III	86 479	92 675	120 013	132 852	5 912	6 409	212 405	231 936
IV	89 126	96 322	125 074	137 835	6 112	6 620	220 312	240 777
1999								
I	86 586	94 142	119 346	126 813	5 687	5 988	211 620	226 942
II	86 678	91 474	113 805	119 270	5 511	5 789	205 993	216 532
III	87 275	93 064	114 726	119 826	5 453	5 723	207 454	218 613
IV	91 131	100 201	112 496	116 905	5 434	5 664	209 062	222 770
2000								
I	85 679	89 797	108 475	114 335	5 171	5 416	199 326	209 547
II	85 844	90 699	108 005	113 252	5 141	5 373	198 990	209 324
III	82 015	87 037	106 497	112 565	5 160	5 420	193 672	205 021
IV	81 198	84 726	105 005	111 262	4 979	5 208	191 182	201 196
2001								
I	83 909	88 824	106 302	115 207	4 758	5 022	194 969	209 053
II	79 434	82 925	103 294	110 436	4 406	4 641	187 134	198 001
III	77 229	82 245	108 407	116 487	4 350	4 586	189 986	203 318
IV	74 717	80 007	109 021	117 082	4 589	4 783	188 327	201 872
2002								
I	74 036	78 153	107 981	118 568	4 384	4 605	186 401	201 326
II	72 464	76 149	105 224	115 289	4 131	4 326	181 819	195 764
III	75 026	81 263	108 629	121 513	4 128	4 300	187 783	207 076
IV	79 956	86 448	112 990	125 961	3 655	3 802	196 601	216 211
2003								
I	83 011	89 438	108 144	119 344	3 582	3 749	194 737	212 530
II	78 941	87 738	105 522	118 300	3 346	3 496	187 809	209 534
III	63 057	68 951	106 153	115 699	3 102	3 236	172 312	187 886
IV	59 210	64 879	103 715	112 699	3 168	3 298	166 093	180 877
2004								
I	57 851	65 315	103 914	114 946	3 102	3 280	164 867	183 541
II	61 204	65 608	100 988	107 685	3 337	3 485	165 529	176 778
III	59 888	65 286	97 111	105 675	3 436	3 647	160 435	174 608
IV	54 533	60 379	99 509	108 245	3 462	3 743	157 505	172 367
2005								
I	53 506	59 252	101 791	110 422	3 346	3 563	158 643	173 237
II	49 534	56 566	103 461	114 364	3 430	3 748	156 425	174 679
III	48 385	55 839	97 861	106 990	3 501	3 805	149 747	166 634
IV	46 278	52 605	98 777	106 797	3 779	4 061	148 833	163 463
2006								
I	48 289	54 027	96 590	103 060	3 718	3 878	148 597	160 965
II	47 066	51 477	94 295	98 701	3 952	4 023	145 313	154 202
III	43 075	48 775	95 619	102 203	4 021	4 223	142 715	155 201
IV	46 076	52 309	102 009	108 814	4 120	4 300	152 204	165 423
2007								
I	47 943	52 290	101 547	107 866	4 033	4 186	153 523	164 342
II	41 943	44 869	94 853	98 554	3 959	3 977	140 755	147 401
III	42 103	46 270	88 864	93 356	3 991	4 038	134 959	143 664
IV	40 242	44 866	87 932	93 011	4 035	4 074	132 210	141 950
2008								
I	45 675	53 175	92 558	99 177	4 330	4 350	142 563	156 702
II	45 037	51 771	96 546	100 659	4 413	4 391	145 996	156 821
III	41 259	48 668	97 090	102 296	4 313	4 279	142 663	155 243
IV	37 758	46 007	106 860	113 929	4 553	4 624	149 171	164 560
2009								
I	42 005	50 854	108 476	114 657	4 583	4 647	155 064	170 158
II	45 242	51 884	113 977	120 128	4 541	4 703	163 760	176 715
III	52 164	59 642	107 794	116 507	4 515	4 732	164 473	180 881
IV	63 597	70 023	112 544	120 841	4 450	4 672	180 591	195 536
2010								
I	73 105	78 678	110 487	118 389	4 374	4 653	187 966	201 720
II	92 644	100 846	122 459	132 040	4 410	4 732	219 513	237 618
III	100 463	111 239	127 796	139 483	4 618	5 107	232 877	255 829
IV	103 115	110 706	127 407	137 005	4 592	4 927	235 114	252 639
2011								
I	107 729	114 310	127 791	136 014	4 703	4 949	240 223	255 272
II	109 596	118 689	131 208	140 860	4 921	5 239	245 726	264 789

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-2
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Entreprises publiques

Année	Entreprises publiques fédérales		Entreprises publiques provinciales		Entreprises publiques municipales		Total des entreprises publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
Vecteurs annuel	v236512	v236526	v236515	v236527	v235615	v236528	v236439	v236525
Vecteurs trimestriel	v20863107	v20863108	v20863109	v20863110	v20863111	v20863112	v20863105	v20863106
	millions de dollars							
1998								
II	13 271	13 715	37 093	43 618	0	0	50 364	57 332
III	13 535	14 044	37 914	44 270	0	0	51 449	58 314
IV	13 498	13 955	37 597	44 022	0	0	51 094	57 977
1999								
I	13 380	13 484	34 757	38 829	0	0	48 137	52 313
II	15 526	15 566	32 787	35 861	0	0	48 313	51 427
III	14 645	14 912	32 867	35 823	0	0	47 513	50 734
IV	15 017	14 992	30 973	33 609	0	0	45 990	48 601
2000								
I	15 492	15 938	30 566	33 972	0	0	46 059	49 909
II	15 022	15 463	30 240	33 684	0	0	45 262	49 147
III	14 679	15 148	29 984	34 000	0	0	44 662	49 148
IV	14 652	14 969	29 904	33 363	0	0	44 556	48 332
2001								
I	15 610	16 501	29 182	33 735	0	0	44 792	50 236
II	15 509	16 300	28 031	32 004	0	0	43 540	48 304
III	16 803	17 690	28 381	32 594	0	0	45 183	50 283
IV	17 252	18 060	27 422	31 618	0	0	44 673	49 678
2002								
I	20 714	21 747	26 099	31 280	0	0	46 813	53 027
II	22 364	23 369	23 603	28 931	0	0	45 967	52 300
III	26 653	28 067	24 201	30 386	0	0	50 854	58 452
IV	28 742	30 000	24 197	29 988	0	0	52 939	59 988
2003								
I	30 612	31 581	21 739	27 387	0	0	52 351	58 968
II	34 234	35 168	20 175	25 989	25	26	54 434	61 183
III	37 029	37 547	19 510	24 464	26	26	56 565	62 037
IV	38 488	38 886	19 096	23 706	25	26	57 610	62 618
2004								
I	42 463	43 656	19 149	24 493	32	32	61 643	68 181
II	44 619	44 171	18 687	22 713	31	32	63 337	66 915
III	45 729	46 157	17 782	22 386	32	32	63 542	68 576
IV	48 465	48 904	17 286	21 778	31	31	65 782	70 714
2005								
I	48 782	49 184	16 884	21 457	32	32	65 698	70 673
II	49 741	50 446	16 985	22 493	31	31	66 757	72 970
III	49 288	49 937	15 976	20 639	31	32	65 296	70 609
IV	52 685	52 602	15 676	20 190	31	31	68 392	72 823
2006								
I	54 675	54 672	15 435	19 602	33	36	70 143	74 310
II	56 551	55 730	15 162	18 294	32	33	71 745	74 057
III	61 541	61 733	15 079	19 020	30	33	76 649	80 786
IV	63 220	63 341	15 787	19 931	29	29	79 036	83 301
2007								
I	65 126	65 034	15 479	19 847	30	30	80 634	84 912
II	65 705	64 335	14 128	17 476	30	30	79 862	81 841
III	65 867	65 586	13 338	16 854	31	31	79 236	82 471
IV	72 434	72 275	13 254	16 890	48	50	85 737	89 215
2008								
I	78 891	79 925	11 859	15 753	49	50	90 799	95 728
II	86 332	86 194	11 501	14 903	48	49	97 882	101 145
III	83 809	84 705	11 690	15 327	51	53	95 551	100 084
IV	85 012	87 306	13 161	17 342	54	56	98 228	104 704
2009								
I	86 995	89 323	13 450	16 349	58	59	100 503	105 732
II	93 867	95 276	12 457	15 609	44	47	106 368	110 932
III	92 225	94 497	11 412	14 716	45	46	103 681	109 260
IV	93 482	95 390	11 321	14 440	45	48	104 847	109 878
2010								
I	91 321	92 673	10 904	13 595	51	55	102 276	106 323
II	94 342	95 538	11 376	14 615	71	74	105 789	110 228
III	96 428	98 463	11 034	14 624	74	76	107 535	113 163
IV	99 193	100 499	10 784	13 843	73	75	110 050	114 417
2011								
I	100 388	101 127	10 483	13 494	75	77	110 946	114 699
II	107 248	108 410	10 492	13 667	77	81	117 816	122 158

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-3

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Autres secteurs

Année	Total des administrations et des entreprises publiques		Sociétés		Total des secteurs	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
Vecteurs annuel	v236437	v236520	v236517	v236529	v236436	v236530
Vecteurs trimestriel	v20863095	v20863096	v20863113	v20863114	v20863093	v20863094
	millions de dollars					
1998						
II	260 341	296 493	120 492	133 817	380 833	430 311
III	263 854	290 250	130 579	144 108	394 433	434 357
IV	271 406	298 754	134 366	149 005	405 772	447 759
1999						
I	259 756	279 255	137 256	138 131	397 012	417 386
II	254 307	267 959	137 825	138 200	392 132	406 159
III	254 966	269 347	139 564	140 014	394 530	409 361
IV	255 051	271 371	134 341	134 952	389 392	406 322
2000						
I	245 385	259 457	135 196	139 111	380 581	398 568
II	244 252	258 471	135 534	140 341	379 786	398 811
III	238 335	254 169	138 893	142 164	377 228	396 334
IV	235 738	249 528	136 702	138 277	372 440	387 805
2001						
I	239 761	259 289	151 508	156 477	391 270	415 766
II	230 674	246 305	155 541	161 068	386 215	407 373
III	235 170	253 601	167 587	172 140	402 756	425 742
IV	233 001	251 550	194 227	194 892	427 228	446 442
2002						
I	233 214	254 354	200 574	208 943	433 788	463 296
II	227 786	248 064	196 340	204 700	424 127	452 765
III	238 637	265 528	205 782	213 630	444 419	479 158
IV	249 540	276 198	199 532	205 859	449 072	482 058
2003						
I	247 088	271 498	185 063	191 164	432 151	462 662
II	242 243	270 717	170 731	180 608	412 974	451 325
III	228 877	249 923	174 038	184 363	402 915	434 286
IV	223 703	243 495	177 347	187 438	401 050	430 932
2004						
I	226 510	251 722	183 933	197 265	410 444	448 987
II	228 867	243 693	190 690	196 137	419 556	439 831
III	223 977	243 184	183 206	194 815	407 183	437 999
IV	223 288	243 080	178 948	189 843	402 236	432 924
2005						
I	224 341	243 910	179 717	189 798	404 058	433 708
II	223 182	247 649	182 986	196 995	406 169	444 643
III	215 043	237 243	174 584	185 303	389 627	422 545
IV	217 225	236 286	170 703	178 188	387 928	414 473
2006						
I	218 740	235 275	170 046	174 055	388 785	409 331
II	217 057	228 259	162 797	164 032	379 854	392 290
III	219 365	235 987	163 780	170 451	383 145	406 438
IV	231 240	248 725	178 780	183 786	410 020	432 511
2007						
I	234 157	249 254	181 294	185 922	415 451	435 176
II	220 617	229 241	172 586	173 500	393 203	402 741
III	214 194	226 135	165 153	168 223	379 348	394 358
IV	217 946	231 165	166 748	168 560	384 694	399 726
2008						
I	233 362	252 430	176 142	180 490	409 503	432 920
II	243 878	257 966	185 231	182 951	429 109	440 917
III	238 213	255 328	192 769	187 957	430 983	443 285
IV	247 399	269 264	211 475	203 810	458 873	473 074
2009						
I	255 567	275 890	223 063	202 219	478 631	478 109
II	270 128	287 647	219 366	214 536	489 494	502 183
III	268 154	290 141	210 633	215 891	478 787	506 031
IV	285 438	305 414	212 385	222 612	497 823	528 026
2010						
I	290 243	308 043	212 746	222 627	502 989	530 670
II	325 302	347 846	220 538	231 787	545 839	579 634
III	340 413	368 992	227 408	244 666	567 820	613 658
IV	345 164	367 056	229 958	246 195	575 122	613 250
2011						
I	351 168	369 970	229 934	245 881	581 102	615 852
II	363 542	386 947	229 852	249 652	593 394	636 599

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15
Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235439	v235461	v235505	v235527	v235549	v235571	v235483	v235414
	millions de dollars							
1998	61 239	723	1 081	128	340	832	2 382	64 344
1999	65 356	1 023	1 157	20	227	1 288	2 691	69 070
2000	79 993	2 275	444	36	2 246	2 123	4 848	87 116
2001	70 054	2 423	523	23	2 341	2 123	5 010	77 487
2002	73 313	2 433	525	37	2 278	2 031	4 871	80 617
2003	77 062	1 805	1 514	38	2 231	2 063	5 846	84 712
2004	90 957	2 237	1 502	186	2 208	2 951	6 847	100 042
2005	85 463	1 710	1 450	79	1 746	3 084	6 359	93 532
2006	86 547	1 949	1 950	38	1 921	4 299	8 208	96 705
2007	85 313	1 491	634	54	131	4 497	5 315	92 119
2008	85 684	2 492	3 599	788	1 578	4 641	10 606	98 782
2009	95 939	2 754	4 091	1 068	1 822	5 199	12 179	110 872
2010	102 899	4 607	3 073	1 100	3 004	5 550	12 727	120 233

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 16
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs annuel	v235441	v235463	v235507	v235529	v235551	v235573	v235416	
Vecteurs trimestriel	v236549	v236550	v236551	v236552	v236553	v236554	v236548	
millions de dollars								
1998								
II	19 589	5 205	3 720	43	2 946	5 238	11 947	
III	23 046	4 428	3 293	27	2 957	5 771	12 048	
IV	22 993	5 781	3 462	8	3 904	5 120	12 494	
1999								
I	19 311	6 632	2 313	9	1 956	5 294	9 572	
II	17 932	5 477	1 952	24	1 615	3 966	7 557	
III	17 192	5 141	2 059	57	1 486	2 526	6 128	
IV	15 934	4 765	2 302	43	1 991	2 640	6 976	
2000								
I	18 115	5 457	2 200	71	1 850	3 020	7 141	
II	17 505	4 328	1 677	70	1 554	3 311	6 612	
III	14 272	3 536	1 632	91	1 789	3 666	7 178	
IV	17 097	3 220	1 544	198	1 771	4 131	7 644	
2001								
I	13 527	2 862	1 556	172	1 390	3 744	6 862	
II	14 719	2 960	1 244	171	1 187	2 916	5 518	
III	11 723	2 706	1 070	123	1 008	2 840	5 041	
IV	13 581	2 785	1 198	23	915	2 961	5 097	
2002								
I	14 839	6 249	631	24	267	3 049	3 971	
II	14 743	5 213	406	40	174	3 302	3 922	
III	14 213	4 658	393	37	357	3 145	3 932	
IV	15 327	5 989	343	32	388	3 205	3 968	
2003								
I	13 071	5 335	678	21	484	3 591	4 774	
II	12 590	5 527	354	36	416	3 743	4 549	
III	11 244	4 976	338	34	482	3 651	4 505	
IV	13 383	3 850	238	44	391	3 481	4 154	
2004								
I	11 118	3 814	436	30	379	3 066	3 911	
II	12 014	4 093	676	49	373	3 646	4 744	
III	10 902	4 050	287	29	378	2 465	3 159	
IV	12 135	3 814	267	20	462	2 923	3 672	
2005								
I	12 220	2 842	372	81	356	2 757	3 566	
II	12 359	3 468	705	86	491	2 600	3 882	
III	10 397	3 165	559	22	414	3 131	4 126	
IV	11 876	3 971	1 048	25	454	3 410	4 937	
2006								
I	14 850	2 311	801	23	435	4 448	5 707	
II	17 351	4 608	808	34	485	3 775	5 102	
III	16 877	4 704	325	19	457	3 549	4 350	
IV	15 634	3 100	444	30	486	4 820	5 780	
2007								
I	15 040	3 317	472	25	608	4 268	5 373	
II	15 125	2 970	390	25	513	5 066	5 994	
III	15 441	1 727	1 031	30	433	3 721	5 215	
IV	15 222	1 398	494	26	453	4 407	5 380	
2008								
I	12 366	1 269	789	28	514	3 806	5 137	
II	14 138	899	607	29	671	5 044	6 351	
III	16 041	2 015	343	27	679	4 548	5 597	
IV	23 556	2 955	390	23	886	7 089	8 388	
2009								
I	35 296	2 246	1 565	13	1 089	4 618	7 285	
II	32 313	3 165	5 410	11	678	3 198	9 297	
III	28 528	1 982	2 576	9	466	2 651	5 702	
IV	25 260	1 632	2 511	5	1 198	2 281	5 995	
2010								
I	24 224	2 542	2 962	1	941	1 857	5 761	
II	23 942	3 588	1 499	1	1 195	3 157	5 852	
III	24 003	3 117	2 287	50	1 150	2 874	6 361	
IV	26 237	3 471	2 510	6	818	2 518	5 852	
2011								
I	26 989	3 641	2 220	56	964	2 243	5 483	
II	30 455	4 524	2 544	93	1 170	2 626	6 433	

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 17
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur

Année	Effets à court terme du gouvernement du Canada	Autres administrations et entreprises publiques	Sociétés non-financières	Sociétés financières	Total
Vecteurs	v235629	v235630	v235631	v235632	v235628
millions de dollars					
1998	19 298	13 819	846	7 305	41 269
1999	12 721	10 916	566	3 472	27 675
2000	11 587	11 155	1 751	3 468	27 961
2001	7 439	10 392	1 373	2 259	21 463
2002	9 887	10 145	1 599	3 655	25 285
2003	10 521	6 399	1 090	3 377	21 388
2004	8 028	7 265	761	3 566	19 621
2005	9 473	5 786	642	4 882	20 783
2006	13 149	4 621	960	5 785	24 515
2007	10 710	5 392	1 750	4 148	21 999
2008	19 311	9 878	1 402	4 308	34 899
2009	18 826	8 545	2 302	3 215	32 887
2010	22 415	7 407	3 350	2 387	35 559

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.**Tableau 18**
Autres passifs

Année	Passif à vue du gouvernement du Canada ¹	Dette à court terme envers les non-résidents	Passifs autre que le passif à vue du gouvernement et la dette à court terme	Total
Vecteurs	v235419	v235421	v235420	v235418
millions de dollars				
1998	1 795	6 339	11 015	19 148
1999	1 412	7 553	11 598	20 564
2000	1 057	7 982	12 316	21 356
2001	770	8 655	12 291	21 716
2002	780	8 853	12 641	22 275
2003	485	8 048	12 957	21 489
2004	380	7 557	13 803	21 740
2005	252	9 126	12 643	22 021
2006	184	9 829	11 674	21 687
2007	110	10 057	17 213	27 380
2008	474	9 608	14 254	24 337
2009	87	8 683	23 338	32 109
2010	99	8 576	22 669	31 343

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-1
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administration publique fédérale

Année	Administration publique fédérale								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236444		v236445	v236443	v236447		v236448	v236446	v236442
Vecteurs trimestriel	v20863043		v20863044	v20863042	v20863046		v20863047	v20863045	v20863041
	millions de dollars								
1998									
II	90 595	.	18 336	108 932	0	.	3 166	3 166	112 098
III	86 479	.	20 341	106 821	0	.	3 077	3 077	109 897
IV	89 126	.	19 298	108 424	0	.	3 477	3 477	111 902
1999									
I	86 586	.	17 938	104 525	0	.	3 250	3 250	107 775
II	86 678	.	15 730	102 408	0	.	3 208	3 208	105 616
III	87 275	.	14 078	101 352	0	.	3 011	3 011	104 363
IV	91 131	.	12 721	103 852	0	.	2 955	2 955	106 807
2000									
I	85 679	.	14 100	99 780	0	.	2 924	2 924	102 703
II	85 844	.	13 363	99 207	0	.	2 767	2 767	101 974
III	82 015	.	11 143	93 157	0	.	2 656	2 656	95 814
IV	81 198	.	11 587	92 785	0	.	2 580	2 580	95 365
2001									
I	83 909	.	10 098	94 007	0	.	2 530	2 530	96 537
II	79 434	.	9 034	88 468	0	.	2 302	2 302	90 770
III	77 229	.	6 030	83 259	0	.	2 373	2 373	85 633
IV	74 717	.	7 439	82 156	0	.	2 329	2 329	84 485
2002									
I	74 036	.	8 344	82 380	0	.	2 439	2 439	84 819
II	72 464	.	8 816	81 281	0	.	2 393	2 393	83 674
III	75 026	.	9 004	84 030	0	.	2 392	2 392	86 422
IV	79 956	.	9 887	89 843	0	.	2 452	2 452	92 295
2003									
I	83 011	.	9 216	92 227	0	.	2 202	2 202	94 428
II	78 941	.	10 578	89 519	0	.	2 016	2 016	91 535
III	63 057	.	10 614	73 671	0	.	2 008	2 008	75 680
IV	59 210	.	10 521	69 731	0	.	1 986	1 986	71 718
2004									
I	57 851	.	8 604	66 454	0	.	2 187	2 187	68 641
II	61 204	.	8 706	69 910	0	.	1 905	1 905	71 815
III	59 888	.	7 069	66 957	0	.	1 821	1 821	68 779
IV	54 533	.	8 028	62 562	0	.	1 835	1 835	64 397
2005									
I	53 506	.	8 176	61 682	0	.	1 988	1 988	63 669
II	49 534	.	8 411	57 945	0	.	1 659	1 659	59 604
III	48 385	.	7 984	56 369	0	.	1 549	1 549	57 918
IV	46 278	.	9 473	55 751	0	.	1 551	1 551	57 302
2006									
I	48 289	.	13 566	61 855	0	.	1 851	1 851	63 706
II	47 066	.	14 023	61 088	0	.	1 543	1 543	62 631
III	43 075	.	13 498	56 573	0	.	1 464	1 464	58 037
IV	46 076	.	13 149	59 225	0	.	1 550	1 550	60 775
2007									
I	47 943	.	11 656	59 600	0	.	1 847	1 847	61 447
II	41 943	.	11 422	53 366	0	.	1 380	1 380	54 746
III	42 103	.	10 703	52 807	0	.	1 418	1 418	54 224
IV	40 242	.	10 710	50 952	0	.	1 341	1 341	52 293
2008									
I	45 675	.	8 473	54 149	0	.	1 731	1 731	55 880
II	45 037	.	9 766	54 803	0	.	1 516	1 516	56 319
III	41 259	.	12 549	53 808	0	.	1 400	1 400	55 209
IV	37 758	.	19 311	57 068	0	.	1 944	1 944	59 013
2009									
I	42 005	.	28 420	70 425	0	.	1 943	1 943	72 368
II	45 242	.	31 942	77 183	0	.	1 506	1 506	78 689
III	52 164	.	24 196	76 360	0	.	10 322	10 322	86 682
IV	63 597	.	18 826	82 423	0	.	10 311	10 311	92 734
2010									
I	73 105	.	20 175	93 281	0	.	9 828	9 828	103 108
II	92 644	.	20 299	112 943	0	.	9 503	9 503	122 446
III	100 463	.	23 122	123 585	0	.	9 695	9 695	133 280
IV	103 115	.	22 415	125 530	0	.	9 329	9 329	134 859
2011									
I	107 729	.	22 893	130 622	0	.	9 710	9 710	140 332
II	109 596	.	28 669	138 265	0	.	9 394	9 394	147 659

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-2
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques provinciales

Année	Administrations publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236451		v236452	v236450	v236454		v236455	v236453	v236449
Vecteurs trimestriel	v20863050		v20863051	v20863049	v20863053		v20863054	v20863052	v20863048
	millions de dollars								
1998									
II	113 656	.	2 130	115 786	1 683	.	0	1 683	117 469
III	120 013	.	2 944	122 957	1 798	.	0	1 798	124 755
IV	125 074	.	3 427	128 501	2 128	.	0	2 128	130 629
1999									
I	119 346	.	2 826	122 171	1 994	.	0	1 994	124 165
II	113 805	.	2 815	116 620	1 893	.	0	1 893	118 513
III	114 726	.	3 231	117 957	2 149	.	0	2 149	120 106
IV	112 496	.	3 496	115 992	2 115	.	0	2 115	118 108
2000									
I	108 475	.	4 073	112 548	2 102	.	0	2 102	114 650
II	108 005	.	3 834	111 839	2 086	.	0	2 086	113 925
III	106 497	.	3 124	109 621	1 943	.	0	1 943	111 564
IV	105 005	.	4 545	109 551	1 843	.	0	1 843	111 394
2001									
I	106 302	.	3 275	109 577	1 765	.	0	1 765	111 343
II	103 294	.	4 109	107 404	1 710	.	0	1 710	109 113
III	108 407	.	3 090	111 497	1 864	.	0	1 864	113 361
IV	109 021	.	3 586	112 607	1 720	.	0	1 720	114 327
2002									
I	107 981	.	3 373	111 354	1 562	.	0	1 562	112 917
II	105 224	.	3 653	108 876	1 648	.	0	1 648	110 525
III	108 629	.	3 231	111 860	1 695	.	0	1 695	113 555
IV	112 990	.	3 258	116 248	1 727	.	0	1 727	117 975
2003									
I	108 144	.	1 396	109 540	1 406	.	0	1 406	110 946
II	105 522	.	1 538	107 061	1 272	.	0	1 272	108 332
III	106 153	.	1 129	107 282	1 126	.	0	1 126	108 408
IV	103 715	.	1 473	105 188	1 122	.	0	1 122	106 310
2004									
I	103 914	.	1 275	105 189	1 169	.	0	1 169	106 358
II	100 988	.	1 719	102 708	1 140	.	0	1 140	103 848
III	97 111	.	1 209	98 320	562	.	0	562	98 882
IV	99 509	.	1 091	100 600	352	.	0	352	100 952
2005									
I	101 791	.	1 101	102 892	488	.	0	488	103 381
II	103 461	.	987	104 448	481	.	0	481	104 929
III	97 861	.	731	98 592	457	.	0	457	99 049
IV	98 777	.	910	99 687	446	.	0	446	100 133
2006									
I	96 590	.	532	97 122	448	.	0	448	97 570
II	94 295	.	1 172	95 466	443	.	0	443	95 909
III	95 619	.	811	96 430	434	.	0	434	96 864
IV	102 009	.	544	102 553	444	.	0	444	102 996
2007									
I	101 547	.	812	102 358	444	.	0	444	102 802
II	94 853	.	695	95 547	410	.	0	410	95 957
III	88 864	.	271	89 135	410	.	0	410	89 545
IV	87 932	.	635	88 567	416	.	0	416	88 983
2008									
I	92 558	.	655	93 213	150	.	0	150	93 363
II	96 546	.	2 153	98 699	150	.	0	150	98 849
III	97 090	.	1 431	98 521	150	.	0	150	98 671
IV	106 860	.	3 016	109 877	150	.	0	150	110 027
2009									
I	108 476	.	6 579	115 055	150	.	0	150	115 205
II	113 977	.	6 269	120 246	150	.	0	150	120 396
III	107 794	.	4 768	112 562	150	.	0	150	112 712
IV	112 544	.	5 621	118 164	150	.	0	150	118 314
2010									
I	110 487	.	4 413	114 900	150	.	0	150	115 050
II	122 459	.	4 254	126 714	150	.	0	150	126 864
III	127 796	.	1 826	129 623	0	.	0	0	129 623
IV	127 407	.	4 261	131 668	0	.	0	0	131 668
2011									
I	127 791	.	4 084	131 875	0	.	0	0	131 875
II	131 208	.	4 185	135 393	0	.	0	0	135 393

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-3
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques municipales

Année	Administrations publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236457				v236458				v236456
Vecteurs trimestriel	v20863056				v20863057				v20863055
	millions de dollars								
1998									
II	5 725	.	.	5 725	106	.	.	106	5 831
III	5 912	.	.	5 912	115	.	.	115	6 028
IV	6 112	.	.	6 112	129	.	.	129	6 241
1999									
I	5 687	.	.	5 687	120	.	.	120	5 807
II	5 511	.	.	5 511	113	.	.	113	5 624
III	5 453	.	.	5 453	125	.	.	125	5 578
IV	5 434	.	.	5 434	124	.	.	124	5 558
2000									
I	5 171	.	.	5 171	122	.	.	122	5 293
II	5 141	.	.	5 141	122	.	.	122	5 263
III	5 160	.	.	5 160	119	.	.	119	5 279
IV	4 979	.	.	4 979	116	.	.	116	5 095
2001									
I	4 758	.	.	4 758	112	.	.	112	4 870
II	4 406	.	.	4 406	107	.	.	107	4 513
III	4 350	.	.	4 350	118	.	.	118	4 468
IV	4 589	.	.	4 589	73	.	.	73	4 662
2002									
I	4 384	.	.	4 384	72	.	.	72	4 456
II	4 131	.	.	4 131	76	.	.	76	4 207
III	4 128	.	.	4 128	78	.	.	78	4 206
IV	3 655	.	.	3 655	80	.	.	80	3 734
2003									
I	3 582	.	.	3 582	75	.	.	75	3 657
II	3 346	.	.	3 346	68	.	.	68	3 413
III	3 102	.	.	3 102	73	.	.	73	3 175
IV	3 168	.	.	3 168	72	.	.	72	3 241
2004									
I	3 102	.	.	3 102	75	.	.	75	3 178
II	3 337	.	.	3 337	74	.	.	74	3 410
III	3 436	.	.	3 436	0	.	.	0	3 436
IV	3 462	.	.	3 462	0	.	.	0	3 462
2005									
I	3 346	.	.	3 346	0	.	.	0	3 346
II	3 430	.	.	3 430	0	.	.	0	3 430
III	3 501	.	.	3 501	0	.	.	0	3 501
IV	3 779	.	.	3 779	0	.	.	0	3 779
2006									
I	3 718	.	.	3 718	0	.	.	0	3 718
II	3 952	.	.	3 952	0	.	.	0	3 952
III	4 021	.	.	4 021	0	.	.	0	4 021
IV	4 120	.	.	4 120	0	.	.	0	4 120
2007									
I	4 033	.	.	4 033	0	.	.	0	4 033
II	3 959	.	.	3 959	0	.	.	0	3 959
III	3 991	.	.	3 991	0	.	.	0	3 991
IV	4 035	.	.	4 035	0	.	.	0	4 035
2008									
I	4 330	.	.	4 330	0	.	.	0	4 330
II	4 413	.	.	4 413	0	.	.	0	4 413
III	4 313	.	.	4 313	0	.	.	0	4 313
IV	4 553	.	.	4 553	0	.	.	0	4 553
2009									
I	4 583	.	.	4 583	0	.	.	0	4 583
II	4 541	.	.	4 541	0	.	.	0	4 541
III	4 515	.	.	4 515	0	.	.	0	4 515
IV	4 450	.	.	4 450	0	.	.	0	4 450
2010									
I	4 374	.	.	4 374	0	.	.	0	4 374
II	4 410	.	.	4 410	0	.	.	0	4 410
III	4 618	.	.	4 618	0	.	.	0	4 618
IV	4 592	.	.	4 592	0	.	.	0	4 592
2011									
I	4 703	.	.	4 703	0	.	.	0	4 703
II	4 921	.	.	4 921	0	.	.	0	4 921

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-4
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques

Année	Total des administrations publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236488		v236489	v236487	v236491		v236492	v236490	v236486
Vecteurs trimestriel	v20863036		v20863037	v20863035	v20863039		v20863040	v20863038	v20863034
	millions de dollars								
1998									
II	209 977	.	20 467	230 443	1 789	.	3 166	4 955	235 398
III	212 405	.	23 285	235 690	1 913	.	3 077	4 990	240 680
IV	220 312	.	22 725	243 037	2 257	.	3 477	5 735	248 771
1999									
I	211 620	.	20 764	232 384	2 113	.	3 250	5 363	237 747
II	205 993	.	18 545	224 538	2 006	.	3 208	5 214	229 752
III	207 454	.	17 309	224 762	2 274	.	3 011	5 285	230 047
IV	209 062	.	16 217	225 279	2 239	.	2 955	5 194	230 473
2000									
I	199 326	.	18 173	217 499	2 223	.	2 924	5 147	222 646
II	198 990	.	17 197	216 187	2 208	.	2 767	4 975	221 162
III	193 672	.	14 266	207 938	2 062	.	2 656	4 718	212 656
IV	191 182	.	16 133	207 314	1 959	.	2 580	4 539	211 854
2001									
I	194 969	.	13 373	208 343	1 877	.	2 530	4 407	212 750
II	187 134	.	13 144	200 277	1 817	.	2 302	4 119	204 396
III	189 986	.	9 120	199 106	1 982	.	2 373	4 356	203 462
IV	188 327	.	11 025	199 352	1 793	.	2 329	4 121	203 474
2002									
I	186 401	.	11 717	198 118	1 634	.	2 439	4 073	202 191
II	181 819	.	12 469	194 288	1 724	.	2 393	4 117	198 405
III	187 783	.	12 235	200 018	1 773	.	2 392	4 165	204 183
IV	196 601	.	13 145	209 746	1 806	.	2 452	4 258	214 004
2003									
I	194 737	.	10 612	205 349	1 481	.	2 202	3 683	209 031
II	187 809	.	12 116	199 925	1 339	.	2 016	3 355	203 280
III	172 312	.	11 743	184 055	1 199	.	2 008	3 207	187 263
IV	166 093	.	11 995	178 088	1 195	.	1 986	3 181	181 269
2004									
I	164 867	.	9 879	174 746	1 245	.	2 187	3 431	178 177
II	165 529	.	10 425	175 954	1 213	.	1 905	3 119	179 073
III	160 435	.	8 278	168 713	562	.	1 821	2 383	171 096
IV	157 505	.	9 119	166 624	352	.	1 835	2 187	168 811
2005									
I	158 643	.	9 277	167 920	488	.	1 988	2 476	170 396
II	156 425	.	9 398	165 823	481	.	1 659	2 141	167 964
III	149 747	.	8 715	158 462	457	.	1 549	2 007	160 469
IV	148 833	.	10 383	159 217	446	.	1 551	1 997	161 214
2006									
I	148 597	.	14 099	162 695	448	.	1 851	2 299	164 994
II	145 313	.	15 194	160 507	443	.	1 543	1 985	162 492
III	142 715	.	14 309	157 024	434	.	1 464	1 898	158 922
IV	152 204	.	13 693	165 897	444	.	1 550	1 994	167 891
2007									
I	153 523	.	12 468	165 991	444	.	1 847	2 291	168 282
II	140 755	.	12 117	152 872	410	.	1 380	1 790	154 662
III	134 959	.	10 974	145 933	410	.	1 418	1 828	147 760
IV	132 210	.	11 345	143 555	416	.	1 341	1 757	145 312
2008									
I	142 563	.	9 129	151 692	150	.	1 731	1 881	153 573
II	145 996	.	11 919	157 915	150	.	1 516	1 666	159 581
III	142 663	.	13 980	156 642	150	.	1 400	1 550	158 193
IV	149 171	.	22 327	171 498	150	.	1 944	2 094	173 592
2009									
I	155 064	.	34 999	190 063	150	.	1 943	2 093	192 156
II	163 760	.	38 211	201 971	150	.	1 506	1 656	203 627
III	164 473	.	28 964	193 437	150	.	10 322	10 472	203 909
IV	180 591	.	24 446	205 037	150	.	10 311	10 461	215 498
2010									
I	187 966	.	24 589	212 555	150	.	9 828	9 978	222 533
II	219 513	.	24 554	244 067	150	.	9 503	9 653	253 719
III	232 877	.	24 949	257 826	0	.	9 695	9 695	267 521
IV	235 114	.	26 676	261 790	0	.	9 329	9 329	271 118
2011									
I	240 223	.	26 977	267 200	0	.	9 710	9 710	276 910
II	245 726	.	32 853	278 579	0	.	9 394	9 394	287 973

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-5
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques fédérales

Année	Entreprises publiques fédérales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236461		v236462	v236460	v236464	v236465	v236466	v236463	v236459
Vecteurs trimestriel	v20863068		v20863069	v20863067	v20863071	v20863072	v20863073	v20863070	v20863066
	millions de dollars								
1998									
II	13 271	.	6 706	19 977	0	137	95	232	20 209
III	13 535	.	7 351	20 886	0	97	80	177	21 062
IV	13 498	.	8 972	22 469	0	74	65	138	22 608
1999									
I	13 380	.	7 039	20 418	0	68	75	143	20 561
II	15 526	.	6 363	21 889	0	137	96	233	22 122
III	14 645	.	6 803	21 448	0	62	96	158	21 606
IV	15 017	.	7 110	22 126	0	238	106	345	22 471
2000									
I	15 492	.	6 761	22 254	0	89	111	199	22 453
II	15 022	.	6 728	21 750	0	163	163	326	22 076
III	14 679	.	6 861	21 540	0	79	186	265	21 805
IV	14 652	.	6 610	21 262	0	66	160	227	21 489
2001									
I	15 610	.	6 777	22 387	0	93	284	377	22 764
II	15 509	.	6 327	21 836	0	107	297	404	22 240
III	16 803	.	6 726	23 528	0	54	418	472	24 001
IV	17 252	.	6 782	24 034	0	73	365	438	24 472
2002									
I	20 714	.	8 694	29 408	0	63	372	435	29 843
II	22 364	.	7 159	29 523	0	114	328	442	29 965
III	26 653	.	6 241	32 894	0	78	266	343	33 237
IV	28 742	.	6 884	35 626	0	177	212	389	36 015
2003									
I	30 612	.	7 108	37 720	0	58	166	224	37 943
II	34 234	.	5 976	40 210	0	104	166	271	40 480
III	37 029	.	5 246	42 276	0	78	158	236	42 512
IV	38 488	.	4 922	43 411	0	80	148	227	43 638
2004									
I	42 463	.	4 628	47 091	0	102	17	119	47 210
II	44 619	.	6 153	50 772	0	128	16	144	50 916
III	45 729	.	6 052	51 781	0	99	15	114	51 895
IV	48 465	.	6 168	54 633	0	99	119	218	54 851
2005									
I	48 782	.	4 772	53 555	0	103	113	216	53 770
II	49 741	.	5 964	55 705	0	91	116	207	55 912
III	49 288	.	4 442	53 731	0	74	131	204	53 935
IV	52 685	.	4 876	57 560	0	119	131	249	57 809
2006									
I	54 675	.	4 003	58 679	0	136	131	267	58 946
II	56 551	.	6 316	62 866	0	121	131	252	63 118
III	61 541	.	5 370	66 911	0	98	131	228	67 139
IV	63 220	.	4 077	67 297	0	114	131	244	67 541
2007									
I	65 126	.	5 150	70 276	0	122	131	253	70 528
II	65 705	.	5 101	70 805	0	120	131	250	71 055
III	65 867	.	5 721	71 587	0	114	131	245	71 832
IV	72 434	.	4 749	77 183	0	154	131	284	77 467
2008									
I	78 891	.	3 255	82 146	0	156	131	287	82 432
II	86 332	.	3 146	89 478	0	180	131	310	89 788
III	83 809	.	3 908	87 718	0	396	131	527	88 244
IV	85 012	.	6 862	91 874	0	297	131	428	92 302
2009									
I	86 995	.	5 142	92 137	0	424	131	554	92 691
II	93 867	.	2 530	96 397	0	245	131	375	96 772
III	92 225	.	2 476	94 701	0	270	131	400	95 102
IV	93 482	.	2 925	96 407	0	270	131	400	96 807
2010									
I	91 321	.	2 932	94 253	0	213	131	344	94 597
II	94 342	.	3 292	97 634	0	306	131	437	98 071
III	96 428	.	2 742	99 169	0	248	131	378	99 548
IV	99 193	.	3 134	102 327	0	169	131	299	102 626
2011									
I	100 388	.	2 459	102 848	0	282	131	412	103 260
II	107 248	.	2 131	109 378	0	335	131	466	109 844

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-6
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques provinciales

Année	Entreprises publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236469		v236470	v236468	v236472		v236473	v236471	v236467
Vecteurs trimestriel	v20863076		v20863077	v20863075	v20863079		v20863080	v20863078	v20863074
	millions de dollars								
1998									
II	37 093	.	1 698	38 792	0	.	27	27	38 819
III	37 914	.	1 575	39 489	0	.	48	48	39 537
IV	37 597	.	1 420	39 017	0	.	52	52	39 068
1999									
I	34 757	.	1 118	35 875	0	.	41	41	35 915
II	32 787	.	878	33 665	0	.	54	54	33 720
III	32 867	.	578	33 445	0	.	20	20	33 465
IV	30 973	.	310	31 283	0	.	37	37	31 320
2000									
I	30 566	.	638	31 204	0	.	75	75	31 279
II	30 240	.	375	30 615	0	.	28	28	30 643
III	29 984	.	276	30 260	0	.	55	55	30 315
IV	29 904	.	0	29 904	0	.	286	286	30 191
2001									
I	29 182	.	12	29 194	0	.	423	423	29 617
II	28 031	.	4	28 035	0	.	279	279	28 314
III	28 381	.	12	28 393	0	.	303	303	28 696
IV	27 422	.	24	27 446	0	.	204	204	27 650
2002									
I	26 099	.	15	26 114	0	.	128	128	26 242
II	23 603	.	78	23 681	0	.	99	99	23 780
III	24 201	.	82	24 283	0	.	102	102	24 386
IV	24 197	.	3	24 200	0	.	128	128	24 328
2003									
I	21 739	.	186	21 925	0	.	146	146	22 071
II	20 175	.	159	20 335	0	.	162	162	20 496
III	19 510	.	12	19 522	0	.	136	136	19 658
IV	19 096	.	4	19 100	0	.	130	130	19 231
2004									
I	19 149	.	0	19 149	0	.	121	121	19 269
II	18 687	.	45	18 732	0	.	111	111	18 843
III	17 782	.	0	17 782	0	.	130	130	17 912
IV	17 286	.	6	17 292	0	.	117	117	17 409
2005									
I	16 884	.	2	16 886	0	.	133	133	17 019
II	16 985	.	0	16 985	0	.	138	138	17 123
III	15 976	.	0	15 976	0	.	153	153	16 129
IV	15 676	.	0	15 676	0	.	149	149	15 825
2006									
I	15 435	.	0	15 435	0	.	153	153	15 588
II	15 162	.	0	15 162	0	.	107	107	15 269
III	15 079	.	0	15 079	0	.	128	128	15 206
IV	15 787	.	0	15 787	0	.	118	118	15 905
2007									
I	15 479	.	3	15 482	0	.	147	147	15 629
II	14 128	.	0	14 128	0	.	117	117	14 245
III	13 338	.	9	13 347	0	.	131	131	13 478
IV	13 254	.	8	13 262	0	.	90	90	13 352
2008									
I	11 859	.	9	11 868	0	.	146	146	12 014
II	11 501	.	5	11 506	0	.	177	177	11 684
III	11 690	.	2	11 692	0	.	150	150	11 841
IV	13 161	.	0	13 161	0	.	164	164	13 325
2009									
I	13 450	.	0	13 450	0	.	175	175	13 625
II	12 457	.	356	12 813	0	.	135	135	12 948
III	11 412	.	290	11 702	0	.	121	121	11 823
IV	11 321	.	0	11 321	0	.	96	96	11 417
2010									
I	10 904	.	320	11 224	0	.	104	104	11 328
II	11 376	.	116	11 492	0	.	88	88	11 581
III	11 034	.	0	11 034	0	.	98	98	11 133
IV	10 784	.	12	10 796	0	.	62	62	10 859
2011									
I	10 483	.	413	10 896	0	.	70	70	10 965
II	10 492	.	82	10 574	0	.	54	54	10 629

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-7
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques municipales

Année	Entreprises publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel				v236475				v236476	v236474
Vecteurs trimestriel				v20863082				v20863083	v20863081
	millions de dollars								
1998									
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1999									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2000									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2001									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2002									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2003									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	25	.	.	25	.	.	0	0	25
III	26	.	.	26	.	.	0	0	26
IV	25	.	.	25	.	.	0	0	25
2004									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	32	.	.	32	.	.	0	0	32
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2005									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	31	.	.	31	.	.	0	0	31
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2006									
I	33	.	.	33	.	.	0	0	33
II	32	.	.	32	.	.	0	0	32
III	30	.	.	30	.	.	0	0	30
IV	29	.	.	29	.	.	0	0	29
2007									
I	30	.	.	30	.	.	0	0	30
II	30	.	.	30	.	.	0	0	30
III	31	.	.	31	.	.	0	0	31
IV	48	.	.	48	.	.	0	0	48
2008									
I	49	.	.	49	.	.	0	0	49
II	48	.	.	48	.	.	0	0	48
III	51	.	.	51	.	.	0	0	51
IV	54	.	.	54	.	.	0	0	54
2009									
I	58	.	.	58	.	.	0	0	58
II	44	.	.	44	.	.	0	0	44
III	45	.	.	45	.	.	0	0	45
IV	45	.	.	45	.	.	0	0	45
2010									
I	51	.	.	51	.	.	0	0	51
II	71	.	.	71	.	.	0	0	71
III	74	.	.	74	.	.	0	0	74
IV	73	.	.	73	.	.	0	0	73
2011									
I	75	.	.	75	.	.	0	0	75
II	77	.	.	77	.	.	0	0	77

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-8
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques

Année	Total des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236495		v236496	v236494	v236498	v236499	v236500	v236497	v236493
Vecteurs trimestriel	v20863060		v20863061	v20863059	v20863063	v20863064	v20863065	v20863062	v20863058
	millions de dollars								
1998									
II	50 364	.	8 404	58 769	0	137	122	259	59 027
III	51 449	.	8 925	60 375	0	97	128	225	60 600
IV	51 094	.	10 391	61 486	0	74	116	190	61 676
1999									
I	48 137	.	8 156	56 293	0	68	116	183	56 476
II	48 313	.	7 241	55 555	0	137	151	288	55 842
III	47 513	.	7 381	54 894	0	62	116	178	55 072
IV	45 990	.	7 420	53 409	0	238	143	382	53 791
2000									
I	46 059	.	7 399	53 458	0	89	186	274	53 732
II	45 262	.	7 102	52 365	0	163	191	354	52 719
III	44 662	.	7 138	51 800	0	79	241	319	52 120
IV	44 556	.	6 610	51 166	0	66	447	513	51 680
2001									
I	44 792	.	6 789	51 580	0	93	707	800	52 381
II	43 540	.	6 331	49 872	0	107	576	683	50 554
III	45 183	.	6 738	51 921	0	54	722	776	52 697
IV	44 673	.	6 807	51 480	0	73	569	642	52 122
2002									
I	46 813	.	8 709	55 522	0	63	500	563	56 085
II	45 967	.	7 236	53 203	0	114	428	542	53 745
III	50 854	.	6 324	57 177	0	78	368	446	57 623
IV	52 939	.	6 887	59 826	0	177	340	517	60 344
2003									
I	52 351	.	7 294	59 645	0	58	313	370	60 015
II	54 434	.	6 136	60 570	0	104	328	432	61 002
III	56 565	.	5 258	61 823	0	78	294	372	62 195
IV	57 610	.	4 926	62 536	0	80	278	357	62 894
2004									
I	61 643	.	4 628	66 271	0	102	138	240	66 511
II	63 337	.	6 198	69 536	0	128	127	255	69 790
III	63 542	.	6 052	69 594	0	99	145	244	69 838
IV	65 782	.	6 174	71 956	0	99	235	335	72 291
2005									
I	65 698	.	4 774	70 472	0	103	246	349	70 821
II	66 757	.	5 964	72 721	0	91	254	345	73 066
III	65 296	.	4 442	69 738	0	74	284	357	70 095
IV	68 392	.	4 876	73 267	0	119	280	398	73 666
2006									
I	70 143	.	4 003	74 146	0	136	284	420	74 566
II	71 745	.	6 316	78 061	0	121	238	359	78 420
III	76 649	.	5 370	82 019	0	98	258	356	82 375
IV	79 036	.	4 077	83 113	0	114	249	362	83 475
2007									
I	80 634	.	5 153	85 787	0	122	278	400	86 187
II	79 862	.	5 101	84 963	0	120	247	367	85 330
III	79 236	.	5 729	84 965	0	114	261	376	85 341
IV	85 737	.	4 756	90 493	0	154	221	375	90 868
2008									
I	90 799	.	3 264	94 062	0	156	277	433	94 495
II	97 882	.	3 151	101 033	0	180	308	487	101 520
III	95 551	.	3 910	99 461	0	396	280	676	100 137
IV	98 228	.	6 862	105 089	0	297	294	592	105 681
2009									
I	100 503	.	5 142	105 645	0	424	306	730	106 374
II	106 368	.	2 886	109 254	0	245	265	510	109 764
III	103 681	.	2 766	106 448	0	270	251	521	106 969
IV	104 847	.	2 925	107 772	0	270	227	496	108 268
2010									
I	102 276	.	3 252	105 528	0	213	234	448	105 976
II	105 789	.	3 409	109 197	0	306	219	525	109 723
III	107 535	.	2 742	110 277	0	248	229	477	110 754
IV	110 050	.	3 146	113 196	0	169	193	361	113 558
2011									
I	110 946	.	2 872	113 818	0	282	200	482	114 300
II	117 816	.	2 213	120 029	0	335	185	520	120 549

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-9
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations et entreprises publiques

Année	Total des administrations et des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel Vecteurs trimestriel	v236503 v20863028		v236504 v20863029	v236502 v20863027	v236506 v20863031	v236507 v20863032	v236508 v20863033	v236505 v20863030	v236501 v20863026
millions de dollars									
1998									
II	260 341	.	28 871	289 212	1 789	137	3 288	5 214	294 426
III	263 854	.	32 210	296 064	1 913	97	3 205	5 215	301 279
IV	271 406	.	33 117	304 523	2 257	74	3 594	5 925	310 447
1999									
I	259 756	.	28 920	288 677	2 113	68	3 366	5 547	294 223
II	254 307	.	25 786	280 093	2 006	137	3 359	5 502	285 594
III	254 966	.	24 690	279 656	2 274	62	3 127	5 463	285 119
IV	255 051	.	23 637	278 688	2 239	238	3 098	5 575	284 264
2000									
I	245 385	.	25 573	270 957	2 223	89	3 109	5 421	276 379
II	244 252	.	24 299	268 551	2 208	163	2 958	5 330	273 881
III	238 335	.	21 404	259 739	2 062	79	2 897	5 037	264 776
IV	235 738	.	22 743	258 481	1 959	66	3 027	5 052	263 533
2001									
I	239 761	.	20 162	259 923	1 877	93	3 237	5 207	265 130
II	230 674	.	19 475	250 149	1 817	107	2 878	4 802	254 951
III	235 170	.	15 858	251 028	1 982	54	3 095	5 131	256 159
IV	233 001	.	17 831	250 832	1 793	73	2 897	4 763	255 595
2002									
I	233 214	.	20 426	253 639	1 634	63	2 939	4 636	258 276
II	227 786	.	19 705	247 491	1 724	114	2 821	4 659	252 150
III	238 637	.	18 559	257 195	1 773	78	2 760	4 610	261 806
IV	249 540	.	20 032	269 572	1 806	177	2 792	4 775	274 348
2003									
I	247 088	.	17 906	264 994	1 481	58	2 514	4 053	269 046
II	242 243	.	18 252	260 495	1 339	104	2 343	3 787	264 282
III	228 877	.	17 001	245 878	1 199	78	2 303	3 579	249 458
IV	223 703	.	16 921	240 624	1 195	80	2 264	3 539	244 162
2004									
I	226 510	.	14 507	241 017	1 245	102	2 325	3 672	244 688
II	228 867	.	16 623	245 490	1 213	128	2 032	3 373	248 863
III	223 977	.	14 330	238 307	562	99	1 966	2 627	240 934
IV	223 288	.	15 293	238 581	352	99	2 071	2 522	241 103
2005									
I	224 341	.	14 052	238 393	488	103	2 234	2 825	241 217
II	223 182	.	15 362	238 545	481	91	1 913	2 486	241 030
III	215 043	.	13 157	228 201	457	74	1 833	2 364	230 564
IV	217 225	.	15 259	232 484	446	119	1 831	2 395	234 879
2006									
I	218 740	.	18 102	236 842	448	136	2 135	2 719	239 560
II	217 057	.	21 510	238 568	443	121	1 780	2 344	240 912
III	219 365	.	19 679	239 043	434	98	1 723	2 254	241 298
IV	231 240	.	17 770	249 010	444	114	1 799	2 356	251 366
2007									
I	234 157	.	17 621	251 778	444	122	2 125	2 691	254 469
II	220 617	.	17 218	237 835	410	120	1 627	2 156	239 992
III	214 194	.	16 703	230 898	410	114	1 679	2 203	233 101
IV	217 946	.	16 101	234 048	416	154	1 562	2 132	236 179
2008									
I	233 362	.	12 392	245 754	150	156	2 008	2 314	248 068
II	243 878	.	15 070	258 948	150	180	1 823	2 153	261 101
III	238 213	.	17 890	256 103	150	396	1 680	2 226	258 330
IV	247 399	.	29 188	276 587	150	297	2 238	2 686	279 273
2009									
I	255 567	.	40 140	295 708	150	424	2 249	2 823	298 530
II	270 128	.	41 097	311 225	150	245	1 771	2 166	313 391
III	268 154	.	31 731	299 885	150	270	10 573	10 993	310 878
IV	285 438	.	27 371	312 809	150	270	10 537	10 957	323 766
2010									
I	290 243	.	27 841	318 083	150	213	10 062	10 425	328 509
II	325 302	.	27 963	353 264	150	306	9 721	10 178	363 442
III	340 413	.	27 691	368 103	0	248	9 924	10 172	378 274
IV	345 164	.	29 822	374 986	0	169	9 521	9 690	384 676
2011									
I	351 168	.	29 849	381 017	0	282	9 911	10 193	391 210
II	363 542	.	35 066	398 608	0	335	9 579	9 914	408 522

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-10
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Sociétés

Année	Sociétés								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236479	v236480	v236481	v236478	v236483	v236484	v236485	v236482	v236477
Vecteurs trimestriel	v20863086	v20863087	v20863088	v20863085	v20863090	v20863091	v20863092	v20863089	v20863084
	millions de dollars								
1998									
II	120 492	57 229	7 870	185 591	55 340	164 505	15 829	235 674	421 265
III	130 579	61 297	7 312	199 188	57 124	170 688	15 882	243 693	442 881
IV	134 366	64 344	8 152	206 861	53 145	180 611	15 555	249 311	456 172
1999									
I	137 256	63 793	6 595	207 644	53 473	162 259	17 304	233 035	440 679
II	137 825	66 587	5 179	209 591	52 188	140 937	17 722	210 846	420 437
III	139 564	68 250	3 771	211 586	54 190	144 794	17 688	216 672	428 258
IV	134 341	69 070	4 038	207 450	54 763	144 519	17 466	216 747	424 197
2000									
I	135 196	78 268	5 140	218 604	55 545	142 064	18 456	216 065	434 669
II	135 534	83 456	4 146	223 136	57 130	148 101	18 634	223 864	447 000
III	138 893	87 893	3 583	230 369	58 220	144 480	18 921	221 621	451 990
IV	136 702	87 116	5 219	229 037	58 716	147 684	18 329	224 729	453 766
2001									
I	151 508	87 696	3 089	242 294	54 185	166 731	18 407	239 323	481 617
II	155 541	78 319	3 722	237 583	56 340	154 009	19 094	229 443	467 026
III	167 587	77 968	3 611	249 167	61 137	172 620	19 058	252 816	501 982
IV	194 227	77 487	3 632	275 346	54 242	180 982	18 819	254 043	529 389
2002									
I	200 574	76 929	4 633	282 136	56 532	188 626	19 328	264 487	546 623
II	196 340	79 775	4 172	280 288	51 869	183 563	19 065	254 497	534 785
III	205 782	78 872	4 244	288 898	56 051	196 415	19 304	271 771	560 669
IV	199 532	80 617	5 253	285 403	56 965	194 859	19 483	271 307	556 709
2003									
I	185 063	80 185	5 274	270 522	54 274	204 034	19 500	277 807	548 330
II	170 731	81 236	4 413	256 380	51 172	169 884	19 089	240 145	496 524
III	174 038	83 081	3 723	260 843	50 374	177 965	19 224	247 563	508 406
IV	177 347	84 712	4 467	266 526	51 203	183 045	19 225	253 474	520 000
2004									
I	183 933	86 815	4 337	275 085	52 517	174 484	20 287	247 289	522 374
II	190 690	95 051	4 228	289 969	54 181	191 240	20 336	265 756	555 725
III	183 206	97 631	3 781	284 617	44 827	185 508	19 885	250 220	534 838
IV	178 948	100 042	4 327	283 317	43 797	175 879	19 669	239 345	522 662
2005									
I	179 717	99 700	4 577	283 993	49 648	175 139	20 103	244 890	528 883
II	182 986	96 140	4 348	283 474	51 483	181 138	20 983	253 604	537 079
III	174 584	96 309	4 529	275 422	45 021	198 728	21 504	265 254	540 676
IV	170 703	93 532	5 524	269 759	37 774	200 906	20 190	258 870	528 629
2006									
I	170 046	96 113	4 766	270 924	41 360	213 562	20 368	275 290	546 214
II	162 797	99 286	5 549	267 632	47 192	234 450	20 334	301 975	569 608
III	163 780	98 782	6 252	268 814	53 740	235 594	20 339	309 673	578 487
IV	178 780	96 705	6 745	282 230	55 265	226 668	19 888	301 821	584 050
2007									
I	181 294	99 202	6 109	286 605	59 266	246 894	23 666	329 827	616 432
II	172 586	101 571	6 872	281 029	60 030	251 553	25 293	336 876	617 905
III	165 153	101 125	5 680	271 958	54 789	239 074	26 334	320 197	592 155
IV	166 748	92 119	5 898	264 765	61 409	243 364	25 818	330 590	595 355
2008									
I	176 142	95 115	6 380	277 636	68 984	269 769	25 653	364 406	642 043
II	185 231	98 759	6 318	290 308	68 763	253 125	25 833	347 722	638 030
III	192 769	97 921	5 763	296 454	72 721	260 785	25 690	359 196	655 650
IV	211 475	98 782	5 711	315 967	81 538	301 319	22 098	404 954	720 921
2009									
I	223 063	99 394	4 687	327 144	83 587	313 288	21 915	418 790	745 934
II	219 366	101 999	3 679	325 043	71 151	286 079	21 708	378 938	703 981
III	210 633	110 915	4 482	326 031	68 876	285 917	21 813	376 606	702 636
IV	212 385	110 872	5 516	328 773	67 682	282 180	21 571	371 433	700 206
2010									
I	212 746	110 626	4 686	328 058	73 279	284 705	21 905	379 889	707 946
II	220 538	114 820	5 419	340 776	76 157	267 799	22 461	366 417	707 194
III	227 408	116 359	5 790	349 557	73 833	265 638	22 050	361 521	711 077
IV	229 958	120 233	5 737	355 929	78 586	268 224	21 822	368 631	724 560
2011									
I	229 934	124 533	6 262	360 730	72 208	275 740	22 041	369 989	730 719
II	229 852	125 538	6 345	361 734	69 558	281 236	22 364	373 158	734 891

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-11
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Total, tous les secteurs

Année	Total, tous les secteurs								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v21113622	v21113623	v21113624	v21113621	v21113626	v21113627	v21113628	v21113625	v236441
Vecteurs trimestriel	v21113614	v21113615	v21113616	v21113613	v21113618	v21113619	v21113620	v21113617	v20863025
	millions de dollars								
1998									
II	380 833	57 229	36 741	474 803	57 129	164 642	19 117	240 750	715 553
III	394 433	61 297	39 522	495 252	59 037	170 785	19 086	248 811	744 063
IV	405 772	64 344	41 269	511 384	55 402	180 685	19 148	255 235	766 619
1999									
I	397 012	63 793	35 515	496 320	55 586	162 326	20 669	238 514	734 835
II	392 132	66 587	30 965	489 683	54 194	141 074	21 081	216 211	705 895
III	394 530	68 250	28 461	491 242	56 464	144 856	20 815	222 073	713 315
IV	389 392	69 070	27 675	486 138	57 002	144 757	20 564	222 085	708 223
2000									
I	380 581	78 268	30 712	489 561	57 769	142 153	21 565	221 496	711 048
II	379 786	83 456	28 445	491 687	59 338	148 264	21 592	229 194	720 881
III	377 228	87 893	24 987	490 107	60 281	144 559	21 818	226 658	716 766
IV	372 440	87 116	27 961	487 517	60 675	147 751	21 356	229 781	717 299
2001									
I	391 270	87 696	23 251	502 217	56 062	166 824	21 644	244 530	746 747
II	386 215	78 319	23 197	487 732	58 157	154 115	21 972	234 245	721 977
III	402 756	77 968	19 470	500 194	63 119	172 674	22 153	257 947	758 141
IV	427 228	77 487	21 463	526 178	56 035	181 055	21 716	258 806	784 984
2002									
I	433 788	76 929	25 058	535 775	58 167	188 690	22 267	269 123	804 898
II	424 127	79 775	23 878	527 779	53 593	183 677	21 886	259 156	786 935
III	444 419	78 872	22 803	546 094	57 824	196 493	22 064	276 381	822 475
IV	449 072	80 617	25 285	554 975	58 772	195 036	22 275	276 082	831 057
2003									
I	432 151	80 185	23 180	535 516	55 754	204 091	22 014	281 860	817 376
II	412 974	81 236	22 665	516 874	52 511	169 988	21 432	243 932	760 806
III	402 915	83 081	20 725	506 721	51 573	178 043	21 527	251 143	757 864
IV	401 050	84 712	21 388	507 150	52 398	183 125	21 489	257 012	764 162
2004									
I	410 444	86 815	18 843	516 102	53 762	174 586	22 612	250 960	767 063
II	419 556	95 051	20 852	535 459	55 394	191 368	22 368	269 130	804 589
III	407 183	97 631	18 111	522 925	45 389	185 607	21 851	252 847	775 772
IV	402 236	100 042	19 621	521 898	44 149	175 978	21 740	241 867	763 765
2005									
I	404 058	99 700	18 628	522 386	50 136	175 242	22 337	247 715	770 101
II	406 169	96 140	19 710	522 019	51 965	181 229	22 896	256 090	778 109
III	389 627	96 309	17 686	503 623	45 479	198 802	23 337	267 617	771 240
IV	387 928	93 532	20 783	502 243	38 219	201 025	22 021	261 265	763 508
2006									
I	388 785	96 113	22 868	507 766	41 807	213 699	22 503	278 009	785 774
II	379 854	99 286	27 059	506 200	47 634	234 571	22 114	304 319	810 519
III	383 145	98 782	25 931	507 857	54 173	235 692	22 062	311 927	819 784
IV	410 020	96 705	24 515	531 240	55 708	226 781	21 687	304 177	835 416
2007									
I	415 451	99 202	23 730	538 383	59 710	247 017	25 791	332 518	870 901
II	393 203	101 571	24 089	518 864	60 439	251 673	26 920	339 032	857 896
III	379 348	101 125	22 383	502 855	55 199	239 189	28 013	322 400	825 256
IV	384 694	92 119	21 999	498 813	61 825	243 518	27 380	332 722	831 535
2008									
I	409 503	95 115	18 772	523 390	69 134	269 925	27 661	366 721	890 111
II	429 109	98 759	21 388	549 256	68 913	253 305	27 656	349 875	899 131
III	430 983	97 921	23 653	552 557	72 871	261 181	27 370	361 423	913 979
IV	458 873	98 782	34 899	592 554	81 688	301 616	24 337	407 640	1 000 195
2009									
I	478 631	99 394	44 827	622 852	83 737	313 711	24 164	421 613	1 044 465
II	489 494	101 999	44 776	636 268	71 301	286 324	23 479	381 104	1 017 372
III	478 787	110 915	36 213	625 916	69 026	286 187	32 386	387 599	1 013 514
IV	497 823	110 872	32 887	641 582	67 832	282 450	32 109	382 390	1 023 973
2010									
I	502 989	110 626	32 526	646 141	73 429	284 918	31 967	390 314	1 036 455
II	545 839	114 820	33 382	694 041	76 307	268 105	32 183	376 595	1 070 636
III	567 820	116 359	33 481	717 660	73 833	265 885	31 974	371 693	1 089 352
IV	575 122	120 233	35 559	730 914	78 586	268 392	31 343	378 321	1 109 236
2011									
I	581 102	124 533	36 111	741 747	72 208	276 022	31 952	380 181	1 121 928
II	593 394	125 538	41 411	760 342	69 558	281 571	31 943	383 072	1 143 414

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-1
Dettes extérieures brutes, position — Total, tous les secteurs

Vecteurs	Total, tous les secteurs											
	Court terme						Long terme				Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Instruments du marché monétaire	Emprunts ¹	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386544	v21386545	v21386546	v21386547	v21386548	v21386543	v21386550	v21386551	v21386552	v21386549	v21386553	v21386542
	millions de dollars											
2002												
IV	25 285	33 758	195 036	7 126	2 507	263 712	449 072	25 014	12 641	486 727	73 966	824 406
2003												
I	23 180	33 385	204 091	7 125	2 379	270 160	432 151	22 370	12 510	467 031	72 622	809 814
II	22 665	31 941	169 988	6 684	2 164	233 442	412 974	20 570	12 585	446 129	75 734	755 304
III	20 725	32 090	178 043	6 559	2 156	239 574	402 915	19 483	12 811	435 209	71 061	745 844
IV	21 388	33 856	183 125	6 246	2 287	246 902	401 050	18 542	12 957	432 548	67 444	746 894
2004												
I	18 843	32 185	174 586	6 530	2 346	234 490	410 444	21 577	13 736	445 757	67 963	748 210
II	20 852	33 302	191 368	6 693	2 048	254 263	419 556	22 092	13 626	455 275	60 587	770 125
III	18 111	25 700	185 607	6 254	1 965	237 637	407 183	19 689	13 632	440 504	63 776	741 917
IV	19 621	23 076	175 978	6 189	1 748	226 611	402 236	21 073	13 803	437 112	65 095	728 818
2005												
I	18 628	32 005	175 242	6 266	2 197	234 339	404 058	18 131	13 873	436 062	62 734	733 135
II	19 710	33 802	181 229	6 725	2 236	243 702	406 169	18 163	13 936	438 267	62 180	744 149
III	17 686	28 051	198 802	6 978	2 257	253 774	389 627	17 428	14 102	421 157	66 106	741 037
IV	20 783	20 461	201 025	6 791	2 587	251 647	387 928	17 758	12 643	418 330	67 901	737 877
2006												
I	22 868	23 169	213 699	7 043	2 947	269 725	388 785	18 639	12 513	419 937	70 573	760 235
II	27 059	27 300	234 571	6 992	2 754	298 677	379 854	20 334	12 368	412 556	68 794	780 028
III	25 931	32 454	235 692	6 791	2 751	303 619	383 145	21 719	12 519	417 383	70 493	791 495
IV	24 515	33 527	226 781	7 079	2 934	294 836	410 020	22 181	11 674	443 876	73 050	811 762
2007												
I	23 730	37 648	247 017	7 797	3 098	319 290	415 451	22 063	14 895	452 409	75 474	847 172
II	24 089	38 002	251 673	7 634	2 914	324 312	393 203	22 437	16 373	432 013	76 511	832 836
III	22 383	33 293	239 189	7 947	3 136	305 947	379 348	21 906	16 930	418 184	77 348	801 479
IV	21 999	28 285	243 518	7 493	2 673	303 968	384 694	33 540	17 213	435 447	82 416	821 831
2008												
I	18 772	28 899	269 925	7 671	3 030	328 297	409 503	40 235	16 961	466 698	93 519	888 515
II	21 388	23 272	253 305	7 858	2 776	308 599	429 109	45 641	17 022	491 773	102 399	902 772
III	23 653	25 343	261 181	7 614	2 665	320 456	430 983	47 528	17 092	495 602	114 137	930 195
IV	34 899	27 360	301 616	7 134	2 949	373 958	458 873	54 328	14 254	527 455	126 772	1 028 184
2009												
I	44 827	28 127	313 711	6 832	2 992	396 489	478 631	55 610	14 341	548 581	131 664	1 076 734
II	44 776	20 887	286 324	6 817	2 301	361 104	489 494	50 414	14 361	554 269	128 613	1 043 987
III	36 213	21 957	286 187	6 824	2 305	353 486	478 787	47 069	23 257	549 113	125 115	1 027 714
IV	32 887	20 797	282 450	6 627	2 143	344 905	497 823	47 035	23 338	568 196	130 855	1 043 956
2010 p												
I	32 526	26 730	284 918	6 771	2 644	353 589	502 989	46 699	22 552	572 240	131 953	1 057 782
II	33 382	28 029	268 105	7 070	2 448	339 034	545 839	48 277	22 665	616 781	136 704	1 092 519
III	33 481	26 378	265 885	6 547	2 475	334 766	567 820	47 455	22 953	638 228	118 430	1 091 424
IV	35 559	32 886	268 392	6 225	2 449	345 512	575 122	45 700	22 669	643 491	118 991	1 107 994
2011 p												
I	36 111	29 046	276 022	6 101	2 722	350 003	581 102	43 162	23 128	647 392	119 333	1 116 728
II	41 411	27 142	281 571	6 121	2 614	358 859	593 394	42 416	23 207	659 017	120 728	1 138 604

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-2
Dettes extérieures brutes, position — Administrations publiques

Vecteurs	Administrations publiques											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386556	v21386557	v21386558	v21386559	v21386560	v21386555	v21386562	v21386563	v21386564	v21386561		v21386554	
	millions de dollars												
2002													
IV	13 145	0	..	..	780	13 925	196 601	1 806	1 671	200 079	.	214 004
2003													
I	10 612	0	..	..	630	11 242	194 737	1 481	1 572	197 789	.	209 031
II	12 116	0	..	..	544	12 660	187 809	1 339	1 471	190 620	.	203 280
III	11 743	0	..	..	504	12 248	172 312	1 199	1 504	175 015	.	187 263
IV	11 995	0	..	..	485	12 479	166 093	1 195	1 502	168 789	.	181 269
2004													
I	9 879	0	..	..	674	10 553	164 867	1 245	1 513	167 624	.	178 177
II	10 425	0	..	..	381	10 806	165 529	1 213	1 524	168 267	.	179 073
III	8 278	0	..	..	377	8 655	160 435	562	1 444	162 441	.	171 096
IV	9 119	0	..	..	380	9 500	157 505	352	1 455	159 312	.	168 812
2005													
I	9 277	0	..	..	563	9 841	158 643	488	1 424	160 555	.	170 396
II	9 398	0	..	..	268	9 667	156 425	481	1 391	158 298	.	167 964
III	8 715	0	..	..	238	8 953	149 747	457	1 312	151 516	.	160 469
IV	10 383	0	..	..	252	10 636	148 833	446	1 299	150 578	.	161 214
2006													
I	14 099	0	..	..	540	14 639	148 597	448	1 310	150 355	.	164 994
II	15 194	0	..	..	256	15 450	145 313	443	1 287	147 042	.	162 492
III	14 309	0	..	..	181	14 490	142 715	434	1 283	144 433	.	158 922
IV	13 693	0	..	..	184	13 877	152 204	444	1 366	154 014	.	167 891
2007													
I	12 468	0	..	..	490	12 958	153 523	444	1 357	155 323	.	168 282
II	12 117	0	..	..	124	12 241	140 755	410	1 256	142 421	.	154 662
III	10 974	0	..	..	184	11 158	134 959	410	1 234	136 602	.	147 760
IV	11 345	0	..	..	110	11 455	132 210	416	1 231	133 857	.	145 312
2008													
I	9 129	0	..	..	414	9 543	142 563	150	1 317	144 030	.	153 573
II	11 919	0	..	..	219	12 138	145 996	150	1 297	147 443	.	159 581
III	13 980	0	..	..	114	14 094	142 663	150	1 286	144 099	.	158 193
IV	22 327	0	..	..	474	22 801	149 171	150	1 470	150 791	.	173 592
2009													
I	34 999	0	..	..	475	35 474	155 064	150	1 468	156 683	.	192 156
II	38 211	0	..	..	100	38 311	163 760	150	1 406	165 316	.	203 627
III	28 964	0	..	..	98	29 062	164 473	150	10 224	174 847	.	203 909
IV	24 446	0	..	..	87	24 533	180 591	150	10 224	190 965	.	215 498
2010 p													
I	24 589	0	..	..	471	25 059	187 966	150	9 357	197 473	.	222 533
II	24 554	0	..	..	110	24 664	219 513	150	9 392	229 055	.	253 719
III	24 949	0	..	..	99	25 048	232 877	0	9 596	242 474	.	267 522
IV	26 676	0	..	..	99	26 775	235 114	0	9 230	244 344	.	271 118
2011 p													
I	26 977	0	..	..	470	27 447	240 223	0	9 241	249 463	.	276 910
II	32 853	0	..	..	153	33 006	245 726	0	9 241	254 967	.	287 973

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-3
Dettes extérieures brutes, position — Autorités monétaires

Vecteurs	Autorités monétaires											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme				Total		
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements				
	v21386567	v21386568	v21386569	v21386570	v21386571	v21386566	v21386573	v21386574	v21386575	v21386572		v21386565	
	millions de dollars												
2002													
IV	..	..	177	..	..	177	..	..	..	..	.	177
2003													
I	..	..	58	..	..	58	..	..	..	..	.	58
II	..	..	104	..	..	104	..	..	..	..	.	104
III	..	..	78	..	..	78	..	..	..	..	.	78
IV	..	..	80	..	..	80	..	..	..	..	.	80
2004													
I	..	..	102	..	..	102	..	..	..	..	.	102
II	..	..	128	..	..	128	..	..	..	..	.	128
III	..	..	99	..	..	99	..	..	..	..	.	99
IV	..	..	99	..	..	99	..	..	..	..	.	99
2005													
I	..	..	103	..	..	103	..	..	..	..	.	103
II	..	..	91	..	..	91	..	..	..	..	.	91
III	..	..	74	..	..	74	..	..	..	..	.	74
IV	..	..	119	..	..	119	..	..	..	..	.	119
2006													
I	..	..	136	..	..	136	..	..	..	..	.	136
II	..	..	121	..	..	121	..	..	..	..	.	121
III	..	..	98	..	..	98	..	..	..	..	.	98
IV	..	..	114	..	..	114	..	..	..	..	.	114
2007													
I	..	..	122	..	..	122	..	..	..	..	.	122
II	..	..	120	..	..	120	..	..	..	..	.	120
III	..	..	114	..	..	114	..	..	..	..	.	114
IV	..	..	154	..	..	154	..	..	..	..	.	154
2008													
I	..	..	156	..	..	156	..	..	..	..	.	156
II	..	..	180	..	..	180	..	..	..	..	.	180
III	..	..	396	..	..	396	..	..	..	..	.	396
IV	..	..	297	..	..	297	..	..	..	..	.	297
2009													
I	..	..	424	..	..	424	..	..	..	..	.	424
II	..	..	245	..	..	245	..	..	..	..	.	245
III	..	..	270	..	..	270	..	..	..	..	.	270
IV	..	..	270	..	..	270	..	..	..	..	.	270
2010 P													
I	..	..	213	..	..	213	..	..	..	..	.	213
II	..	..	306	..	..	306	..	..	..	..	.	306
III	..	..	248	..	..	248	..	..	..	..	.	248
IV	..	..	169	..	..	169	..	..	..	..	.	169
2011 P													
I	..	..	282	..	..	282	..	..	..	..	.	282
II	..	..	335	..	..	335	..	..	..	..	.	335

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-4
Dettes extérieures brutes, position — Banques

Vecteurs	Banques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386578	v21386579	v21386580	v21386581	v21386582	v21386577	v21386584	v21386585	v21386586	v21386583		v21386576
	millions de dollars											
2002												
IV	1 557	..	194 859	..	..	196 416	2 821	..	..	2 821	.	199 237
2003												
I	1 442	..	204 034	..	..	205 476	3 129	..	..	3 129	.	208 605
II	1 406	..	169 884	..	..	171 290	2 406	..	..	2 406	.	173 696
III	1 055	..	177 965	..	..	179 021	2 426	..	..	2 426	.	181 447
IV	1 796	..	183 045	..	..	184 841	2 379	..	..	2 379	.	187 220
2004												
I	2 511	..	174 484	..	..	176 995	2 399	..	..	2 399	.	179 395
II	2 011	..	191 240	..	..	193 251	2 455	..	..	2 455	.	195 706
III	1 612	..	185 508	..	..	187 120	2 334	..	..	2 334	.	189 454
IV	2 253	..	175 879	..	..	178 132	2 264	..	..	2 264	.	180 396
2005												
I	2 229	..	175 139	..	..	177 369	2 277	..	..	2 277	.	179 646
II	2 626	..	181 138	..	..	183 764	2 269	..	..	2 269	.	186 033
III	2 543	..	198 728	..	..	201 271	2 183	..	..	2 183	.	203 454
IV	3 316	..	200 906	..	..	204 222	2 298	..	..	2 298	.	206 520
2006												
I	3 283	..	213 562	..	..	216 845	2 334	..	..	2 334	.	219 179
II	3 354	..	234 450	..	..	237 804	2 369	..	..	2 369	.	240 173
III	3 548	..	235 594	..	..	239 142	2 238	..	..	2 238	.	241 380
IV	4 253	..	226 668	..	..	230 921	2 035	..	..	2 035	.	232 956
2007												
I	3 246	..	246 894	..	..	250 141	1 972	..	..	1 972	.	252 113
II	3 274	..	251 553	..	..	254 827	1 836	..	..	1 836	.	256 663
III	2 369	..	239 074	..	..	241 443	1 615	..	..	1 615	.	243 059
IV	2 715	..	243 364	..	..	246 079	1 744	..	..	1 744	.	247 823
2008												
I	2 813	..	269 769	..	..	272 582	1 917	..	..	1 917	.	274 499
II	2 782	..	253 125	..	..	255 907	1 977	..	..	1 977	.	257 884
III	3 158	..	260 785	..	..	263 943	2 004	..	..	2 004	.	265 947
IV	2 848	..	301 319	..	..	304 167	2 203	..	..	2 203	.	306 370
2009												
I	2 707	..	313 288	..	..	315 995	2 275	..	..	2 275	.	318 270
II	1 931	..	286 079	..	..	288 010	2 134	..	..	2 134	.	290 144
III	2 415	..	285 917	..	..	288 331	2 081	..	..	2 081	.	290 412
IV	2 559	..	282 180	..	..	284 740	3 792	..	..	3 792	.	288 531
2010 p												
I	2 177	..	284 705	..	..	286 882	7 015	..	..	7 015	.	293 897
II	2 040	..	267 799	..	..	269 839	8 998	..	..	8 998	.	278 838
III	2 649	..	265 638	..	..	268 287	11 008	..	..	11 008	.	279 295
IV	2 001	..	268 224	..	..	270 224	14 405	..	..	14 405	.	284 629
2011 p												
I	2 876	..	275 740	..	..	278 616	16 179	..	..	16 179	.	294 796
II	3 378	..	281 236	..	..	284 614	17 330	..	..	17 330	.	301 944

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-5
Dettes extérieures brutes, position — Autres secteurs

Vecteurs	Autres secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts ¹	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386589	v21386590	v21386591	v21386592	v21386593	v21386588	v21386595	v21386596	v21386597	v21386594	v21386598	v21386587	
	millions de dollars												
2002													
IV	10 583	33 758	..	7 126	1 727	53 194	249 651	23 208	10 970	283 828	73 966	410 988	
2003													
I	11 126	33 385	..	7 125	1 749	53 384	234 285	20 889	10 939	266 113	72 622	392 120	
II	9 143	31 941	..	6 684	1 620	49 387	222 759	19 231	11 113	253 103	75 734	378 224	
III	7 926	32 090	..	6 559	1 652	48 228	228 177	18 284	11 307	257 768	71 061	377 057	
IV	7 597	33 856	..	6 246	1 802	49 501	232 579	17 347	11 455	261 380	67 444	378 326	
2004													
I	6 454	32 185	..	6 530	1 672	46 840	243 177	20 332	12 224	275 733	67 963	390 536	
II	8 416	33 302	..	6 693	1 667	50 078	251 572	20 879	12 102	284 553	60 587	395 218	
III	8 221	25 700	..	6 254	1 588	41 764	244 414	19 127	12 188	275 729	63 776	381 269	
IV	8 248	23 076	..	6 189	1 367	38 880	242 467	20 721	12 348	275 536	65 095	379 511	
2005													
I	7 121	32 005	..	6 266	1 634	47 027	243 138	17 643	12 449	273 229	62 734	382 990	
II	7 686	33 802	..	6 725	1 968	50 180	247 475	17 682	12 545	277 701	62 180	390 061	
III	6 428	28 051	..	6 978	2 019	43 477	237 697	16 970	12 790	267 458	66 106	377 041	
IV	7 083	20 461	..	6 791	2 335	36 670	236 797	17 313	11 344	265 454	67 901	370 024	
2006													
I	5 486	23 169	..	7 043	2 406	38 104	237 854	18 191	11 202	267 248	70 573	375 925	
II	8 511	27 300	..	6 992	2 499	45 302	232 173	19 892	11 081	263 145	68 794	377 241	
III	8 074	32 454	..	6 791	2 570	49 889	238 192	21 285	11 236	270 713	70 493	391 095	
IV	6 569	33 527	..	7 079	2 750	49 924	255 751	21 738	10 308	287 826	73 050	410 801	
2007													
I	8 016	37 648	..	7 797	2 608	56 069	259 956	21 619	13 538	295 113	75 474	426 655	
II	8 698	38 002	..	7 634	2 790	57 124	250 612	22 027	15 117	287 757	76 511	421 391	
III	9 040	33 293	..	7 947	2 952	53 232	242 774	21 496	15 696	279 966	77 348	410 546	
IV	7 939	28 285	..	7 493	2 563	46 281	250 740	33 124	15 982	299 846	82 416	428 542	
2008													
I	6 830	28 899	..	7 671	2 616	46 016	265 023	40 085	15 643	320 751	93 519	460 286	
II	6 687	23 272	..	7 858	2 557	40 374	281 136	45 491	15 725	342 353	102 399	485 127	
III	6 515	25 343	..	7 614	2 551	42 023	286 316	47 378	15 806	349 499	114 137	505 659	
IV	9 724	27 360	..	7 134	2 474	46 692	307 499	54 178	12 784	374 461	126 772	547 925	
2009													
I	7 121	28 127	..	6 832	2 517	44 597	321 291	55 460	12 872	389 623	131 664	565 884	
II	4 634	20 887	..	6 817	2 201	34 539	323 600	50 264	12 955	386 819	128 613	549 971	
III	4 834	21 957	..	6 824	2 207	35 822	312 234	46 919	13 033	372 186	125 115	533 123	
IV	5 882	20 797	..	6 627	2 056	35 362	313 441	46 885	13 114	373 440	130 855	539 657	
2010 p													
I	5 761	26 730	..	6 771	2 173	41 435	308 007	46 549	13 195	367 751	131 953	541 139	
II	6 787	28 029	..	7 070	2 338	44 225	317 328	48 127	13 273	378 728	136 704	559 656	
III	5 883	26 378	..	6 547	2 376	41 183	323 935	47 455	13 357	384 746	118 430	544 359	
IV	6 883	32 886	..	6 225	2 351	48 345	325 603	45 700	13 439	384 742	118 991	552 078	
2011 p													
I	6 258	29 046	..	6 101	2 253	43 658	324 700	43 162	13 887	381 749	119 333	544 741	
II	5 179	27 142	..	6 121	2 462	40 904	330 338	42 416	13 966	386 720	120 728	548 352	

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-1
Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis — Actif

Année	Actif											Total de l'actif	
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Total	Autres investissements						Total
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵				
										Prêts ²	Provisions ³		
Vecteurs annuel	v235428	v235430	v235431	v30615498	v235445	v235433	v235429	v235434	v235432	v235435	v235446	v235427	
Vecteurs trimestriel	v20862963	v20862969	v20862972	v30615506	v20862966	v20862978	v20862981	v20862984	v20862987	v20862990	v20862975	v20862960	
millions de dollars													
1998													
II	124 277	16 880	58 918	..	75 798	24 377	-331	48 888	22 631	21 406	116 971	317 046	
III	134 263	17 964	63 605	..	81 570	25 472	-346	42 235	16 521	21 514	105 396	321 228	
IV	133 267	20 964	65 102	..	86 067	23 384	-137	45 372	20 757	20 617	109 993	329 326	
1999													
I	137 410	19 448	65 897	..	85 345	19 613	-135	41 490	23 445	19 235	103 647	326 402	
II	141 298	16 408	65 554	..	81 962	16 283	-131	42 509	21 906	18 831	99 398	322 657	
III	147 978	17 656	68 773	..	86 429	15 887	-131	45 871	21 044	18 557	101 228	335 635	
IV	151 775	17 702	71 355	..	89 056	19 014	-94	47 996	23 368	19 533	109 817	350 648	
2000													
I	158 093	18 200	75 212	..	93 413	16 087	-94	51 526	25 326	20 092	112 937	364 442	
II	170 894	18 926	81 507	..	100 433	21 724	-96	53 971	24 450	20 984	121 032	392 359	
III	174 310	23 715	87 139	..	110 853	20 349	-98	51 871	24 073	21 428	117 624	402 787	
IV	177 943	21 538	90 714	..	112 252	21 842	-53	48 904	23 723	22 450	116 866	407 061	
2001													
I	185 572	23 000	99 158	..	122 158	20 440	-56	52 273	23 873	22 358	118 889	426 620	
II	185 117	21 768	98 370	..	120 138	20 567	-54	40 086	23 926	23 192	107 719	412 974	
III	192 303	23 795	104 613	..	128 408	20 190	-56	40 471	22 403	23 283	106 292	427 003	
IV	188 481	23 813	108 374	..	132 186	25 250	-29	43 047	22 789	23 370	114 427	435 095	
2002													
I	189 597	26 842	112 018	5 517	144 378	22 723	-29	43 361	20 697	21 068	107 821	441 796	
II	181 527	28 539	108 448	5 444	142 430	24 318	-28	41 086	19 462	18 701	103 540	427 497	
III	189 259	30 690	115 134	5 840	151 663	24 908	-29	41 620	20 577	20 653	107 730	448 653	
IV	199 992	29 779	118 008	7 119	154 906	28 102	0	40 484	20 484	21 368	110 438	465 336	
2003													
I	189 624	30 678	108 390	7 730	146 797	24 702	..	48 325	16 575	21 561	111 163	447 584	
II	168 054	32 279	99 486	5 356	137 121	23 165	..	48 381	13 617	21 711	106 874	412 049	
III	171 198	31 873	100 721	6 944	139 537	21 785	..	45 801	14 073	24 102	105 762	416 497	
IV	169 605	32 213	97 223	7 111	136 547	21 422	..	46 720	13 054	24 760	105 955	412 107	
2004													
I	174 781	33 941	99 197	6 569	139 707	22 813	..	45 470	13 960	19 211	101 454	415 942	
II	207 498	37 311	102 128	5 789	145 229	23 404	..	52 548	14 564	21 884	112 400	465 127	
III	205 729	35 532	96 966	5 416	137 914	24 112	..	52 118	15 798	21 744	113 772	457 416	
IV	198 460	40 050	92 150	5 528	137 727	24 862	..	54 288	12 964	21 477	113 590	449 778	
2005													
I	203 525	43 691	93 865	5 352	142 909	22 606	..	60 426	14 153	22 393	119 579	466 013	
II	208 502	48 622	97 658	5 056	151 336	23 058	..	60 573	14 507	24 644	122 782	482 620	
III	202 506	52 050	95 908	5 677	153 635	24 194	..	63 125	14 092	24 336	125 747	481 888	
IV	202 398	56 048	98 410	5 301	159 759	22 227	..	55 411	13 540	27 278	118 456	480 612	
2006													
I	208 962	63 702	101 893	4 863	170 458	29 411	..	53 973	16 276	26 142	125 802	505 222	
II	203 354	69 309	99 974	6 475	175 758	30 436	..	63 567	12 879	26 078	132 960	512 072	
III	207 857	73 603	102 132	8 119	183 855	40 962	..	65 331	12 950	27 145	146 388	538 100	
IV	224 020	79 611	108 220	8 655	196 486	42 341	..	51 554	12 370	27 547	133 812	554 318	
2007													
I	235 609	89 083	110 655	7 983	207 721	43 801	..	58 622	16 211	25 553	144 187	587 517	
II	224 136	91 713	104 389	7 510	203 612	39 720	..	58 766	15 079	23 609	137 174	564 921	
III	219 682	87 965	99 620	4 580	192 166	40 644	..	63 096	13 630	20 924	138 294	550 141	
IV	226 453	90 267	103 342	4 004	197 613	42 734	..	65 098	13 648	21 956	143 437	567 503	
2008													
I	241 524	94 374	103 009	5 619	203 003	46 743	..	75 570	14 160	24 951	161 424	605 950	
II	235 309	95 147	98 087	5 458	198 692	43 900	..	81 559	15 560	25 819	166 838	600 839	
III	248 098	96 379	100 185	5 348	201 912	40 049	..	83 693	17 917	27 735	169 394	619 404	
IV	288 900	98 903	110 705	3 065	212 673	47 204	..	93 499	19 130	32 317	192 150	693 723	
2009													
I	297 418	106 197	120 765	5 402	232 365	44 644	..	89 325	20 215	32 860	187 043	716 826	
II	272 885	100 131	115 437	4 562	220 129	50 200	..	88 475	20 700	33 613	192 988	686 002	
III	259 876	91 084	110 643	3 888	205 615	48 488	..	92 438	19 779	33 022	193 727	659 218	
IV	252 387	90 986	112 124	4 062	207 173	49 799	..	99 803	18 137	33 454	201 194	660 754	
2010 P													
I	243 112	88 171	109 173	5 137	202 481	53 284	..	111 678	18 033	35 157	218 152	663 745	
II	257 551	87 577	115 803	4 718	208 097	48 051	..	114 361	19 858	38 060	220 329	685 978	
III	254 452	84 771	114 406	6 498	205 675	44 484	..	112 701	19 709	37 925	214 819	674 947	
IV	249 910	84 548	110 439	5 077	200 064	45 604	..	112 982	18 987	43 006	220 579	670 553	
2011 P													
I	244 635	81 352	109 333	5 325	196 009	48 472	..	128 908	19 891	41 651	238 922	679 566	
II	245 156	74 074	112 213	4 625	190 913	52 200	..	140 233	20 910	40 169	253 513	689 582	

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-2
Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Total	Autres investissements			Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Emprunts ³		Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵			
Vecteurs annuel	v235437	v235438	v235439	v235441	v235447	v235440	v235442	v235443	v235448	v235436	v235444
Vecteurs trimestriel	v20862996	v20863002	v20863005	v20863008	v20862999	v20863014	v20863017	v20863020	v20863011	v20862993	v20863023
	millions de dollars										
1998											
II	134 900	186 785	53 999	19 589	260 373	21 244	81 602	8 327	111 173	506 446	-189 400
III	141 549	190 558	58 193	23 046	271 797	21 809	85 935	8 503	116 247	529 594	-208 365
IV	146 893	195 133	61 239	22 993	279 365	19 913	95 484	8 409	123 806	550 063	-220 737
1999											
I	151 828	195 738	61 143	19 311	276 191	20 516	81 769	9 591	111 876	539 896	-213 494
II	155 061	195 064	63 599	17 932	276 595	19 555	64 253	9 842	93 650	525 306	-202 649
III	166 478	194 819	64 488	17 192	276 498	20 012	65 395	9 720	95 127	538 103	-202 469
IV	176 045	194 794	65 356	15 934	276 084	20 503	68 200	9 455	98 158	550 286	-199 639
2000											
I	183 490	192 205	74 160	18 115	284 480	19 350	73 085	10 204	102 639	570 609	-206 167
II	198 725	191 954	79 253	17 505	288 712	18 775	76 629	10 154	105 558	592 995	-200 636
III	204 045	195 429	83 013	14 272	292 714	19 630	74 272	10 407	104 310	601 069	-198 282
IV	193 651	194 720	79 993	17 097	291 809	22 496	72 822	9 917	105 234	590 695	-183 634
2001											
I	200 865	215 400	80 095	13 527	309 022	20 232	78 663	10 197	109 092	618 980	-192 360
II	209 048	216 783	70 858	14 719	302 360	21 739	72 111	10 589	104 439	615 847	-202 873
III	212 842	224 422	70 419	11 723	306 564	28 784	81 005	10 650	120 439	639 844	-212 841
IV	219 927	248 872	70 054	13 581	332 507	23 082	89 866	10 213	123 161	675 595	-240 500
2002											
I	227 267	257 667	70 315	14 839	342 822	25 046	97 310	10 531	132 887	702 976	-261 180
II	230 602	249 479	73 095	14 743	337 316	22 046	95 528	10 228	127 803	695 721	-268 224
III	230 374	263 918	71 770	14 213	349 901	21 855	102 181	10 388	134 424	714 699	-266 046
IV	231 566	264 933	73 313	15 327	353 573	22 513	105 313	10 542	138 368	723 507	-258 172
2003											
I	236 259	250 124	73 626	13 071	336 820	18 108	122 488	10 545	151 141	724 221	-276 637
II	239 564	233 176	74 943	12 590	320 710	16 729	93 506	9 936	120 171	680 445	-268 396
III	237 585	223 146	76 631	11 244	311 022	15 763	100 293	10 045	126 101	674 708	-258 211
IV	238 057	224 696	77 062	13 383	315 141	14 611	105 990	9 990	130 591	683 789	-271 682
2004											
I	239 391	233 626	78 422	11 118	323 166	17 013	101 169	10 729	128 912	691 469	-275 527
II	237 585	241 685	86 611	12 014	340 310	16 693	106 541	10 592	133 827	711 722	-246 595
III	245 200	233 099	88 416	10 902	332 417	17 277	99 547	10 101	126 926	704 542	-247 127
IV	243 328	227 035	90 957	12 135	330 127	18 126	97 743	9 914	125 783	699 238	-249 460
2005											
I	243 526	224 320	91 794	12 220	328 334	16 124	93 450	10 030	119 604	691 464	-225 451
II	245 685	231 359	88 710	12 359	332 427	18 131	92 510	10 684	121 325	699 437	-216 817
III	256 988	219 217	88 478	10 397	318 091	18 124	108 801	11 352	138 276	713 355	-231 467
IV	251 477	211 905	85 463	11 876	309 244	17 657	110 665	10 775	139 097	699 818	-219 205
2006											
I	258 459	212 467	86 451	14 850	313 768	18 006	100 063	10 817	128 886	701 113	-195 891
II	260 345	204 535	88 573	17 351	310 459	24 088	110 298	10 650	145 036	715 840	-203 768
III	263 195	212 192	88 056	16 877	317 125	30 755	102 768	10 600	144 123	724 443	-186 344
IV	265 096	222 641	86 547	15 634	324 822	33 763	111 634	10 566	155 963	745 881	-191 563
2007											
I	270 919	224 257	89 453	15 040	328 749	32 448	124 334	12 849	169 631	769 299	-181 781
II	276 650	209 859	92 724	15 125	317 708	30 734	133 491	13 245	177 471	771 829	-206 908
III	278 656	200 821	92 194	15 441	308 456	28 898	123 291	13 888	166 077	753 189	-203 047
IV	290 983	201 596	85 313	15 222	302 131	26 416	128 213	12 456	167 084	760 199	-192 696
2008											
I	293 446	211 226	88 550	12 366	312 142	31 156	149 162	12 734	193 053	798 641	-192 691
II	295 104	224 252	91 872	14 138	330 262	34 168	137 366	13 045	184 579	809 945	-209 107
III	295 540	235 100	88 845	16 041	339 986	33 635	130 729	13 047	177 411	812 937	-193 533
IV	295 400	255 941	85 684	23 556	365 181	37 400	152 679	11 600	201 679	862 260	-168 537
2009											
I	292 740	272 550	86 679	35 296	394 525	40 609	160 016	11 343	211 968	899 232	-182 406
II	289 884	275 521	89 428	32 313	397 262	33 274	142 128	11 067	186 469	873 615	-187 613
III	292 834	274 464	95 101	28 528	398 094	34 442	141 056	11 084	186 582	877 510	-218 292
IV	291 369	284 511	95 939	25 260	405 710	31 494	144 775	10 702	186 970	884 049	-223 295
2010 P											
I	300 234	290 846	95 900	24 224	410 970	34 150	159 851	10 952	204 953	916 157	-252 411
II	307 095	318 870	99 065	23 942	441 877	38 448	146 661	11 390	196 499	945 471	-259 493
III	314 794	327 302	100 837	24 003	452 142	36 618	157 341	11 005	204 965	971 900	-296 954
IV	306 141	334 759	102 899	26 237	463 895	37 034	162 369	10 683	210 086	980 122	-309 570
2011 P											
I	310 847	341 656	105 723	26 989	474 368	33 681	154 102	10 543	198 326	983 541	-303 975
II	316 897	347 021	106 809	30 455	484 284	30 613	166 886	10 614	208 114	1 009 294	-319 712

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis — Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Total	Autres investissements					Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵	Total		
											Prêts ²		Provisions^{3}
Vecteurs	v20862964	v20862970	v20862973	v30615507	v20862967	v20862979	v20862982	v20862985	v20862988	v20862991	v20862976	v20862961
millions de dollars												
1998												
II	111 191	10 414	52 341	..	62 755	44 874	-10 162	61 513	6 688	38 782	141 695	315 640
III	122 978	11 478	56 494	..	67 972	46 010	-10 396	65 372	13 404	39 945	154 335	345 285
IV	129 642	12 290	59 049	..	71 338	37 075	-10 665	73 077	15 164	41 389	156 040	357 021
1999												
I	127 459	12 447	61 916	..	74 364	34 461	-10 668	57 649	14 208	40 519	136 169	337 992
II	125 642	12 090	66 008	..	78 098	35 731	-10 686	51 041	15 693	39 941	131 721	335 460
III	136 532	12 292	74 046	..	86 337	38 441	-10 808	60 166	17 318	39 276	144 393	367 262
IV	138 956	13 032	77 685	..	90 718	36 996	-10 851	53 684	18 096	39 101	137 026	366 699
2000												
I	144 321	14 351	76 367	..	90 718	36 221	-10 675	45 853	19 773	39 988	131 161	366 200
II	159 667	13 847	78 849	..	92 696	37 823	-10 808	52 020	20 365	40 503	139 904	392 267
III	164 242	14 012	76 554	..	90 566	40 760	-10 871	55 722	21 976	40 281	147 868	402 677
IV	178 564	14 102	82 858	..	96 960	38 679	-10 917	52 545	24 077	40 610	144 994	420 517
2001												
I	188 880	14 733	85 025	..	99 758	38 671	-11 526	52 703	27 935	41 893	149 676	438 313
II	187 439	14 125	84 994	..	99 118	39 984	-11 459	53 227	25 301	40 489	147 542	434 100
III	207 151	15 337	93 379	..	108 716	42 779	-11 641	52 740	29 915	40 463	154 256	470 123
IV	210 771	15 057	92 518	..	107 575	43 153	-11 822	65 882	30 538	40 785	168 535	486 882
2002												
I	208 088	14 166	90 880	2 072	107 119	45 867	-11 821	63 092	32 963	39 264	169 365	484 571
II	210 694	13 638	94 498	1 872	110 008	40 239	-11 700	59 792	35 768	38 298	162 397	483 099
III	230 191	14 643	97 847	1 860	114 350	40 829	-11 843	60 325	35 181	37 726	162 219	506 759
IV	235 502	15 614	98 299	1 957	115 869	43 629	-11 918	58 572	35 746	36 449	162 477	513 848
2003												
I	226 244	15 241	94 162	1 935	111 338	41 666	..	61 880	33 959	31 446	168 951	506 533
II	218 491	12 915	91 325	3 179	107 419	35 501	..	50 133	33 556	30 634	149 824	475 733
III	225 460	13 332	95 286	3 608	112 226	30 647	..	52 860	33 646	30 698	147 851	485 536
IV	242 612	13 597	99 802	3 842	117 241	29 273	..	56 864	32 637	30 414	149 188	509 041
2004												
I	248 704	15 071	101 562	5 699	122 332	35 948	..	59 857	32 156	20 820	148 782	519 818
II	252 607	15 501	103 039	5 570	124 110	39 768	..	63 305	31 785	21 861	156 720	533 437
III	243 967	17 855	100 082	5 982	123 919	31 726	..	52 867	28 854	21 402	134 849	502 735
IV	250 086	18 509	103 623	5 552	127 684	24 606	..	55 155	27 352	18 130	125 242	503 012
2005												
I	248 416	21 020	103 555	5 665	130 241	30 149	..	58 877	28 919	20 260	138 205	516 861
II	249 658	21 705	101 830	7 162	130 697	27 612	..	63 511	27 263	20 579	138 966	519 321
III	246 497	23 866	98 449	6 838	129 153	25 506	..	68 446	24 367	19 759	138 078	513 728
IV	249 798	26 284	98 415	7 754	132 453	23 697	..	65 402	24 491	19 958	133 547	515 798
2006												
I	253 124	28 484	102 618	9 259	140 361	32 081	..	81 230	25 873	18 258	157 442	550 927
II	259 612	31 233	106 084	6 441	143 758	34 424	..	84 278	27 422	18 147	164 271	567 640
III	267 300	36 102	108 127	9 751	153 980	30 807	..	86 788	27 180	18 065	162 841	584 121
IV	294 819	44 417	119 144	11 310	174 871	30 481	..	80 666	28 590	17 958	157 695	627 385
2007												
I	299 165	55 021	123 375	12 145	190 541	35 063	..	78 373	29 296	15 882	158 613	648 319
II	286 334	60 002	118 324	12 265	190 591	34 871	..	82 675	27 455	16 346	161 348	638 273
III	278 337	59 554	118 607	4 416	182 577	38 748	..	88 384	27 257	15 187	169 576	630 490
IV	286 687	60 008	123 085	3 507	186 601	35 090	..	92 796	26 944	16 253	171 084	644 372
2008												
I	315 677	58 665	141 845	2 018	202 527	39 294	..	101 967	29 429	17 981	188 671	706 875
II	320 213	52 594	145 750	1 613	199 957	43 286	..	103 798	29 467	18 471	195 022	715 192
III	323 145	47 298	145 285	1 273	193 857	42 290	..	114 694	27 583	19 542	204 109	721 111
IV	353 126	46 078	167 132	423	213 633	46 305	..	133 274	32 234	22 346	234 159	800 919
2009												
I	367 561	44 984	172 056	349	217 390	52 444	..	140 821	32 934	21 611	247 810	832 760
II	370 014	45 374	167 967	484	213 826	48 485	..	129 258	30 063	21 241	229 047	812 887
III	362 155	43 057	157 311	480	200 847	51 670	..	124 230	40 952	21 266	238 118	801 121
IV	368 794	43 972	149 090	567	193 629	53 681	..	125 217	37 874	21 173	237 945	800 367
2010 P												
I	346 012	40 632	145 381	501	186 513	59 783	..	117 622	38 128	29 434	244 967	777 492
II	356 429	41 993	148 413	391	190 798	61 491	..	124 057	36 742	29 829	252 119	799 346
III	357 089	42 920	152 650	790	196 359	61 767	..	118 043	38 485	29 399	247 693	801 142
IV	366 779	44 233	148 327	1 648	194 208	63 956	..	112 783	36 262	30 100	243 100	804 087
2011 P												
I	371 432	44 587	147 577	1 500	193 665	61 727	..	104 832	37 796	29 896	234 251	799 348
II	374 714	46 096	150 714	1 329	198 139	63 332	..	106 281	37 739	31 354	238 707	811 560

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-2

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
Vecteurs	v20862997	v20863003	v20863006	v20863009	v20863000	v20863015	v20863018	v20863021	v20863012	v20862994	v20863024
millions de dollars											
1998											
II	67 288	194 048	3 230	17 152	214 430	35 885	82 903	10 790	129 578	411 295	-95 655
III	69 526	203 875	3 104	16 476	223 455	37 228	84 753	10 583	132 564	425 545	-80 260
IV	72 496	210 639	3 104	18 275	232 019	35 534	85 128	10 740	131 401	435 916	-78 896
1999											
I	73 233	201 274	2 651	16 205	220 129	35 070	80 557	11 078	126 706	420 068	-82 076
II	78 617	197 067	2 988	13 033	213 088	34 638	76 821	11 239	122 698	414 403	-78 943
III	80 379	199 712	3 763	11 269	214 744	36 453	79 461	11 095	127 008	422 131	-54 869
IV	76 519	194 598	3 714	11 742	210 054	36 499	76 556	11 109	124 165	410 738	-44 039
2000											
I	82 915	188 375	4 109	12 598	205 081	38 418	69 068	11 361	118 847	406 844	-40 644
II	90 879	187 832	4 204	10 940	202 975	40 562	71 636	11 438	123 636	417 490	-25 223
III	97 201	181 799	4 880	10 715	197 393	40 651	70 287	11 410	122 349	416 942	-14 266
IV	125 465	177 720	7 123	10 865	195 708	38 179	74 929	11 439	124 547	445 720	-25 203
2001											
I	125 476	175 869	7 601	9 724	193 194	35 830	88 161	11 447	135 438	454 109	-15 795
II	126 904	169 433	7 461	8 478	185 372	36 418	82 005	11 384	129 806	442 082	-7 982
III	125 526	178 334	7 549	7 747	193 630	34 336	91 669	11 504	137 508	456 665	13 458
IV	120 503	178 356	7 433	7 882	193 671	32 953	91 189	11 504	135 645	449 819	37 063
2002											
I	121 298	176 120	6 614	10 219	192 954	33 121	91 379	11 736	136 236	450 487	34 084
II	123 690	174 648	6 681	9 135	190 464	31 547	88 148	11 658	131 352	445 505	37 594
III	124 834	180 501	7 101	8 590	196 192	35 969	94 312	11 676	141 957	462 984	43 775
IV	125 253	184 140	7 304	9 958	201 402	36 258	89 723	11 733	137 714	464 368	49 480
2003											
I	127 968	182 028	6 559	10 109	198 696	37 647	81 603	11 469	130 719	457 382	49 151
II	131 053	179 797	6 292	10 075	196 165	35 782	76 482	11 497	123 761	450 979	24 754
III	133 491	179 769	6 450	9 481	195 700	35 810	77 750	11 481	125 041	454 232	31 304
IV	135 628	176 354	7 650	8 005	192 009	37 787	77 135	11 500	126 422	454 058	54 983
2004											
I	138 616	176 817	8 393	7 726	192 936	36 749	73 417	11 883	122 048	453 600	66 217
II	136 539	177 871	8 440	8 838	195 149	38 701	84 827	11 775	135 303	466 991	66 446
III	139 607	174 083	9 215	7 209	190 508	28 112	86 059	11 750	125 921	456 035	46 700
IV	136 122	175 201	9 084	7 486	191 771	26 023	78 235	11 826	116 084	443 977	59 035
2005											
I	135 924	179 738	7 906	6 408	194 052	34 012	81 792	12 307	128 111	458 086	58 775
II	136 707	174 810	7 430	7 351	189 592	33 834	88 719	12 212	134 765	461 063	58 258
III	138 111	170 411	7 831	7 290	185 531	27 355	90 001	11 985	129 341	452 983	60 745
IV	146 351	176 023	8 069	8 907	192 999	20 563	90 359	11 246	122 168	461 518	54 280
2006											
I	149 322	176 318	9 662	8 018	193 998	23 801	113 636	11 686	149 123	492 443	58 484
II	151 586	175 319	10 713	9 709	195 741	23 546	124 273	11 464	159 283	506 609	61 031
III	160 771	170 953	9 054	9 054	190 732	23 419	132 924	11 461	167 804	519 306	64 815
IV	172 074	187 380	10 157	8 881	206 418	21 945	115 148	11 121	148 214	526 706	100 679
2007											
I	178 186	191 194	9 750	8 690	209 634	27 262	122 683	12 942	162 887	550 706	97 613
II	185 729	183 344	8 848	8 964	201 156	29 705	118 182	13 675	161 561	548 446	89 826
III	203 084	178 527	8 931	6 942	194 400	26 301	115 898	14 125	156 324	553 807	76 683
IV	219 155	183 098	6 806	6 778	196 682	35 409	115 305	14 924	165 637	581 475	62 897
2008											
I	225 989	198 277	6 565	6 406	211 248	37 978	120 763	14 927	173 668	610 905	95 970
II	231 351	204 857	6 887	7 250	218 994	34 745	115 939	14 611	165 295	615 640	99 552
III	241 007	195 883	9 076	7 612	212 571	39 236	130 452	14 323	184 011	637 589	83 522
IV	247 332	202 933	13 098	11 343	227 374	44 288	148 937	12 736	205 961	680 667	120 252
2009											
I	247 651	206 081	12 715	9 531	228 327	43 128	153 696	12 821	209 645	685 623	147 137
II	248 528	213 973	12 571	12 463	239 006	38 027	144 196	12 412	194 635	682 169	130 719
III	254 286	204 323	15 814	7 685	227 821	34 584	145 130	21 303	201 017	683 124	117 997
IV	256 209	213 312	14 933	7 627	235 872	36 338	137 675	21 407	195 420	687 502	112 866
2010 P											
I	260 183	212 143	14 726	8 303	235 171	39 279	125 067	21 015	185 361	680 715	96 777
II	265 237	226 970	15 754	9 439	252 163	37 859	121 444	20 793	180 096	697 497	101 849
III	252 762	240 518	15 522	9 478	265 518	37 214	108 545	20 969	166 728	685 008	116 134
IV	255 475	240 363	17 334	9 323	267 020	41 552	106 023	20 660	168 235	690 730	113 357
2011 P											
I	258 877	239 446	18 810	9 123	267 379	38 527	121 920	21 408	181 855	708 111	91 237
II	258 644	246 373	18 729	10 956	276 058	38 945	114 685	21 328	174 958	709 661	101 900

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-1
Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵	Total	
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235450	v235452	v235453	v30615499	v235467	v235455	v235451	v235456	v235454	v235457	v235468	v235449
	millions de dollars											
1998	24 956	1 204	14 641	..	15 845	3 818	-62	15 354	6	1 568	20 684	61 485
1999	25 686	1 461	16 691	..	18 153	4 606	-68	17 238	4	1 647	23 427	67 266
2000	35 170	1 301	19 209	..	20 510	4 660	-40	17 324	6	1 712	23 663	79 343
2001	39 682	1 910	22 239	..	24 148	9 108	-10	26 593	6	2 549	38 245	102 075
2002	40 749	1 824	24 948	226	26 998	10 698	-7	25 518	8	1 392	37 609	105 356
2003	43 902	1 786	24 237	2 092	28 115	7 182	..	23 066	6	1 229	31 483	103 500
2004	44 358	2 006	25 430	4 714	32 150	3 753	..	27 039	4	845	31 641	108 149
2005	46 410	3 600	23 835	6 110	33 544	7 316	..	30 499	3	1 054	38 872	118 825
2006	58 518	5 951	26 242	7 906	40 099	9 639	..	33 627	0	601	43 866	142 484
2007	59 762	7 736	26 620	1 389	35 745	11 804	..	35 609	0	629	48 043	143 549
2008	65 070	6 254	29 078	154	35 486	10 665	..	50 625	0	640	61 929	162 485
2009	73 402	6 020	24 750	225	30 995	8 159	..	54 610	0	636	63 405	167 802
2010 P	70 160	5 833	22 957	252	29 042	15 858	..	49 339	0	559	65 756	164 958

Note(s): Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-2
Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total	Total du passif	
Vecteurs	v235459	v235460	v235461	v235463	v235469	v235462	v235464	v235465	v235470	v235458	v235466
	millions de dollars										
1998	17 042	37 705	723	5 781	44 209	11 732	31 914	261	43 907	105 159	-43 674
1999	15 279	37 024	1 023	4 765	42 812	11 838	29 303	247	41 388	99 479	-32 213
2000	23 955	39 033	2 275	3 220	44 527	14 320	30 174	218	44 712	113 194	-33 851
2001	26 913	44 595	2 423	2 785	49 803	11 610	42 965	231	54 806	131 522	-29 447
2002	27 552	51 086	2 433	5 989	59 509	16 468	39 991	222	56 682	143 743	-38 387
2003	26 002	51 729	1 805	3 850	57 384	16 744	39 438	242	56 424	139 810	-36 310
2004	25 318	55 443	2 237	3 814	61 493	10 683	40 232	250	51 165	137 976	-29 826
2005	29 499	57 193	1 710	3 971	62 873	10 347	47 053	240	57 640	150 013	-31 188
2006	39 409	66 590	1 949	3 100	71 639	10 753	61 192	380	72 325	183 373	-40 890
2007	56 649	66 652	1 491	1 398	69 541	19 265	49 354	439	69 058	195 248	-51 699
2008	51 275	81 424	2 492	2 955	86 871	24 543	63 632	390	88 566	226 712	-64 227
2009	44 758	94 548	2 754	1 632	98 934	16 290	58 479	359	75 127	218 819	-51 017
2010 P	42 178	104 655	4 607	3 471	112 732	21 480	50 277	356	72 114	227 024	-62 066

Note(s): Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-1
Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵		
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235516	v235518	v235519	v30615502	v235533	v235521	v235517	v235522	v235520	v235523	v235534	v235515
	millions de dollars											
1998	3 268	467	8 166	..	8 632	708	0	4 593	0	1 151	6 453	18 353
1999	3 853	642	16 104	..	16 746	523	0	2 088	0	1 159	3 771	24 370
2000	5 613	334	13 129	..	13 463	764	0	289	0	1 123	2 176	21 253
2001	7 026	713	14 133	..	14 847	920	0	2 574	0	989	4 483	26 355
2002	9 708	382	13 645	0	14 027	375	0	3 379	0	742	4 495	28 230
2003	8 444	659	14 602	0	15 261	285	..	789	0	849	1 923	25 628
2004	8 367	1 154	15 998	0	17 152	210	..	957	0	351	1 519	27 037
2005	6 559	1 509	14 999	0	16 508	127	..	1 027	0	524	1 677	24 744
2006	3 780	1 563	21 264	0	22 827	120	..	1 335	0	486	1 941	28 548
2007	2 625	2 570	21 819	0	24 389	71	..	1 209	0	871	2 152	29 166
2008	4 242	2 444	31 046	0	33 490	59	..	1 508	0	701	2 268	40 000
2009	6 603	1 852	20 408	0	22 260	47	..	1 417	0	732	2 196	31 059
2010 P	7 324	2 027	22 506	2	24 535	106	..	5 288	0	957	6 351	38 210

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-2
Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs	v235525	v235526	v235527	v235529	v235535	v235528	v235530	v235531	v235536	v235524	v235532
	millions de dollars										
1998	8 393	45 021	128	8	45 158	5 229	1 332	502	7 063	60 613	-42 260
1999	8 270	41 313	20	43	41 376	4 986	1 082	559	6 627	56 272	-31 902
2000	8 041	35 892	36	198	36 126	4 452	1 074	537	6 063	50 231	-28 978
2001	7 864	34 269	23	23	34 315	3 942	2 399	525	6 866	49 046	-22 691
2002	9 305	31 937	37	32	32 005	3 761	1 733	528	6 022	47 333	-19 103
2003	9 892	31 444	38	44	31 526	2 758	397	596	3 751	45 169	-19 541
2004	9 939	25 938	186	20	26 144	1 551	326	657	2 535	38 618	-11 581
2005	10 523	26 200	79	25	26 303	1 383	373	546	2 302	39 127	-14 384
2006	13 439	28 358	38	30	28 426	1 353	1 263	612	3 227	45 093	-16 545
2007	13 625	30 574	54	26	30 654	1 347	1 893	1 038	4 278	48 557	-19 391
2008	12 411	40 482	788	23	41 294	910	3 693	625	5 228	58 933	-18 932
2009	14 407	39 847	1 068	5	40 919	2 581	1 036	640	4 257	59 584	-28 525
2010 P	15 995	44 416	1 100	6	45 522	2 499	667	701	3 867	65 384	-27 174

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-1
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵		
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235494	v235496	v235497	v30615501	v235511	v235499	v235495	v235500	v235498	v235501	v235512	v235493
	millions de dollars											
1998	29 149	3 484	21 255	..	24 739	1 898	-7	6 262	1 421	2 005	11 579	65 466
1999	28 384	3 222	26 738	..	29 960	1 892	-3	5 496	2 538	2 010	11 933	70 276
2000	39 998	5 050	31 205	..	36 255	2 844	-4	7 525	6 991	2 157	19 514	95 767
2001	42 783	4 598	32 815	..	37 413	1 546	-7	8 784	6 116	2 546	18 984	99 181
2002	49 515	4 971	35 594	113	40 678	1 158	-6	5 837	5 109	2 418	14 517	104 710
2003	63 251	5 434	35 141	106	40 680	791	..	8 696	1 676	2 670	13 834	117 765
2004	77 017	7 363	35 134	285	42 782	3 278	..	9 043	1 038	2 529	15 887	135 686
2005	67 585	10 676	31 253	1 573	43 502	2 589	..	14 355	1 109	1 760	19 813	130 901
2006	74 390	21 186	37 457	3 220	61 863	3 796	..	14 251	963	1 642	20 652	156 906
2007	72 829	28 019	38 743	2 056	68 819	3 634	..	19 835	749	1 544	25 763	167 410
2008	92 726	22 481	52 824	251	75 556	7 922	..	26 696	2 946	3 955	41 519	209 801
2009	90 703	20 381	50 605	176	71 162	13 095	..	19 564	2 264	4 369	39 292	201 157
2010 P	75 564	20 274	48 040	149	68 463	15 073	..	20 807	1 994	4 158	42 034	186 061

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-2
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs	v235503	v235504	v235505	v235507	v235513	v235506	v235508	v235509	v235514	v235502	v235510
	millions de dollars										
1998	31 126	59 655	1 081	3 462	64 198	4 184	5 769	571	10 525	105 848	-40 382
1999	36 341	54 559	1 157	2 302	58 018	2 606	5 817	950	9 373	103 732	-33 455
2000	72 008	48 504	444	1 544	50 492	3 154	5 469	1 093	9 717	132 216	-36 449
2001	65 144	52 023	523	1 198	53 745	1 431	6 939	1 057	9 427	128 316	-29 135
2002	66 687	55 082	525	343	55 951	804	8 009	1 096	9 909	132 547	-27 837
2003	76 156	53 666	1 514	238	55 418	519	5 409	1 106	7 034	138 608	-20 844
2004	74 962	53 050	1 502	267	54 819	1 657	7 148	1 159	9 964	139 745	-4 060
2005	71 998	51 098	1 450	1 048	53 596	2 768	11 824	1 048	15 641	141 235	-10 334
2006	68 792	50 890	1 950	444	53 284	4 141	5 709	957	10 807	132 884	24 022
2007	81 769	44 173	634	494	45 301	6 883	6 580	1 581	15 044	142 113	25 297
2008	103 065	38 423	3 599	390	42 412	7 914	8 400	1 057	17 371	162 848	46 953
2009	103 578	31 191	4 091	2 511	37 793	6 794	8 385	1 331	16 510	157 881	43 276
2010 P	106 626	26 000	3 073	2 510	31 583	7 209	8 567	1 117	16 893	155 102	30 959

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-1
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵		
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235538	v235540	v235541	v30615503	v235555	v235543	v235539	v235544	v235542	v235545	v235556	v235537
	millions de dollars											
1998	11 579	2 493	6 939	..	9 432	2 709	0	4 435	2	2 102	9 247	30 258
1999	12 381	1 852	7 860	..	9 712	1 389	0	4 425	2	1 665	7 481	29 574
2000	17 600	1 749	9 004	..	10 753	3 256	0	4 638	2	2 109	10 005	38 358
2001	26 449	2 134	10 972	..	13 106	5 847	0	4 469	1	1 954	12 270	51 826
2002	31 077	2 292	13 446	155	15 893	8 491	0	4 831	1	1 488	14 812	61 781
2003	28 986	2 302	12 477	218	14 996	9 427	..	4 575	4	1 382	15 388	59 371
2004	21 089	4 049	12 041	42	16 131	7 199	..	5 561	1	710	13 471	50 692
2005	21 998	5 408	11 069	72	16 549	3 885	..	5 907	0	1 633	11 424	49 971
2006	23 264	7 832	12 849	127	20 808	4 499	..	6 378	0	952	11 828	55 900
2007	24 997	10 187	13 210	57	23 454	4 380	..	9 398	0	897	14 675	63 127
2008	26 197	5 447	21 638	0	27 085	7 019	..	14 467	0	1 614	23 099	76 381
2009	29 981	5 669	19 649	165	25 483	6 869	..	17 896	0	920	25 685	81 149
2010 P	37 430	5 889	20 820	1 237	27 946	7 632	..	14 982	0	1 317	23 932	89 308

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-2
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs	v235547	v235548	v235549	v235551	v235557	v235550	v235552	v235553	v235558	v235546	v235554
	millions de dollars										
1998	8 958	34 194	340	3 904	38 439	953	7 232	693	8 877	56 273	-26 015
1999	10 115	31 141	227	1 991	33 360	1 007	4 252	765	6 023	49 498	-19 924
2000	13 280	26 782	2 246	1 771	30 800	905	4 461	739	6 105	50 184	-11 826
2001	11 039	23 892	2 341	915	27 148	535	5 302	919	6 756	44 943	6 882
2002	11 337	22 693	2 278	388	25 359	170	6 258	874	7 302	43 999	17 783
2003	11 735	18 336	2 231	391	20 958	3 135	4 255	800	8 191	40 884	18 486
2004	12 526	15 931	2 208	462	18 601	1 792	3 847	818	6 458	37 585	13 107
2005	17 642	13 960	1 746	454	16 160	614	4 454	1 142	6 211	40 013	9 957
2006	19 923	14 196	1 921	486	16 604	364	7 811	1 099	9 274	45 800	10 100
2007	24 281	12 177	131	453	12 761	1 041	8 128	1 156	10 325	47 367	15 760
2008	27 800	12 550	1 578	886	15 015	1 440	6 306	1 303	9 049	51 864	24 517
2009	31 286	11 533	1 822	1 198	14 553	1 349	7 028	1 082	9 459	55 298	25 850
2010 P	27 229	20 131	3 004	818	23 953	1 279	7 800	1 206	10 285	61 467	27 841

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵		
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235560	v235562	v235563	v30615504	v235577	v235565	v235561	v235566	v235564	v235567	v235578	v235559
	millions de dollars											
1998	60 691	4 642	8 048	..	12 690	27 942	-10 596	42 432	13 736	34 563	108 078	181 459
1999	68 651	5 855	10 291	..	16 146	28 586	-10 780	24 437	15 552	32 620	90 414	175 212
2000	80 182	5 666	10 311	..	15 977	27 154	-10 873	22 768	17 078	33 509	89 636	185 796
2001	94 832	5 702	12 358	..	18 060	25 732	-11 805	23 463	24 415	32 748	94 553	207 445
2002	104 455	6 143	10 666	1 464	18 274	22 906	-11 905	19 006	30 628	30 408	91 043	213 771
2003	98 028	3 416	13 345	1 428	18 189	11 588	..	19 737	30 951	24 285	86 560	202 777
2004	99 256	3 939	15 019	510	19 468	10 167	..	12 554	26 308	13 695	62 724	181 448
2005	107 247	5 092	17 259	0	22 351	9 780	..	13 615	23 378	14 987	61 761	191 358
2006	134 867	7 885	21 332	58	29 275	12 427	..	25 076	27 626	14 277	79 407	243 548
2007	126 474	11 496	22 694	4	34 195	15 201	..	26 744	26 195	12 312	80 451	241 120
2008	164 890	9 451	32 547	18	42 016	20 641	..	39 978	29 289	15 436	105 345	312 251
2009	168 105	10 050	33 678	2	43 729	25 511	..	31 730	35 610	14 516	107 367	319 201
2010 P	176 299	10 211	34 004	7	44 222	25 287	..	22 365	34 267	23 109	105 028	325 550

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Passif

Année	Passif									Bilan net des investissements internationaux du Canada	
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements			Total du passif		
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs			
Vecteurs	v235569	v235570	v235571	v235573	v235579	v235572	v235574	v235575	v235580	v235568	v235576
	millions de dollars										
1998	6 978	34 063	832	5 120	40 015	13 390	38 955	8 713	61 058	108 051	73 408
1999	6 514	30 561	1 288	2 640	34 489	16 061	36 103	8 588	60 753	101 756	73 456
2000	8 181	27 509	2 123	4 131	33 763	15 348	33 751	8 852	57 951	99 896	85 900
2001	9 542	23 576	2 123	2 961	28 660	15 434	33 584	8 772	57 790	95 992	111 453
2002	10 371	23 341	2 031	3 205	28 578	15 055	33 731	9 012	57 799	96 747	117 024
2003	11 842	21 179	2 063	3 481	26 723	14 631	27 635	8 755	51 021	89 587	113 191
2004	13 377	24 839	2 951	2 923	30 714	10 339	26 682	8 941	45 963	90 053	91 395
2005	16 688	27 573	3 084	3 410	34 067	5 450	26 655	8 270	40 374	91 129	100 229
2006	30 512	27 346	4 299	4 820	36 464	5 334	39 173	8 073	52 580	119 557	123 991
2007	42 832	29 522	4 497	4 407	38 426	6 873	49 350	10 710	66 933	148 190	92 930
2008	52 780	30 052	4 641	7 089	41 782	9 481	66 907	9 361	85 749	180 311	131 940
2009	62 180	36 194	5 199	2 281	43 673	9 324	62 747	17 995	90 067	195 920	123 281
2010 P	63 447	45 161	5 550	2 518	53 229	9 084	38 713	17 280	65 077	181 753	143 797

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle

Les données trimestrielles du **Bilan des investissements internationaux du Canada** ont été produites à partir de 1990. Des estimés supplémentaires à la valeur au marché pour les investissements de portefeuille en obligations et en actions sont également disponibles à partir de 1990. Au passif, les estimés à la valeur au marché des investissements de portefeuille en effets du marché monétaire canadien sont disponibles à partir de 2002.

Du côté de l'actif, les estimés pour l'investissement de portefeuille dans les instruments en effets du marché monétaire étranger étaient disponibles à partir de 2002. Les effets du marché monétaire faisaient parti de la catégorie, autres investissements, avant cette date.

Investissement direct

Les enquêtes annuelles sur la valeur comptable de l'investissement direct représentent la base des estimations repères pour les positions de fin d'exercice. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimées à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable. Ces flux comprennent les bénéfices réinvestis.

Placements de portefeuille

L'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens sert de repère pour les positions annuelles à la valeur marchande en actions et obligations étrangères. Les positions à la valeur marchande sont converties aux valeurs comptables à l'aide de ratios de capitalisation pour dériver les estimés à la valeur comptable. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande, dans le cas des estimés à la valeur marchande. Les flux à la valeur marchande sont ajustés à la valeur comptable pour obtenir les positions trimestrielles à la valeur comptable. De plus, les estimés à la valeur marchande tiennent compte des fluctuations du prix des actifs.

On utilise un système détaillé pour traiter les données sur les obligations canadiennes et les effets du marché monétaire canadien et étranger. Les positions sont calculées de manière ponctuelle et peuvent être automatiquement produites tous les trois mois. Le système permet de produire des positions à la fois à la valeur comptable et la valeur marchande.

Les positions trimestrielles à la valeur comptable des avoirs en actions canadiennes sont calculées à l'aide des flux trimestriels ajustés selon le ratio de capitalisation. Pour ce qui est de la valeur marchande des actions canadiennes, celle-ci est dérivée sur une base annuelle en convertissant les données repères à la valeur comptable à l'aide de ratios de capitalisation appliqués sur une base détaillée d'instruments. Les estimés trimestriels sont par la suite générés en tenant compte des flux à la valeur marchande et d'un indice de changement de prix.

Autres investissements

Les emprunts en circulation accordés par les banques et les administrations sont disponibles tous les trois mois. Les prêts d'autres sociétés proviennent des enquêtes annuelles et des flux trimestriels. Les dépôts sont également disponibles auprès des banques tous les trois mois. Les avoirs en réserves officielles internationales sont disponibles tous les mois. Les divers autres comptes sont basés sur les enquêtes annuelles et ajustées en positions trimestrielles à l'aide des flux trimestriels.

Fluctuations des devises

De plus, les positions courantes pour tous les comptes exprimés en devise étrangère sont réévaluées tous les trimestres de façon à refléter les changements aux taux de change.

Notes statistiques

Ces notes suivent en principe la structure et le contenu des sources et méthodes les plus récentes pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux¹.

Bilan des investissements internationaux

Cadre conceptuel

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de la position de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents en fin d'exercice. On dresse le bilan canadien en suivant les normes et les conventions internationales exposées dans la cinquième édition du **Manuel de la balance des paiements (1993)** du Fonds monétaire international (FMI). Ce cadre de normalisation est le fruit de vastes consultations avec un groupe de spécialistes de la balance des paiements au sein duquel Statistique Canada a une présence active. L'uniformité des concepts entre les pays et l'application de normes et de conventions communes améliorent la comparabilité des comptes du bilan des investissements internationaux, ce qui constitue un avantage important pour les utilisateurs de données en cette ère de mondialisation².

L'actif financier canadien est l'actif appartenant aux résidents du Canada. Il représente de futurs avantages économiques à recevoir des non-résidents. C'est là un réservoir de valeur qui, à la différence de la plupart des éléments d'actif non financier, n'est pas directement exploité dans l'activité de production, étant plutôt transformable en espèces ou en d'autres instruments financiers. Il découle des opérations passées en instruments financiers avec les non-résidents du Canada.

Le passif financier canadien représente les engagements contractés envers les non-résidents qui résultent des opérations passées en instruments financiers avec ces derniers et [...] dont le règlement pourra nécessiter le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques³.

La désignation « passif financier » ne convient guère dans la mesure où les émissions d'actions canadiennes s'ajoutent aux émissions d'obligations et autres créances canadiennes.

La différence entre le total de l'actif et le total du passif est ce que l'on appelle la position nette au bilan des investissements internationaux. En d'autres termes, la position nette est le solde de ce que possède le Canada des non-résidents (actif extérieur) et de ce qu'il doit aux non-résidents (passif extérieur). Dans son histoire, le Canada a eu et a encore moins d'actifs que de passifs avec les non-résidents, d'où une position nette d'engagements internationaux.

1. La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits, produit n° 67-506-XPF au catalogue de Statistique Canada. Adresse Internet : www.statcan.ca/francais/freepub/67-506-XIF/free_f.htm
2. Les états du bilan des investissements internationaux des divers pays figurent dans le Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook, Washington, DC, Fonds monétaire international.
3. Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, Institut canadien des comptables agréés, décembre 1997, 1000.35.

Nature de l'actif et du passif financiers

Il y a trois catégories d'actif et de passif financiers dans le bilan des investissements internationaux : position d'investissements directs, la position d'investissements de portefeuille et la position d'autres investissements. Ces trois catégories sont largement représentatives de la nature des opérations d'investissement avec d'autres pays. S'il y a investissement direct, c'est que l'investisseur résident d'un pays exerce une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Il s'agit donc d'investissements où cette influence appréciable peut même devenir un intérêt de contrôle. Dans le cas des investissements de portefeuille, l'investisseur en instruments financiers n'exerce pas d'influence appréciable sur l'émetteur non résident de ces instruments. Ainsi en est-il aussi des autres investissements où il n'y a pas d'influence de la part de l'investisseur, mais où, à la différence de la catégorie des investissements de portefeuille, il n'y a généralement pas de marché où s'échangent les instruments de ces autres investissements.

Évaluation de l'actif et du passif extérieurs

Les comptes du bilan des investissements internationaux sont évalués à la valeur au livre des entreprises dans lesquelles l'investissement est fait (principe du débiteur). Cette pratique n'est pas conforme aux normes internationales, qui requièrent que le bilan soit établi à la valeur du marché.

En ce qui a trait aux investissements de portefeuille, les statistiques canadiennes fournissent l'évaluation au prix du marché de ces investissements comme données d'appoint aux données des séries officielles. Signalons que l'évaluation des autres investissements peut être considérée à toutes fins utiles comme une évaluation au prix du marché. Somme toute, les statistiques canadiennes sont disponibles au prix du marché, sauf dans le cas des investissements directs.

La comptabilisation des investissements directs au prix du marché représente un défi important puisque les entreprises ne se reportent généralement pas au prix du marché pour comptabiliser leurs investissements dans des filiales et d'autres entités liées, leurs livres étant la source des données de calcul des investissements directs. Il n'est pas toujours possible d'appliquer le principe énoncé ci-dessus parce que les réévaluations ne sont pas effectuées régulièrement. Par exemple, la valeur comptable portée au bilan est souvent le seul moyen de mesure disponible pour les investissements directs. Elle peut correspondre au coût d'origine, à une évaluation plus récente ou à la valeur courante⁴.

Dans le but d'améliorer les estimations canadiennes et pour contribuer aux efforts internationaux visant l'amélioration des estimations fondées sur la valeur marchande, le Canada a récemment présenté des estimations provisoires agrégées des investissements directs étrangers à la valeur marchande. Il est prévu que durant l'année qui vient, la méthodologie sera améliorée, des estimations remontant à plus loin seront compilées et des estimations trimestrielles des IDE seront produites.

Les valeurs de comptabilisation de l'actif et du passif du Canada changent de période en période à cause des opérations et des variations d'évaluation. Un grand facteur de variation est le taux de change, car on convertit les éléments libellés en devises en se reportant au taux de clôture à la fin de la période de référence. Un autre facteur est la différence entre le prix d'une opération et la valeur de comptabilisation au bilan de la créance qui résulte de cette opération. Comme les positions ne sont pas actuellement réévaluées au prix du marché pour ce qui est de l'investissement direct, les variations d'évaluation autre que celles dues aux taux de change s'expliquent par les variations entre valeurs transactionnelles et valeurs comptables, les réévaluations à la hausse et à la baisse ainsi que les reclassements. Un exemple de reclassement serait celui de comptabiliser initialement des actions ordinaires comme investissement de portefeuille, puis comme investissement direct lorsque la participation a été portée à 10 % et plus du capital-actions.

4. Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, (5^e édition, Publication Services, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, ÉTATS-UNIS, 1993), alinéa 108, p. 29.

Liens avec d'autres systèmes statistiques

Liens avec la balance des paiements

Il existe un lien direct entre les opérations financières de la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux⁵. Les opérations financières avec les non-résidents font augmenter ou diminuer le bilan des investissements avec le reste du monde. Ainsi, l'acquisition de nouveaux avoirs étrangers accroît l'actif au bilan et le remboursement d'engagements extérieurs décroît le passif au bilan. Si tous les flux financiers ont un effet sur ce bilan, on doit dire que les variations de ce dernier ne tiennent pas toutes à des flux financiers. La valeur de l'actif et du passif peut changer à cause des fluctuations des changes ou d'autres réévaluations ou reclassements. Bref, si seules les opérations avec les non-résidents figurent dans la balance des paiements, l'actif et le passif extérieurs traduisent aussi bien les opérations avec les non-résidents que les changements d'évaluation.

Les liens entre le solde du compte courant et le bilan des investissements internationaux passent par le compte capital et financier.

Le solde net du compte capital et financier équivaut à celui du compte courant, mais en inversion de signe.

La position nette des investissements internationaux est le résultat d'une accumulation au fil du temps du compte capital et financier, mais en inversion de signe.

Par conséquent, l'accumulation au fil du temps du compte courant est équivalente au bilan net des investissements internationaux.

Toutefois, à cause des changements d'évaluation et d'autres changements qui se trouvent dans le bilan mais non dans les opérations, on ne peut toutefois établir de correspondance parfaite entre les déficits accumulés par le Canada au compte courant et la position nette au bilan des investissements internationaux.

Liens avec le bilan national

Dans le Système de comptabilité nationale du Canada, on dresse un bilan national pour les trois secteurs de l'économie, c'est-à-dire les particuliers et les entreprises individuelles, les sociétés et les administrations publiques. Les opérations de ces trois secteurs avec les non-résidents appartiennent à un quatrième secteur, soit le reste du monde. Le dernier secteur correspond en fait au bilan des investissements internationaux à deux différences près. D'abord, les comptes extérieurs du bilan national sont présentés du point de vue des non-résidents dans la comptabilité nationale et du point de vue des résidents dans le bilan des investissements internationaux. Ensuite, l'actif et le passif financiers extérieurs du bilan national sont présentés par instrument dans la comptabilité nationale et principalement par fonction dans le bilan des investissements internationaux. On peut également relever de légères différences de classement, car les intérêts à payer sur les obligations seront, par exemple, classés sous « obligations » dans le bilan des investissements internationaux et sous « autres actifs ou autres passifs » dans les flux financiers. Ces différences s'annulent cependant pour l'ensemble de l'actif et du passif. Somme toute, on peut dire qu'il y a concordance parfaite entre les données des deux états.

5. Il convient de noter que les opérations en actifs non financiers non produits devraient influencer sur le bilan, quoique les normes internationales ne décrivent pas le lien entre les opérations en capital sur ces actifs et ce même bilan. Dans les séries canadiennes, les opérations en actifs non financiers non produits n'ont pas été assez importantes jusqu'ici pour justifier leur inclusion au bilan. On propose de classer dans « autres investissements » l'actif et le passif au chapitre de ces opérations (voir chapitre 19, « Application des normes internationales »), La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits.

Interprétation du bilan des investissements internationaux

Interprétation comptable

Le bilan des investissements internationaux présente des données sur la situation financière extérieure du pays à un moment quelconque selon les concepts et les conventions comptables qui s'appliquent. C'est donc là le bilan du Canada avec l'étranger. L'actif de ce bilan représente les avantages économiques futurs qu'attend le Canada de l'étranger du fait des droits créés par les opérations présentes ou passées avec des non-résidents. Dans le **Système de comptabilité nationale de 1993**, on définit ainsi l'actif : Biens qui doivent appartenir à une ou plusieurs unités qui tirent un avantage économique de leur possession et de leur utilisation sur un certain laps de temps⁶.

[...] (la valeur économique) représente une certaine quantité de valeur économique abstraite qui peut être utilisée pour acquérir des biens ou des services⁷.

Le passif est l'engagement que contracte le Canada de fournir des biens ou des services à des non-résidents. Il représente les sommes dues à des créanciers extérieurs ou appartenant à des actionnaires étrangers.

Interprétation analytique

Les données du bilan des investissements internationaux indiquent dans quelle mesure le Canada a, au fil des ans, à la fois fourni (actif extérieur) et reçu (passif extérieur) des ressources financières dans ses rapports avec le reste du monde. L'écart entre l'actif et le passif extérieurs est un solde dégagé qui équivaut à la partie de l'économie canadienne attribuable au reste du monde. Le Canada a été et est encore un débiteur net avec l'étranger.

Position d'investissement direct

Description

Les investissements directs (actif et passif) sont les investissements par lesquels l'investisseur d'une économie acquiert une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise exploitée dans une autre économie.

Dans la pratique, on juge au Canada qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Cette participation en actions avec droit de vote est déterminée par une analyse du faisceau de relations entre les entreprises tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Une entreprise peut détenir par la seule voie directe moins de 10 %, mais encore avoir 10 % des actions avec droit de vote par le biais de propriété d'une autre entreprise qui détient aussi des actions dans l'entreprise initiale (détention indirecte). Une fois le lien d'investissement direct établi parmi un certain nombre d'entreprises, par participation directe ou non, on mesure l'investissement en cause comme intervenant entre deux agents économiques seulement. Ainsi, on appellera investisseur direct une société canadienne détenant au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une société américaine et cette dernière sera appelée une entreprise recevant de l'investissement direct. Il se peut que la société américaine en question ait également des créances sur l'investisseur direct canadien, mais ces créances devraient être moindres que celles de la société canadienne⁸. Ces créances seront déduites des créances de l'investisseur direct canadien envers la société américaine dans la présentation des données d'investissement direct canadien aux États-Unis. Cette présentation s'inscrit dans la mesure directionnelle des investissements directs.

6. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, *Système de comptabilité nationale de 1993*, publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 1.26, p. 6.

7. Ibid, alinéa 2.24, p. 20. [...]

8. Selon les normes internationales, s'il y a appartenance mutuelle de plus de 10 % entre deux entités, la relation d'investissement direct ne doit plus être traitée sur une base nette mais bien sur une base brute. Chaque entité devient un investisseur direct de l'autre entité. Ce traitement brut va à l'encontre du principe directionnel d'investissement direct et peut donner lieu à des bris significatifs dans les séries quand l'appartenance devient graduellement supérieure à 10 % de l'avoir. La recherche se poursuit quant à l'application de cette norme dans les statistiques canadiennes.

L'investisseur direct peut aussi recevoir des investissements d'une autre société étrangère. Si ces investissements représentent 10 % et plus des actions avec droit de vote de l'investisseur direct, celui-ci sera, pour cette société extérieure, une entreprise recevant de l'investissement direct. Il importe de souligner que les notions d'investisseur direct et d'entreprise recevant de l'investissement direct ne sont pas mutuellement exclusives. Une société peut être investisseur direct à l'égard d'une société étrangère et une entreprise recevant de l'investissement direct à l'égard d'une autre.

La mesure de l'investissement direct dans les statistiques canadiennes est la valeur totale du capital propre, des créances à long terme et (depuis 1983) des créances à court terme que détiennent des entreprises dans des entreprises non bancaires étrangères.

Évaluation

On évalue les séries du bilan des investissements directs sur la base des livres des entreprises destinataires de ces investissements. Ainsi, on mesurera les investissements directs du Canada à l'étranger sur la base des livres des entreprises extérieures, et non sur la base de ceux des entreprises résidentes ayant des investissements directs extérieurs. De même, les investissements directs de l'étranger au Canada se mesureront sur la base des livres des entreprises résidentes réceptrices de ces investissements, et non sur ceux des entreprises extérieures.

Les différences de valeurs comptables d'investissements directs de période en période proviennent des facteurs suivants :

- les opérations (qui sont comptabilisées à leur valeur au prix du marché dans le compte financier et qui font l'objet d'une réévaluation à leur valeur comptable pour fins de positions);
- les fluctuations des changes;
- les réorganisations de sociétés;
- les migrations de propriétaires principaux;
- les reclassements entre les catégories des investissements directs à la suite de l'augmentation de la propriété de 10 % ou plus des actions donnant droit de vote (ou, au contraire, à la suite de la diminution de la propriété de 10 % ou moins).

Distinction entre investissement direct et contrôle étranger

Il faut distinguer l'investissement direct du contrôle étranger. Les normes du Fonds monétaire international s'attachent aux investissements directs et se contentent d'évoquer vaguement la notion de contrôle.

La notion d'investissement direct [...] est plus large que celle d'entreprise résidente sous contrôle étranger, que le SCN distingue des entreprises résidentes contrôlées par des intérêts nationaux⁹.

On constate l'inverse dans le **Systeme de comptabilité nationale (SCN) de 1993** où l'accent est mis sur le contrôle.

Le concept d'entreprise résidente sous contrôle étranger du SCN est lié au concept d'entreprise d'investissements directs étrangers de la balance des paiements, en ce sens que le premier est une composante du second [...] La principale caractéristique distincte des investissements directs au sens de la balance des paiements est l'influence significative ou le pouvoir de décision en matière de gestion de l'entreprise, alors que, dans le SCN, les entreprises sous contrôle étranger se caractérisent avant tout par le contrôle¹⁰.

9. Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, 5e édition, Washington, D.C., Fonds monétaire international, 1993, alinéa 360, p. 92.

10. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, Système de la comptabilité nationale de 1993 publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 14.154, p. 373.

Dans les deux cas, le contrôle se définit comme le pouvoir de déterminer la politique générale de la société en nommant au besoin ses administrateurs. Posséder plus de la moitié des actions constitue évidemment une condition suffisante, mais pas nécessaire, pour avoir le contrôle. Néanmoins, comme il peut être difficile de connaître les sociétés dont le contrôle est exercé par une minorité d'actionnaires, il est recommandé de limiter en pratique les sociétés sous contrôle public ou étranger à celles dont les administrations publiques ou des non-résidents détiennent une majorité des parts. Cette recommandation est seulement destinée à servir d'orientation pratique, et elle admet éventuellement des exceptions s'il existe d'autres preuves de l'existence d'un contrôle¹¹.

Tant les investissements directs que les participations de contrôle relèvent de la notion de propriété d'une entreprise. Toutefois, les investissements directs indiquent une influence significative sur une autre entreprise, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une participation de contrôle qui confère le « pouvoir de définir, de manière durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques d'une entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement »¹².

Pour établir que les intérêts sont sous forme d'investissements directs ou de participation de contrôle, on doit tenir compte de l'ensemble des liens de parenté entre les sociétés, c'est à-dire des liens de propriété entre les entités d'une entreprise. On doit se représenter tout le réseau des entreprises, d'où la nécessité de regarder au delà de la frontière canadienne pour ainsi considérer tous les liens de propriété étrangère et intérieure des entreprises.

Sources des données

Enquêtes

On se sert de sept questionnaires pour rassembler les données d'investissements directs. Toutes les enquêtes en question sont des enquêtes annuelles par quasi-recensement sauf deux qui sont des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources administratives

On puise à un certain nombre de sources administratives pour compléter les données d'enquête. À l'aide de l'inventaire mensuel des sociétés à investissements extérieurs que tient Investissement Canada (qui fait partie d'Industrie Canada), on met à jour la liste d'envoi des questionnaires.

On exploite des données administratives supplémentaires fournies par les institutions financières à la Banque du Canada et au Bureau du surintendant des institutions financières, plus particulièrement pour calculer les investissements directs étrangers dans les banques canadiennes. Les sociétés canadiennes remplissent la formule T 106 à l'intention de l'Agence canadienne des douanes et du revenu sur leurs opérations ayant un lien de dépendance avec des entités non résidentes. Cette formule porte sur les dividendes, les intérêts et les créances et engagements entre sociétés. Elle permet également de valider les données d'enquêtes et de mettre à jour la liste des unités possibles de déclaration.

Autres sources

On analyse systématiquement les renseignements qui paraissent dans la presse financière (*Globe and Mail*, *National Post*, *Les Affaires*, etc.) et on les rapproche des données trimestrielles d'enquêtes.

11. Ibid, alinéa 4.30, p. 96.

12. Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, décembre 1997, 1590.06.

Méthodes

Un système appelé CASTS (Capital Account Stock Transaction System) traite les données de sept questionnaires d'enquête et l'information provenant d'autres sources administratives et publiques. On applique ensuite des procédures de saisie et de validation de données ainsi que des procédures de calcul des flux en capital et des positions de fin d'exercice.

Produits

Exactitude des données

Un grand défi en matière de qualité des données est de maintenir un champ d'observation acceptable. Malgré tous les efforts déployés en ce sens, il se peut qu'une entreprise qui a récemment fait des investissements directs ne soit pas saisie.

Investissements directs du Canada à l'étranger

On juge que les données sur les investissements directs du Canada à l'étranger sont fiables. Elles proviennent d'un quasi-recensement annuel dont le champ d'observation est actualisé par des données à jour sur l'évolution des marchés et validé par des données administratives. On estime que l'observation est assez exhaustive. En 2004, le taux de réponse était de 45 %. De par leur nature, les investissements directs sont largement concentrés dans un nombre relativement petit d'entreprises. C'est ce que confirment les données d'enquête qui montrent que les 100 premières entreprises (5 % du champ d'observation) représentent 80 % de la valeur totale des investissements directs. Pour résoudre le problème de non-réponse, on reporte les données d'une année à l'année suivante en tenant compte des taux de change. On mesure les séries à partir des livres des filiales et autres sociétés liées ultimes à l'étranger. Ainsi, ces séries ne se prêtent pas à une comparaison immédiate avec les flux financiers tirés, généralement à la valeur au prix du marché, des livres des sociétés canadiennes. Les données de l'année la plus récente sont des données de projection qui pourront donc subir d'importantes révisions.

Investissements directs de l'étranger au Canada

On juge que les données sur les investissements directs étrangers sont très fiables. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel le taux de réponse était de 53 % en 2004. Là encore, on projette les données pour l'année la plus récente d'après les flux en capital déterminés par l'entremise d'une enquête trimestrielle par sondage et des renseignements sur l'évolution des marchés (avec les réorganisations de sociétés, les taux de change et d'autres facteurs utiles). On révisé les estimations lorsqu'on dispose des résultats du quasi-recensement.

Accessibilité des données

Dans cette publication, on présente les données sur la position d'investissement direct selon les grandes régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Des ventilations détaillées par pays et par branches d'activité sont aussi offertes contre recouvrement des coûts.

Position d'investissements de portefeuille

Description

Les investissements de portefeuille sont une forme passive d'investissement qui permet d'optimiser la valeur prévue d'un portefeuille par une diversification internationale afin de faire un gain pécuniaire (revenu ou valeur de l'investissement). Ces investissements comprennent des instruments qui peuvent généralement être échangés sur des marchés secondaires. Ces dernières années, le progrès technique et la déréglementation ont eu pour effet de multiplier nettement les investissements de portefeuille à l'étranger; d'enrichir les choix d'instruments financiers d'échange (par exemple la titrisation de valeurs auparavant non négociables et de titres dérivés); et de considérablement faciliter l'évaluation des instruments financiers, élément clé des échanges.

Les investissements de portefeuille sont des investissements en actions, obligations et instruments du marché monétaire (titres tant canadiens qu'étrangers). Les investissements canadiens en instruments du marché monétaire extérieur figurent sans distinction dans « autres investissements » jusqu'en 2001, puisque les statistiques canadiennes ne parvenaient pas à séparer ces instruments du passif-dépôts des banques étrangères auparavant.

Les encours de valeurs de portefeuille varient en fonction des flux financiers, des fluctuations des changes, des plus-values ou moins-values des investissements et des changements de classification. Les investissements sont reclassés entre les investissements de portefeuille et les investissements directs, au moment où la propriété des actions franchit le seuil des 10 %.

Évaluation

Dans la mesure du possible, on évalue les titres à la valeur comptable des sociétés qui les ont émis. Ainsi, on évaluera les investissements en actions d'après l'avis des actionnaires de la société émettrice des actions. De même, la valeur des obligations et des instruments du marché monétaire se définit comme le prix d'émission plus les intérêts courus.

En évaluant ainsi à la valeur comptable, on se trouve à déroger aux normes internationales, qui demandent une évaluation au prix du marché. Toutefois, on fournit quand même l'évaluation au prix du marché des investissements de portefeuille comme information supplémentaire dans les statistiques canadiennes. Cependant, cette évaluation n'est pas utilisée pour les séries officielles. On procède ainsi afin de maintenir une uniformité de traitement entre les différents comptes du bilan, dont l'investissement direct qui n'est disponible qu'à la valeur comptable.

Sources des données

On calcule les bilans (actifs) en valeurs mobilières étrangères grâce aux résultats d'une enquête « bilans » annuelle sur les portefeuilles canadiens qui a débuté à la fin de 1997 (auparavant, le calcul se faisait au moyen de flux cumulés). Pour la première fois, on a intégré les résultats de cette nouvelle enquête au numéro de 1998 de la publication ***Bilan des investissements internationaux du Canada***. On calcule, en grande partie, les bilans (engagements) en valeurs mobilières canadiennes grâce aux opérations cumulées après ajustement à l'aide de renseignements relatifs aux positions. Pour les nouvelles émissions de valeurs mobilières canadiennes, on exploite les données administratives de la Banque du Canada ainsi que diverses sources publiques puis on complète avec des données d'enquête menées auprès des principaux émetteurs.

Méthodes

Investissement de portefeuille canadien à l'étranger

Une enquête annuelle, qui a débuté à la fin de l'année de référence 1997, relève d'efforts internationaux en vue d'améliorer la statistique des investissements de portefeuille extérieurs. Cette enquête, menée par la Division de la balance des paiements de Statistique Canada, mesure sur une base annuelle les portefeuilles des institutions financières canadiennes en actions et obligations étrangères.

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien et étranger

Un système vaste et complexe (BP 2000) sert au traitement des données sur les obligations canadiennes et est maintenant mis en oeuvre pour les instruments du marché monétaire canadien et étranger. Dans l'un et l'autre de ces volets du système, chaque émetteur est caractérisé par son nom, son secteur (gouvernement fédéral, sociétés privées, etc.) et son industrie d'appartenance. Chaque valeur mobilière détenue est indiquée avec les dates d'émission et d'échéance, la monnaie d'émission, le taux d'intérêt, l'échelonnement des paiements d'intérêts. Ce système sert à calculer diverses variables comme les positions, les intérêts et les remboursements.

Investissements de portefeuille étranger en actions canadiennes

On met à jour, tous les ans, les données sur les actions canadiennes à l'aide des flux financiers déclarés dans le cadre d'enquêtes mensuelles menées auprès des courtiers en valeurs mobilières et des principaux investisseurs du Canada. Ces données sur les positions sont complétées par les données de l'enquête « bilan ».

Produits

Exactitude des données

Avec l'intégration en 1997 de l'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens, les estimations des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères sont maintenant considérées comme très fiables. En 2004, le taux de réponse était de 77 %. Cependant, cette enquête, à laquelle participe les investisseurs institutionnels majeurs au pays, n'est pas menée auprès des particuliers canadiens qui investissent directement sur les marchés extérieurs. Le problème de l'identification de tels investisseurs est commun à tous les pays, mais on ne pense pas que ce problème de sous-observation soit pour l'instant important dans les statistiques canadiennes. Il risque, cependant, de s'aggraver à mesure que se créent des canaux directs d'investissement à l'étranger qui ne sont pas saisis par notre système de collecte.

On considère comme très fiables les données sur les avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes sauf pour la répartition géographique des détenteurs extérieurs de valeurs de portefeuille. La ventilation géographique n'est pas toujours révélatrice de la répartition par pays des propriétaires réels qui peuvent recourir à des dépositaires dans d'autres pays. On s'attend néanmoins à ce que les données des enquêtes réalisées dans d'autres pays nous aident à améliorer la distribution géographique des engagements canadiens. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel, en 2004, le taux de réponse était de 53 % pour les sociétés et de 82 % pour les gouvernements et leurs entreprises.

Accessibilité des données

Les données sur le bilan des investissements de portefeuille en fin d'exercice, tant pour les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire (canadiens et étrangers), sont présentées selon l'ensemble des pays et selon six régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Il y a aussi une répartition sectorielle pour les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire canadiens. Dans le premier cas, on indique en outre les contributions sectorielles à la variation nette des valeurs comptables.

Les données qui combinent des caractéristiques (pays, branches d'activité, devises, échéances de remboursement et service de la dette) peuvent être obtenues contre recouvrement des coûts.

Position d'autres investissements

Description

Le bilan des autres investissements est un compte résiduel d'un caractère hétérogène qui comprend tous les investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille. On y trouve les prêts et les emprunts (l'actif et le passif), les dépôts (l'actif et le passif), les actifs des réserves monétaires officielles et les autres actifs et autres passifs.

Prêts et emprunts

Les **prêts** se composent des prêts que consent directement le gouvernement du Canada à des pays étrangers et à des organismes internationaux, en partie par l'émission de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables qui sont comptabilisés dans les autres engagements. Sont également compris dans ce compte :

- les prêts à l'exportation d'organes du gouvernement du Canada comme la Société pour l'expansion des exportations et la Commission canadienne du blé;
- les prêts des banques et des autres entreprises;
- les prêts en opérations de pension sur titres.

Sont exclus les prêts et souscriptions au Fonds monétaire international (FMI), qui sont classés dans les réserves monétaires officielles, ainsi que les souscriptions aux organismes internationaux, qui comptent parmi les autres actifs. Avant 2003, des écritures en compensation se retrouvent à l'actif pour tenir compte des provisions au chapitre :

- des prêts de faveur aux pays en voie de développement dans le cadre du programme canadien d'aide au développement international;
- de la position nette du Canada relevant de ses souscriptions (capital) et de ses prêts aux institutions financières internationales;
- des mesures possibles d'allégement de la dette ou de son service dans le cadre d'ententes multilatérales à l'intention des pays ayant des difficultés financières.

Certaines des provisions établies par les banques à charte canadiennes à l'égard de leurs prêts à l'étranger sont aussi incluses. À partir de 2003, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées sur une base nette. Les provisions ne constituent donc plus une catégorie distincte.

Les **emprunts** incluent les emprunts des administrations et des entreprises publiques et des sociétés à des banques étrangères (ce qui comprend les emprunts auprès de consortiums bancaires), les emprunts hypothécaires et d'autres emprunts comme les emprunts en opérations de pension sur titres.

À l'**actif du compte des dépôts**, il y a les dépôts à l'étranger des banques canadiennes (y compris les dépôts en or et en argent ainsi que les créances interbancaires à court terme) et l'actif en dépôt de déposants canadiens autres que les banques.

Au **passif du compte des dépôts** figurent les dépôts étrangers (y compris les dépôts en or et en argent et créances interbancaires à court terme) dans des banques canadiennes mais sans les débetures bancaires ni le capital-actions des banques entre les mains de non-résidents. (On comptabilise les débetures dans les obligations canadiennes de portefeuille, le capital-actions des banques de l'annexe 1 dans les actions canadiennes de portefeuille et celui des banques de l'annexe 2 dans les investissements directs étrangers au Canada.). On y trouve aussi les dépôts aux sociétés de fiducie et à la Banque du Canada.

Les **réserves monétaires officielles** sont les avoirs officiels en devises et en autres actifs monétaires du Compte du fonds des changes et du compte des ressources générales du ministre des Finances. À l'actif du compte des réserves monétaires officielles, on trouve l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position des réserves canadiennes auprès du FMI, les avoirs en devises (monnaies, dépôts et titres) et les autres créances détenues.

Les **autres actifs** comprennent :

- les créances clients et les autres comptes à recevoir à court terme avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les créances intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassées dans les investissements directs);
- les paiements échelonnés;
- les investissements immobiliers à l'extérieur du Canada au secteur des particuliers;
- les avoirs à l'étranger des immigrants;
- les souscriptions du gouvernement du Canada aux organismes internationaux à l'exclusion de celles faites au FMI qui sont traitées comme des réserves officielles internationales;
- les opérations sur titres secondaires au dérivés;
- les autres créances diverses sur les non-résidents.

Les **autres passifs** comprennent :

- le passif à vue du gouvernement du Canada
- les créances fournisseurs et les autres emprunts avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les engagements intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassés dans les investissements directs);
- les investissements immobiliers de l'étranger au Canada;
- les engagements hypothécaires;
- les dividendes déclarés et non versés;
- les droits de tirage spéciaux;
- les paiements échelonnés;
- la valeur des titres canadiens détenus dans des comptes de propriétaires apparents pour des non-résidents;
- les divers autres passifs.

Sources des données

Pour ce qui est de l'actif, on se renseigne sur les prêts du gouvernement du Canada aux pays étrangers et aux organismes internationaux au moyen de données administratives venant de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics du Canada pour les prêts consentis par les divers ministères. Les données sur les prêts des entreprises publiques proviennent de la Société pour l'expansion des exportations, de la Commission canadienne du blé et des comptes publics des sociétés d'État. On dispose de données administratives sur les prêts des banques canadiennes, produites à l'intention de la Banque du Canada. Les données d'enquête portent sur les prêts des sociétés. Enfin, les données sur les prêts en opérations de pension et sur les titres dérivés sont extraites des données d'enquêtes mensuelles menées auprès des intermédiaires financiers.

Au **passif du compte des emprunts**, on retrouve les emprunts de sociétés et d'entreprises publiques canadiennes, les emprunts à des banques étrangères, y compris à des consortiums bancaires étrangers, les emprunts hypothécaires et les autres emprunts. Les données sur ces éléments proviennent des enquêtes annuelles. Les données sur les emprunts en opérations de pension sur titres sont des données de déclaration des négociants et des courtiers canadiens. Enfin, pour se renseigner sur les emprunts à court terme à des banques extérieures, on recourt à la fois à des données sur les banques étrangères et à des données d'enquête.

Les **provisions** (entrée de contrepartie à l'actif), avant 2003, ont trait aux prêts aux pays en voie de développement qui font partie du Programme d'aide du Canada au développement international; à la position nette du Canada en ce qui a trait aux souscriptions et prêts aux institutions financières internationales; et aux mesures de secours au niveau de la dette ou du service de la dette pour les pays en difficulté financière en vertu d'accords multilatéraux. De plus, une partie des provisions établies par les banques à charte sur leurs prêts étrangers y est aussi comprise. À partir de 2003, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées sur une base nette. Les provisions ne constituent donc plus une catégorie distincte.

On ventile en quatre catégories tant l'actif que le passif du **compte des dépôts** avec les banques canadiennes : les dollars canadiens, les devises, l'or et l'argent. Le calcul se fait à l'aide des données administratives communiquées par les banques canadiennes à la Banque du Canada et d'une enquête sur les Transactions, avoirs et engagements — or et argent. On tire l'actif en dépôt d'entités canadiennes, autres que les banques, des renseignements sur les banques étrangères obtenus du Trésor américain, de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. Des données administratives nous renseignent enfin sur les dépôts de l'étranger, c'est-à-dire ceux des banques centrales étrangères à la Banque du Canada. Les dépôts étrangers des sociétés de fiducie proviennent d'enquêtes.

Les **réserves monétaires officielles** sont tirées des dossiers administratifs de la Banque du Canada.

Concernant les **autres actifs**, les données sur les souscriptions aux organismes internationaux proviennent du ministère des Finances, de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics. Des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada sont utilisées pour dériver l'« actif reporté » des immigrants canadiens. Les données sur les titres secondaires ou dérivés proviennent d'une enquête mensuelle auprès des intermédiaires financiers canadiens. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les données sur les autres éléments d'actif sont celles d'une enquête annuelle.

Pour ce qui est des **autres passifs**, on calcule les engagements en billets à vue du gouvernement du Canada à l'aide de données administratives. Les données sur les créances fournisseurs à court terme, y compris les crédits commerciaux, sont des données provisoires d'une enquête-échantillon trimestrielle que l'on révisé en estimations définitives par les résultats du quasi-recensement annuel. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les séries sur les engagements envers les futurs immigrants sont extraites des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada.

Méthodes

Ce compte est dressé à l'aide des données d'enquête et des données administratives. On exploite abondamment les dossiers administratifs de Citoyenneté et Immigration Canada pour calculer les avoirs à l'étranger des immigrants.

Produits

Exactitude des données

On juge que les estimations de l'actif et du passif du compte des emprunts sont fiables dans la mesure où elles sont tirées de données administratives. Quant aux données d'enquête, elles sont acceptables. Les séries des emprunts à court terme des banques étrangères sont jugées acceptables. Elles sont partiellement dérivées des données obtenues des banques étrangères.

On dispose également d'estimations acceptables sur les dépôts non bancaires à l'étranger (avec les certificats de trésorerie étrangers). Les données sont, en grande partie, extraites de renseignements sur les banques étrangères et dépendent donc des critères de résidence appliqués par les institutions financières déclarantes à l'extérieur du Canada. Ces dernières années, elles ont accusé d'importantes variations demeurées inexpliquées. Les dépôts dans les autres institutions financières sont obtenus au moyen d'une enquête qui a eu un taux de réponse de 100 % en 2004.

Les estimations des réserves monétaires officielles sont très fiables puisqu'elles sont tirées de renseignements administratifs et que les méthodes comptables employées sont conformes aux normes de la balance des paiements.

L'exactitude des diverses séries sur les autres actifs est acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances clients à court terme. Ce sont des données d'un quasi-recensement annuel. En 2004, le taux de réponse était de 55 %. Pour l'année la plus récente, on obtient les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet donc à des révisions quand on dispose des résultats du recensement annuel. Quant aux séries sur les actifs laissés à l'étranger par les immigrants, elles sont tenues pour acceptables, étant fondées sur les déclarations administratives des candidats à l'immigration lorsque ceux-ci demandent un visa. Par ailleurs, les séries sur les banques à charte semblent très fiables. Elles sont tirées de dossiers administratifs. Les autres comptes sont acceptables, mais ils restent peu importants en valeur.

Diverses séries sur les autres passifs sont de qualité acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances fournisseurs à court terme, les données en question provenant d'un quasi-recensement annuel. En 2004, le taux de réponse était de 55 %. Pour l'année la plus récente, on établit les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet à des révisions lorsqu'on dispose des résultats du recensement annuel. Enfin, les séries sur le passif officiel en droits de tirage spéciaux et sur les billets à vue du gouvernement du Canada sont considérées comme très fiables, puisqu'elles proviennent de dossiers officiels.

Accessibilité des données

Dans cette publication annuelle, on diffuse des données sur les bilans annuels des autres investissements selon les divers éléments d'actif et de passif et selon six régions (les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays de l'OCDE et les autres pays). On présente, selon l'instrument, des données sur les positions des réserves monétaires officielles du Canada. On décompose enfin les autres éléments d'actif et de passif en débiteurs-créditeurs à court terme et en éléments divers.

Renvois

Tableaux 1.1 à 1.3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. À partir de 2002, les positions du marché monétaire sont incluses, dans les actifs, sous les investissements de portefeuille. Avant 2002, ces positions étaient incluses avec les autres actifs sous les autres investissements.
3. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Comprennent à partir de 2003 les provisions pour pertes prévues.
4. À partir de 2003, les provisions ne constituent plus une catégorie distincte d'actif. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées nettes de toutes provisions applicables.
5. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
6. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.
7. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

8. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
9. Avant 2002, la valeur marchande et la valeur comptable de ces investissements sont définies comme étant équivalentes.
10. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
11. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
12. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableau 2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 4

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

Tableaux 5, 6 et 7

1. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.
2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 9

1. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.

Tableau 10

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 11

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 12

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

Tableau 13

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableaux 14.1, 14.2 et 14.3

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

Tableaux 15 et 16

1. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.

2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 17

1. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 19.1 à 19.11

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
3. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
4. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 20.1 et 20.5

1. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.

Tableaux 21.1, 22.1, 23.1, 24.1, 25.1, 26.1 et 27.1

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Comprennent à partir de 2003 les provisions pour pertes prévues.
3. À partir de 2003, les provisions ne constituent plus une catégorie distincte d'actif. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées nettes de toutes provisions applicables.
4. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
5. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.

Tableaux 21.2, 22.2, 23.2, 24.2, 25.2, 26.2 et 27.2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

2. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
3. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
4. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
5. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Appendice I

Glossaire

Actif financier canadien

Regroupement de toutes les créances financières canadiennes auprès des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. L'actif financier comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Action participative

Type d'actions privilégiées donnant à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société émettrice et à tout excédent de l'actif en cas de liquidation. Les actions participatives sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Actions

Les actions comprennent les actions ordinaires et les actions privilégiées, qui représentent une part de la propriété de l'entreprise. Les actions comprennent également les certificats représentatifs d'actions étrangères, presque toutes les parts de fonds communs de placement et de fiducies de revenu ainsi que les bons de souscription d'actions. Les actions peuvent être traitées comme un investissement de portefeuille ou un investissement direct dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Autres actifs ou autres passifs

Les autres actifs ou autres passifs font partie de la catégorie fonctionnelle des autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux. Ils comprennent les créances autres que les prêts et les dépôts.

Autres investissements

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, qui comprend les prêts, les dépôts, les réserves (actif uniquement) et les autres actifs ou autres passifs.

Avoirs de réserve

Créances sur des non-résidents rapidement utilisables et contrôlées par les autorités monétaires. Elles sont utilisées aux fins de la politique monétaire d'un pays. Les avoires de réserve sont inclus dans les autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Balance des paiements (BdP)

État statistique résumant de façon systématique, pour une période déterminée, les opérations économiques d'un pays réalisées avec le reste du monde.

Base entièrement consolidée

Base de déclaration pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada. On recense les données sur les investissements directs entrants et sortants des entités sur une base entièrement consolidée. Ainsi, par principe, les données de sondage portent sur toutes les filiales, les sociétés associées et les succursales détenues directement ou indirectement.

Bénéfices non répartis

Total cumulatif des bénéfices annuels retenus par une entreprise, après le paiement de toutes les dépenses et dividendes.

Bilan des investissements internationaux (BII)

Le BII est le bilan de l'actif et du passif financier d'un pays par rapport au reste du monde. Combiné aux opérations de la balance des paiements, le BII constitue un ensemble de comptes internationaux d'un pays.

Bilan net des investissements internationaux

Le bilan net des investissements internationaux est l'ensemble de l'actif externe moins l'ensemble du passif externe. Le bilan net présente la valeur de l'actif à l'étranger détenu par un pays par rapport au passif que ce pays doit aux non-résidents.

Centre d'intérêt économique

Fondement de la définition de la résidence des agents économiques pour la balance des paiements. La BdP enregistre la valeur des opérations entre les résidents et les non-résidents. On dit d'une personne ou d'une entité qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Changement de propriété

Il y a changement de propriété quand un élément d'actif est reçu, un service est rendu ou un revenu est versé. Généralement, le changement est réputé survenir quand les deux parties (résident et non-résident) inscrivent leur opération dans leurs livres ou comptes respectifs.

Compte financier

Compte principal de la balance des paiements qui comptabilise les opérations sur des instruments financiers représentant les activités de financement et d'investissement du Canada avec le reste du monde. Les opérations sont divisées en trois classes fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Conventions de rachat

Une convention de rachat est une entente par laquelle une entité cède des titres pour un prix convenu et s'engage à les racheter pour un prix et à une date convenus. Ces ententes sont habituellement à très court terme (le jour suivant), mais peuvent porter sur une période de un mois ou davantage. Les conventions de rachat sont traitées comme des prêts garantis par des titres et classées dans la catégorie autres investissements de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Date d'échéance

Date à laquelle une valeur mobilière (p. ex., une obligation) est rachetable.

Dépôts

Créances qui comprennent les dépôts bancaires, les billets de dépôt, les certificats de dépôt et toutes les autres créances représentant une preuve de dépôt, y compris la monnaie fiduciaire. Les dépôts, qui sont en grande partie associés aux banques canadiennes, sont traités comme autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Dettes

Créance qui constitue un prêt de fonds par un créancier (prêteur) à un débiteur (emprunteur). La dette comprend les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres titres de créance (généralement non négociables). La dette peut être traitée comme un investissement direct, un investissement de portefeuille ou un autre investissement selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Dividendes

Bénéfices provenant des activités courantes, qui sont distribués aux détenteurs d'actions d'une entreprise privée constituée en société, d'une coopérative ou d'une société d'État. Cet élément de revenu est inclus dans le poste des investissements de portefeuille ou des investissements directs du compte courant.

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Éléments des avoirs de réserve créés par le FMI comme complément à d'autres éléments d'avoirs de réserve qui sont alloués périodiquement aux membres du FMI dans des proportions correspondant à leur quote-part. La valeur des DTS est déterminée au moyen d'un panier pondéré de devises. Les opérations sur DTS sont inscrites dans le compte financier.

Effet du taux de change

L'effet du taux de change est la fluctuation, d'une période à une autre, de l'évaluation d'un élément d'actif ou de passif dans le bilan des investissements internationaux, qui est attribuable à la fluctuation du taux de change. Les instruments financiers libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens à la fin de chaque période de référence en fonction des taux de change applicables.

Entités à vocation spéciale

Ces entités sont habituellement établies dans des pays autres que ceux où résident les sociétés mères, et où elles effectuent principalement des opérations internationales. Ces entités spécialisées sont définies en fonction de leur structure (p. ex., les sociétés de portefeuille) ou de leur objet (p. ex., ventes et administration). Dans la balance des paiements, ces entités sont traitées comme des entreprises d'investissement direct, sous réserve qu'elles satisfassent au critère de propriété de 10 %.

Entreprise d'investissement direct

Entreprise constituée ou non en société, dans laquelle un investisseur direct, qui est résident d'un autre pays, possède au moins 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société). Une entreprise d'investissement direct est composée d'entités apparentées, qui peuvent être des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Évaluation

La détermination de l'actif, du passif et des valeurs transactionnelles. Il existe diverses méthodes d'évaluation (valeur transactionnelle, prix du marché, prix d'émission, valeur comptable, valeur au marché, valeur à l'échéance, etc.) qui reflètent souvent les principes comptables applicables, les restrictions juridiques et la tradition, de même que des considérations théoriques.

Filiale

Entité juridique commerciale dont une autre entité juridique commerciale possède plus de 50 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société).

Fonds commun de placement

Portefeuille de placements diversifié, placé au nom d'un groupe d'investisseurs et géré par des gestionnaires professionnels. Chaque investisseur détient un pourcentage de la valeur du fonds, représenté par le nombre de parts qu'il a acquis, et partageant ainsi tout gain ou perte réalisé par le fonds. Selon les objectifs du fonds, son actif peut comprendre des actions, des titres de créance ou d'autres instruments financiers.

Instruments du marché monétaire

Titres de créance négociables dotés d'une échéance initiale d'un an ou moins. Ils comprennent les bons du Trésor, les effets commerciaux et les effets des sociétés de financement, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques et d'autres effets à court terme. Les instruments du marché monétaire sont traités comme des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou le bilan des investissements internationaux.

Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres instruments financiers (généralement non négociables). Les instruments financiers peuvent être traités comme des investissements directs, des investissements de portefeuille ou d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon l'instrument et la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Instruments financiers dérivés

Les *instruments financiers dérivés* sont des instruments financiers liés à un instrument financier, un indicateur ou un produit de base particulier, par lesquels on peut négocier des risques financiers particuliers dans les marchés financiers. Leur valeur découle du prix de l'élément sous-jacent (c.-à-d., le prix de référence) et, contrairement aux titres de créance, aucun principal à être remboursé n'est avancé et aucun revenu de placements ne s'accumule. Les contrats à terme standardisés et de gré à gré, les options, les bons de souscription et les swaps constituent des exemples d'instruments financiers dérivés.

Intérêt

L'*intérêt* est la somme que le débiteur doit ou verse au créateur pendant une période donnée et qui ne réduit pas le montant du principal dû, selon les conditions de l'instrument financier convenues entre les deux parties.

Investissement de portefeuille

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays sous forme d'actions et de titres de créance d'un autre pays réalisé pour obtenir un revenu de placement ou des gains en capital. Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas d'influence considérable sur l'exploitation ou la gestion de l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Investissement direct

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une influence significative de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise.

Investisseurs institutionnels

Organisations qui achètent et vendent habituellement des valeurs mobilières en très grandes quantités. Les investisseurs institutionnels sont moins bien protégés par la réglementation, parce que l'on suppose qu'ils connaissent mieux le secteur et qu'ils sont en mesure de mieux se protéger eux-mêmes. Les plus grands investisseurs institutionnels canadiens sont les fonds de pension, les fonds communs de placement, les caisses en gestion distincte et les fonds collectifs ainsi que les fonds généraux des compagnies d'assurance.

Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM)

La *LDPM* est administrée par le statisticien en chef du Canada sous l'autorité du ministre de l'Industrie. L'objet de la *Loi* est de recueillir des renseignements sur les finances et la propriété des sociétés exploitées au Canada, et d'utiliser ces renseignements pour évaluer l'étendue et l'incidence du *contrôle des non-résidents* sur l'économie canadienne. Un rapport annuel qui résume ces renseignements doit être présenté au Parlement. La *LDPM* était auparavant connue sous le nom de *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*.

Monétisation et démonétisation de l'or

La monétisation est l'acquisition par les autorités monétaires d'or-marchandise en vue d'augmenter le stock d'or monétaire. La démonétisation est la disposition par les autorités monétaires de l'or monétaire à des fins non monétaires. Bien que ces acquisitions ou ventes accroîtront ou décroîtront l'actif des réserves officielles d'un pays, les opérations ne sont pas comptabilisées dans l'actif de réserves de la BdP. Toutefois, lorsqu'une autorité monétaire d'un pays traite avec le secteur privé d'un autre pays pour acheter ou vendre de l'or, ces opérations sont enregistrées dans les statistiques commerciales des deux pays.

Non-résident

Une personne ou une entreprise est réputée non-résidente d'un pays si son centre d'activité économique est situé à l'extérieur de ce pays (voir aussi Résident).

Obligations coupons détachés ou obligations à coupon zéro

Habituellement, des obligations du gouvernement fédéral ou provincial de grande qualité émises initialement au porteur, desquelles une partie ou tous les coupons portant intérêt ont été détachés. Le principal de l'obligation et tout coupon restant (le résidu) sont alors négociés séparément des coupons détachés, les deux à un prix passablement inférieur à leur valeur au pair.

Obligations, débetures, billets

Titres de créance émis par des emprunteurs pour financer leurs activités. Ils sont vendus aux investisseurs moyennant la promesse qu'ils seront remboursés avec les intérêts à la fin d'une période donnée. Les obligations, débetures et billets peuvent être traitées comme des investissements directs ou des investissements de portefeuille dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Opération

Flux économique représentant la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction[D1] [t2] d'une valeur économique. Les opérations comprenant des changements de propriété de biens, de services, de revenus de placement ou de créances sont inscrites dans la balance des paiements. Les opérations de la balance des paiements et les réévaluations diverses modifient le bilan des investissements internationaux d'une période à l'autre.

Or monétaire

Élément d'actif des réserves internationales officielles de la catégorie des autres investissements. Il représente l'or que possèdent les autorités monétaires et qui est détenu comme actif financier. Les opérations de la BdP sont comptabilisées uniquement lorsque l'or monétaire fait l'objet d'une opération entre les autorités monétaires de divers pays ou entre les autorités monétaires et le Fonds monétaire international.

Or non monétaire

Dans le poste commerce de biens du compte courant, l'or non monétaire est traité comme tous les autres produits, c'est-à-dire qu'il est enregistré dans les importations et exportations d'un pays. Les échanges d'or effectués par les autorités monétaires de divers pays sont comptabilisés dans l'actif des réserves du compte financier.

Parts de fiducie de revenu

Les détenteurs de parts d'une fiducie de revenu reçoivent des distributions en espèces régulières d'une entité créée pour verser les flux de trésorerie générés par une entreprise. Les parts de fiducie de revenu sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Passif financier canadien

Regroupement de toutes les *créances financières des non-résidents* visant les résidents canadiens dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. Le passif financier canadien comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Position de réserve du fonds

Élément des avoirs de réserve qui renvoie à la somme des achats dans la tranche de réserve qu'un membre peut mobiliser et à tout endettement du Fonds monétaire international (FMI) facilement remboursable au membre.

Prêts

Créance qui constitue un prêt direct de fonds par des créanciers (prêteurs) à des débiteurs (emprunteurs) au moyen d'ententes dans le cadre desquelles les prêteurs peuvent ou non recevoir un document ou un titre négociable. Les prêts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Principe de débiteur/créancier

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers d'investissement direct : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de débiteur/créancier, les opérations découlant des changements dans les créances de l'économie déclarante sont attribuées au pays de résidence du débiteur non résident, et les opérations découlant des changements dans le passif financier sont attribuées au pays de résidence du créancier non résident, même si les sommes sont versées à un pays différent ou perçues d'un pays différent (voir aussi Principe de l'agent économique transacteur).

Principe de l'agent économique transacteur

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de l'agent économique transacteur, les opérations découlant des changements dans les créances et le passif sont attribuées au pays de résidence de la partie non-résidente de l'opération (le transacteur), même si ce n'est pas le pays de résidence de l'entreprise d'investissement direct ou de l'investisseur direct (voir aussi Principe de débiteur/créancier).

Région géographique

Dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada, les pays étrangers sont regroupés en six régions : les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les autres pays (y compris les organisations internationales).

Résident

On dit d'une personne ou d'une entreprise qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Secteur émetteur

Le secteur émetteur d'un instrument financier renvoie au classement de l'émetteur d'un titre. Dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux du Canada, les émetteurs canadiens sont classés dans l'une des catégories suivantes : le gouvernement du Canada, les entreprises fédérales, les administrations provinciales, les entreprises provinciales, les administrations municipales, les entreprises municipales ou les sociétés. Les émetteurs étrangers sont classés comme des gouvernements, des organisations internationales ou autres.

Société affiliée

Entité commerciale détenue entre 10 % et 100 % par une autre entité commerciale. Selon le degré de propriété, les sociétés affiliées sont classées comme des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Société associée

Entité commerciale détenue dans une proportion de 10 % à 50 % par une autre entité commerciale.

Succursale

Entité commerciale qui n'est pas constituée en société et qui est détenue par une autre entité commerciale.

Terme jusqu'à échéance

Période fixe correspondant à la durée de vie d'un titre. Le terme jusqu'à échéance correspond à la période qui s'écoule entre la date à laquelle le titre est émis (terme initial jusqu'à échéance) ou en circulation (terme restant jusqu'à échéance) et la date à laquelle le titre est rachetable (date d'échéance).

Titres

Instruments financiers négociables, comme les actions émises dans le public, les obligations, les instruments du marché monétaire et d'autres instruments financiers. Les titres sont traités comme des investissements directs et des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou de portefeuille.

Titrisation

Regroupement d'éléments d'actif non négociés en vue d'émettre des titres standardisés garantis par ces éléments d'actif, qui peuvent alors être négociés comme tout autre titre.

Valeur à l'échéance

La valeur à l'échéance d'un titre est le montant que l'émetteur paiera au détenteur du titre à la date de rachat du titre. On fait souvent référence à la valeur au pair, à la valeur nominale ou à la valeur de rachat.

Valeur au marché

La valeur au marché est une autre méthode d'évaluation pour les statistiques du bilan des investissements internationaux. La valeur au marché des éléments de l'actif et du passif reflète les cours en vigueur au moment où le bilan est calculé.

Valeur comptable

Méthode d'évaluation de l'actif et du passif fondée sur la valeur inscrite dans les livres du détenteur de l'actif ou de l'émetteur du passif. La valeur comptable est une des méthodes qui sert à évaluer l'actif et le passif financiers canadiens dans le bilan des investissements internationaux.

Valeur transactionnelle

Valeur qui, au sens large, représente le prix réel (ou prix du marché) convenu par les agents économiques et qui sert habituellement à comptabiliser les opérations dans la balance des paiements. En l'absence d'un prix du marché, par exemple dans le cas de troc, des mesures de substitution doivent être estimées, généralement en tenant compte des prix du marché connus pour d'autres opérations équivalentes.

Appendice II

Tableaux de références

Tableau explicatif 1

Cours du change étranger - unité étrangère exprimée en monnaie canadienne

Période	Dollar É.-U.		Livre sterling	Euro	Franc suisse	Yen japonais
	Clôture	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi
Vecteurs	v37432	v37426	v37430	v21570998	v37429	v37456
2009						
I	1,2613	1,2453	1,7860	1,6217	1,0841	0,0133
II	1,1630	1,1672	1,8072	1,5890	1,0497	0,0120
III	1,0707	1,0974	1,7996	1,5694	1,0332	0,0117
IV	1,0510	1,0563	1,7266	1,5603	1,0343	0,0118
2010						
I	1,0158	1,0409	1,6256	1,4406	0,9844	0,0115
II	1,0646	1,0276	1,5330	1,3073	0,9278	0,0112
III	1,0290	1,0391	1,6117	1,3438	1,0085	0,0121
IV	0,9946	1,0128	1,6011	1,3766	1,0399	0,0123
2011						
I	0,9696	0,9860	1,5804	1,3487	1,0468	0,0120
II	0,9645	0,9676	1,5784	1,3934	1,1132	0,0119
2010						
Janvier	1,0693	1,0429	1,6857	1,4882	1,0087	0,0115
Février	1,0525	1,0568	1,6506	1,4453	0,9854	0,0117
Mars	1,0158	1,0230	1,5404	1,3882	0,9591	0,0113
Avril	1,0158	1,0051	1,5413	1,3480	0,9400	0,0108
Mai	1,0435	1,0399	1,5254	1,3054	0,9207	0,0113
Juin	1,0646	1,0379	1,5324	1,2685	0,9227	0,0114
Juillet	1,0283	1,0427	1,5952	1,3358	0,9902	0,0119
Août	1,0665	1,0414	1,6294	1,3420	1,0026	0,0122
Septembre	1,0290	1,0331	1,6104	1,3535	1,0329	0,0122
Octobre	1,0202	1,0180	1,6150	1,4150	1,0508	0,0125
Novembre	1,0266	1,0128	1,6154	1,3813	1,0279	0,0123
Décembre	0,9946	1,0077	1,5729	1,3335	1,0411	0,0121
2011						
Janvier	1,0015	0,9938	1,5704	1,3285	1,0373	0,0120
Février	0,9714	0,9876	1,5928	1,3486	1,0399	0,0120
Mars	0,9696	0,9766	1,5779	1,3691	1,0632	0,0120
Avril	0,9464	0,9582	1,5687	1,3850	1,0676	0,0115
Mai	0,9686	0,9680	1,5824	1,3885	1,1093	0,0119
Juin	0,9645	0,9768	1,5841	1,4067	1,1627	0,0121
Juillet	0,9555	0,9553	1,5434	1,3636	1,1631	0,0121
Août	0,9794	0,9828	1,6078	1,4092	1,2611	0,0128

Tableau explicatif 2
Certains rendements du marché des capitaux, mensuel

Période	Cours des actions		Obligations (10 ans de rendement)			Bons du trésor (3 mois)		
	Indice composé Standard and Poor's/Bourse de Toronto, dernier jour, 1975=1 000	Standard and Poor's (500), 1941-43=10	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel
Vecteurs	v122620	v37425	v122543	v4429276	v122543-v4429276	v122531	v29850231	v122531-v29850231
	indice		taux					
2009								
Septembre	11 395,0	1 057,1	3,31	3,31	0,00	0,22	0,12	0,10
Octobre	10 910,8	1 036,2	3,45	3,44	0,01	0,22	0,07	0,15
Novembre	11 447,2	1 095,6	3,25	3,28	-0,03	0,22	0,05	0,17
Décembre	11 746,1	1 115,1	3,60	3,80	-0,20	0,19	0,05	0,14
2010								
Janvier	11 094,3	1 073,9	3,35	3,66	-0,31	0,16	0,06	0,10
Février	11 629,6	1 104,5	3,45	3,70	-0,25	0,16	0,11	0,05
Mars	12 037,7	1 169,4	3,56	3,84	-0,28	0,28	0,15	0,13
Avril	12 210,7	1 186,7	3,66	3,80	-0,14	0,39	0,16	0,23
Mai	11 763,0	1 089,4	3,25	3,21	0,04	0,45	0,16	0,29
Juin	11 294,4	1 030,7	3,08	2,97	0,11	0,50	0,12	0,38
Juillet	11 713,4	1 101,6	3,22	3,03	0,19	0,65	0,16	0,49
Août	11 913,9	1 049,3	2,83	2,54	0,29	0,62	0,16	0,46
Septembre	12 368,6	1 141,2	2,74	2,52	0,22	0,87	0,15	0,72
Octobre	12 676,2	1 183,3	2,89	2,75	0,14	0,92	0,13	0,79
Novembre	12 952,9	1 180,6	3,19	2,93	0,26	0,99	0,14	0,85
Décembre	13 443,2	1 257,6	3,16	3,35	-0,19	0,98	0,14	0,84
2011								
Janvier	13 552,0	1 286,1	3,31	3,45	-0,14	0,95	0,15	0,80
Février	14 136,5	1 327,2	3,32	3,49	-0,17	0,95	0,13	0,82
Mars	14 127,9	1 328,3	3,29	3,47	-0,18	0,92	0,10	0,82
Avril	13 944,8	1 360,5	3,27	3,39	-0,12	0,97	0,06	0,91
Mai	13 802,9	1 345,2	3,08	3,13	-0,05	0,95	0,04	0,91
Juin	13 300,9	1 320,6	3,09	3,14	-0,05	0,93	0,04	0,89
Juillet	12 945,6	1 292,3	2,88	3,01	-0,13	0,92	..	..
Août	..	..	2,49	..	..	0,93	..	..